

France Forum

Crise de la famille

La France dans tous ses états (1)

**Autour d'un inédit de Jacques Maritain
sur l'éducation**

Regards sur Cuba

**Jean-Marie Domenach :
textes et témoignages**

Michel Debatisse : une destinée singulière

«Corneille» (extrait)

Arts et lettres

**4^e Trimestre
1997**

Evelyne SULLEROT - Henri

BOURBON - Maurice BLIN -

Jacques MARITAIN - Piero

VIOTTO - Gérard LAFFITTE

Denise LALLICH-DOMENACH -

Nicolas DOMENACH - Paul

RICCEUR - Bernard VOYENNE -

Christian SAVÈS - François

AZAR - André VIAL - Philippe

SÉNART - André LE GALL -

Françoise COLIN-BERTIN - Jean-

Yves CHEVALLIER - Michel-

Pierre CHÉLINI - Pierre DHERS

41^{ème} année



N° 318 30 F

DOSSIERS ET ETUDES

- Le grand remue-ménage ou la crise de la famille** p. 3
Interview d'Evelyne SULLEROT par Henri BOURBON
- La France dans tous ses états (I)** p. 7
par Maurice BLIN
- Un inédit de Jacques MARITAIN** p. 14
- L'éducation et les humanités** p. 15
par Jacques MARITAIN
- Jacques Maritain, «philosophe de l'éducation»** p. 25
par Piero VIOTTO
- Regards sur Cuba** p. 31
par Gérard LAFFITTE
- Jean-Marie DOMENACH (1922-1997)** p. 35
Témoignages de Denise LALLICH-DOMENACH,
Nicolas DOMENACH et Paul RICŒUR p. 36
- Jean-Marie Domenach, l'insoumis lucide** p. 40
par Bernard VOYENNE
- Celui qui croyait au ciel** p. 46
par Jean-Marie DOMENACH
- Gilbert Dru, aujourd'hui** p. 48
par Jean-Marie DOMENACH
- Regards croisés sur «Regarder la France»** p. 57
par Christian SAVÈS et François AZAR

Michel DEBATISSE (1929-1997)

par André VIAL

p. 65

ARTS ET LETTRES

La Vie littéraire

par Philippe SÉNART

p. 70

«Corneille»

par André LE GALL

p. 81

Michel Ciry, un guetteur du siècle

par Françoise COLIN-BERTIN

p. 85

NOTES DE LECTURE

Diplomatie d'Henry Kissinger

par Jean-Yves CHEVALLIER

p. 87

Nous n'avions pas vingt ans

Le drame des Malgré-Nous de Joseph Bernhaupt

par Michel-Pierre CHÉLINI

p. 90

La ruse nazie. Dunkerque 24 mai 1940 de François Delpla

par Pierre DHERS

p. 92

Le grand remue-ménage ou la crise de la famille

Interview d'Evelyne SULLEROT

Evelyne SULLEROT, sociologue, co-fondatrice du planning familial, a siégé quinze ans au Conseil Economique et Social et douze ans au Haut Conseil de la Population et de la Famille. Elle est membre de la Commission Nationale Consultative pour les droits de l'homme depuis 10 ans. Signalons parmi ses nombreux ouvrages : *La femme dans le monde moderne*, *Les Françaises au travail*, *Histoire et mythologie de l'amour*, *Pour le meilleur et sans le pire*, *Quels pères ? Quels fils ?* Son dernier livre *Le grand remue-ménage* (Ed. Fayard, 1997) retrace l'histoire des familles dont nous sommes issus et des familles d'aujourd'hui ; il décrit le chemin parcouru entre le consensus familialiste de la Libération et le démaillage familial actuel. Cette histoire mouvementée nous invite à réfléchir utilement sur la société du XXI^e siècle. Evelyne Sullerot a bien voulu s'entretenir de son livre avec Henri BOURBON.

Henri BOURBON - *L'annonce par Lionel Jospin de ses projets de politique familiale a donné le branle et on s'est mis soudain à parler de la famille. Mais quand vous avez écrit votre dernier et important ouvrage, Le grand remue-ménage ou la crise de la famille, le moins qu'on puisse dire est que la famille n'était pas un sujet à la mode...*

Evelyne SULLEROT - Si peu à la mode que même *France-Forum*, revue issue des milieux socio-politiques qui ont, dès la Libération, compris l'importance de la famille pour la société française renaissante, des milieux politiques qui ont su inventer et imposer une politique familiale en tous points remarquable, même *France-Forum* n'y a consacré qu'un seul article durant ces quinze dernières années.

H.B. - *Je me souviens que cet article était signé Evelyne Sullerot... France-Forum tiendra compte de votre remarque : il a d'ailleurs publié en 1996 une étude de René Rémond sur «La famille hier et aujourd'hui».*

E.S. - Or ces quinze dernières années ont vu la politique familiale française se réduire comme une peau de chagrin (c'est pourquoi Martine Aubry a cru pouvoir sonner l'hallali), et surtout, le tissu familial s'est alors démaillé,

déchiré. Non seulement moins de naissances (le plus bas indice de fécondité jamais atteint par la France), moins de mariages (une chute de -35 % !), un doublement du nombre des divorces et encore davantage de séparations de concubins, quatre fois plus d'enfants nés hors mariage en quinze ans (240.000 par an !), - mais surtout de plus en plus d'enfants séparés, de plus en plus jeunes, d'un de leurs parents. C'est certainement là le constat le plus grave. Nous abordons le XXI^e siècle en sachant qu'un enfant sur trois va être, au cours de son enfance, séparé d'un de ses parents (le père le plus souvent) d'une manière plus ou moins sévère, et va fréquemment perdre de vue ses grands-parents (surtout ses grands-parents paternels). Depuis cinq ans, nous entendons les enseignants déplorer la violence des enfants qu'ils ont en charge, et pas seulement dans les banlieues difficiles, et souligner leur manque de «repères». Ils disent carrément que «les parents ne remplissent plus leur fonction», ce que confirment les psychologues, médecins, juges pour enfants. Nous entendons le Secours catholique ou l'Armée du Salut nous avertir que les exclus sont avant tout des «Sans Domicile Familial», des laissés pour compte des dislocations familiales. Eh ! bien, non ! tout cela ne nous fait pas réagir. C'est pourquoi j'ai voulu attirer l'attention sur ces

évolutions capitales. Georges Vedel, que vous connaissez bien à *France-Forum*, m'a écrit que mon livre donne à voir «des changements autrement importants que ceux auxquels s'intéressent les professionnels du droit constitutionnel ou du droit administratif».

H.B. - *A votre avis, pourquoi ce silence et cette indifférence ?*

E.S. - Parce que les jeunes se vantaient d'une libération, les plus âgés ont eu peur d'avoir l'air d'opresseurs réactionnaires. Une sourde bataille s'est livrée en France depuis 1965 sur le plan idéologique, qui a vu la victoire complète des «individualistes». Très représentés dans les médias qui font l'opinion mais aussi au sein des technocrates décidant de la politique familiale, les tenants de l'individualisme sans concession sont parvenus à nous faire croire que nous sortions des ténèbres et que nous allions vers un avenir radieux permettant l'épanouissement libre de chacun. Chacun, chacune, dans une égalité de droits homme/femme qui, certes, n'existait pas dans la famille de naguère, peut désormais, au lieu de subir des contraintes et de ployer sous la tradition, choisir sa vie privée, - choisir sa ou son partenaire amoureux, choisir de vivre ensemble ou pas, de se marier ou non, d'éviter les grossesses ou d'avoir un ou des enfants, de se séparer ou de rester ensemble. Une parfaite autonomie à tous les stades de la vie familiale. (Ils ont oublié qu'il s'agissait de l'autonomie et des choix électifs des adultes - les enfants, eux, ayant besoin de protection, d'amour et d'une éducation attentive avant d'accéder à l'autonomie...) Enfin, ils ont dit et redit que c'en était fini de la «famille traditionnelle». Or, ce qu'ils entendent par là, c'est la triade père/mère/enfant(s), cellule minimale, ô combien naturelle et non traditionnelle ! de la famille. Ils sont également parvenus à connoter le mot «famille» d'un relent Vichy : «Travail, Famille, Patrie». Il est étrange que personne n'ait relevé qu'ils n'avaient pas diabolisé le «Travail», sous prétexte qu'il figurait dans la devise de l'Etat pétainiste...

H.B. - *Vous rappelez opportunément dans votre livre que les promoteurs de la politique familiale de la Libération étaient tout sauf d'anciens pétainistes !*

E.S. - En effet, c'étaient des démocrates-chrétiens issus de la Résistance, démocrates et très «sociaux», comme Robert Prigent, par exemple. Et c'étaient aussi des communistes ! Aussi est-il confondant qu'on soit parvenu aujourd'hui à cette falsification idéologique qui condamne la famille comme une idée de la droite archaïque ! Il n'empêche, à partir des années 75-85, il a été très mal vu de parler de «la famille» au singulier. Il fallait évoquer, et même le président de l'UNAF s'est empressé de le faire, «les familles plurielles» - c'est-à-dire tous les segments de familles éclatées, et les ménages «recomposés» entraînant avec eux des enfants dont la famille, le père d'un côté, la mère de l'autre, reste bel et bien «décomposée». Un Code civil assoupli, mais surtout débordé par les mœurs, a accompagné ces tourbillonnements d'une forte activité judiciaire : un tiers de l'activité des tribunaux est consacré aux seules instabilités familiales, ce qui représente une dépense publique très conséquente. S'y ajoutent de nouvelles prestations aidant ou favorisant les «formes alternatives» de la famille, les marginaux du mariage.

H.B. - *Vous décrivez bien cette formidable pression des «individualistes» sur l'opinion. Mais vous parlez aussi des «optimistes» : qui sont-ils et pourquoi les nommer ainsi ?*

E.S. - Il s'agit des individualistes qui n'ont cessé de nous annoncer de bonnes nouvelles pour l'avenir, tout en sachant qu'ils mentaient, et de ceux, naïfs sincères ou suivistes, qui ont répété les mêmes choses pour ne pas avoir l'air à la traîne. Ils nous ont dit que les «cohabitants» réinventaient l'amour, plus sincères, plus fidèles que les mariés des générations précédentes. Ils n'ont pas parlé de liberté sexuelle : ils ont annoncé que la cohabitation fortifiait en fin de compte le mariage qui s'ensuivrait, mieux armé pour résister au temps. Quiconque osait douter de cette avancée de civilisation était renvoyé à son obscurantisme. Or il n'a pas fallu plus de dix ans pour s'apercevoir que les cohabitants se séparaient plus souvent et plus vite que les mariés, et surtout que ceux qui finissaient par se marier divorçaient plus souvent que les autres. L'extension de la cohabitation a fragilisé le mariage, et plus encore la famille, - mais les «optimistes» ont entretenu un climat tel qu'on ne pouvait en faire prendre conscience aux Français.

H.B. - *C'est l'un des aspects les plus intéressants de votre ouvrage que cette description des idéologies qui expliquent et accompagnent les évolutions. Mais maintenant, si j'en crois le titre de votre dernier chapitre : «La montée du désarroi», c'en est fini du chloroforme de l'optimisme ?*

E.S. - Ne croyez pas cela ! Les 30-50 ans refusent d'entendre parler des conséquences des instabilités familiales provoquées par leurs générations autrement que sur le mode plaisant, genre Claire Brétécher. Ou bien ils me disqualifient comme pessimiste sans examiner les faits. Ou ils accablent seulement la situation économique et le chômage, - qui n'ont rien à voir là-dedans. La crise de la famille est une affaire de pays riche, de société de consommation, de couples à double revenu, de logements séparés,...

H.B. - *Pourtant, vous montrez bien le fatal enchaînement chômage-divorce, et le mécanisme de l'exclusion...*

E.S. : Certes, dans notre société riche, les déchirures familiales sont beaucoup plus difficiles à vivre dans la pauvreté mais la pauvreté n'est pas la cause de ces déchirures. Ainsi, ce sont les jeunes de niveau d'éducation élevée avec bon salaire de cadre qui ont des liaisons sans cohabitation, «*living apart together*», chacun gardant son nom, son logement, son compte en banque : le degré zéro de la famille. Contraste total avec la famille solidaire, mini-sécurité sociale à elle toute seule, du temps où la France était pauvre et les salaires très bas.

H.B. - *On le voit bien dans la première partie de votre livre, consacrée à l'histoire de ces jeunes couples démunis de tout qui ont fait le baby boom d'après guerre.*

E.S. - L'histoire que je raconte n'aurait pas le même saisissant relief si je n'avais pas décrit ces vingt glorieuses de la famille en France : 1945-65. On n'avait rien, donc rien à perdre. Aimer, se marier très jeunes, avoir tout de suite des enfants fut une manière d'exprimer sa liberté sous l'occupation et sa soif de vivre, d'oser, de risquer après la Libération. Mais, après 1945, si ces couples n'ont pas divorcé et, dans les pires difficultés, ont bien élevé de très nombreux enfants, c'est aussi qu'ils se sentaient soutenus

par le pays tout entier : songez que 45 % des dépenses sociales allaient à la Famille ! Cependant, je raconte aussi la terrible lassitude des jeunes mères surmenées, leur sensation d'enfermement, les avortements clandestins dangereux, la longue lutte pour obtenir l'accès à une contraception efficace, à la maîtrise de leur fécondité ; pour conquérir l'égalité dans le mariage où le mari régénait tout ; et le partage de l'autorité parentale, étant donné le rôle primordial qu'elles jouaient dans l'éducation des enfants.

H.B. - *Vous suivez en effet plusieurs allées parallèles de l'histoire récente de la famille et celle qui concerne l'évolution du droit n'est pas la moins intéressante. On reste confondu de constater combien, jusqu'en 1965-75, le Code civil était resté machiste, patriarcal - napoléonien ! Mais si vous reconnaissez combien le toilettage de ces lois était nécessaire, vous ne semblez pas enchantée par les dispositions nouvelles.*

E.S. - Je suis enchantée de voir enterrés le patriarcat, la puissance paternelle, le divorce-sanction et tutti quanti ! Cette révolution juridique était on ne peut plus nécessaire et a été bien préparée et bien conduite. Ce sont les conséquences à terme qui ont été mal prévues. On a voulu instaurer l'égalité entre le mari et la femme, le père et la mère, mais, dans la réalité des situations jugées, on a beaucoup désresponsabilisé ou découragé, ou désespéré les pères. Commence alors une longue crise de la paternité dont nous ne sommes pas encore sortis. Les enfants de couples séparés ou divorcés, c'est de leur père qu'ils sont plus ou moins coupés. Dans les dossiers des enfants en difficulté, comme les pères sont rares ! Il faut revoir plusieurs lois, en ayant à cœur de promouvoir, non la prééminence systématique de la mère, mais la bi-parentalité et la co-parentalité, concept cher aux Suédois.

H.B. - *Que voulez-vous dire par là ? Un enfant a toujours deux parents...*

E.S. - Certes ! Il serait hautement souhaitable que soient suivies les recommandations de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, ratifiée par la France en 1990 : «*Tout enfant doit connaître ses parents et être élevé par*

eux dans toute la mesure du possible» (art. 7). Mais, en France, on ne respecte pas la bi-parentalité, puisque une femme peut avoir un enfant sans révéler l'identité du père ; ou encore qu'une disposition comme l'«accouchement sous X» qui n'existe qu'en France peut empêcher le père de reconnaître son propre enfant et condamner l'enfant à ne jamais rien savoir de ses parents. Quant à la co-parentalité, qui est une harmonisation des rôles paternel et maternel qui se complètent alors sans s'exclure, elle n'est pas encouragée en France où, dans des centaines de milliers de familles non mariées, l'exercice de l'autorité parentale n'est confié qu'à la mère et pas au père qui a reconnu l'enfant, vit avec lui, l'entretient et l'élève. Que dire des pratiques d'après divorce ou séparation, qui tranchent entre les parents et créent un parent beaucoup plus important que l'autre, un parent qui dispensera l'éducation et touchera les aides sociales, tandis que l'autre se verra chichement mesuré le temps de ses visites ? Que dire de mesures sociales comme l'Allocation de Parent Isolé, laquelle a pour effet de pousser la mère à éloigner ou cacher le père afin de toucher un minimum vital bien supérieur au RMI ? En France, le droit civil et les dispositions de politique familiale découragent plutôt la co-parentalité. Il est temps de réagir et de se rendre compte que si les couples sont de plus en plus fragiles, il faut attacher de plus en plus solidement et durablement chacun des parents à son ou ses enfants. Car la parentalité est un lien qui dure toute la vie.

H.B. - A ce propos, on est surpris de trouver sous votre plume un véritable plaidoyer pour la parenté génétique. «Les liens du sang» n'est-ce pas aujourd'hui terriblement dépassé - et même suspect ?

E.S. - Pourtant, je persiste et signe. La famille est avant tout le lieu de la transmission de la vie. Quiconque a quelque respect pour la Création et pour la personne humaine doit respecter cette base irréfragable de la famille qu'est la parenté génétique. Certes, elle ne suffit pas à faire un bon parent. Il faut y ajouter investissement personnel, amour, protection, éducation. Toutes choses, me direz-vous, que des parents adoptifs peuvent parfaitement donner à un enfant abandonné par ses parents génétiques,

- à condition, toutefois, de ne pas prétendre se substituer totalement à ceux-ci, à condition de ne pas mentir à l'enfant sur ses origines, ce qui est toujours très grave. Comme il est très grave et pernicieux (car cela a pour effet de désresponsabiliser les parents) de voir des juristes et des psychologues approuver l'escamotage d'un parent génétique au profit d'un remplaçant, nouveau partenaire de vie apparu plus tard, à qui on permet de «légitimer». Certes, un parent peut refaire sa vie, mais pas prétendre refaire la parenté de son enfant. La famille ne peut être ainsi bricolée au gré des aléas de la vie sentimentale des adultes. Ne serait-ce que parce que les désirs des adultes sont changeants, instables. Les liens génétiques, eux, sont inaltérables et indéniables - et désormais on peut les établir à coup sûr. Le XXI^e siècle sera dominé par les révélations de la génétique peu à peu dévoilée. La génétique ne menace pas la famille mais au contraire renforcera son caractère irremplaçable, - sinon inimitable. Elle révélera toujours plus la miraculeuse diversité des êtres et l'identité unique de chacun, mais aussi les liens indissolubles qui relient parents, enfants, frères et sœurs. La famille n'est pas une association consentie, fondée sur le choix, c'est avant tout de la vie transmise et acceptée. Le défi à venir est de réunir les conditions pour que chaque parent puisse respecter cet «ordre» et l'animer d'amour. Ce n'est sûrement pas de fabriquer un statut juridique pour le «beau-parent» dont on ne sait s'il le restera en effaçant un peu plus le vrai parent qu'on aimerait tenir pour mort. Ce ne sont pas les juristes qui font la famille. C'est la triade père/mère/enfant(s), ce noyau de vie qui régénère constamment la société et transmet la civilisation.

H.B. - Je note quelques-unes des lignes finales de votre livre qui pourraient servir de conclusion à notre entretien : «Une société ne peut être démocratique si elle n'est pas animée par un idéal qui vise à la transformer en une communauté de personnes. Pour y parvenir, elle doit commencer par respecter les liens qui unissent ceux que la nature a faits parents, enfants, frères et sœurs».

La France dans tous ses états

(1^{re} partie)

par Maurice BLIN

La France étonnera toujours. Après avoir subi en 1940 une défaite humiliante, puis essuyé la perte de son empire colonial, elle fit preuve, dans les années qui suivirent, d'une vitalité démographique, économique et politique qui a souvent été donnée en exemple. Malgré les ruines de la guerre, un climat politique incertain, des troubles sociaux répétés, l'ébranlement culturel majeur de 1968, elle opéra un redressement spectaculaire. Mieux, après avoir retrouvé toute sa place en Europe, elle s'engagea dans une réconciliation historique avec l'Allemagne et prit la tête du combat pour l'unité du vieux continent.

Réveil et rechute

Or cette vigueur, cette capacité de rebondissement dont on trouve bien d'autres exemples dans son histoire, semblent aujourd'hui l'abandonner. Comme si la plus vieille nation d'Europe, tel un tronc sans rejets, avait, au cours de ses mille cinq cents ans d'existence, épuisé toute sa sève. Autour d'elle, le monde mène un train qu'elle peine à suivre. Il lui paraît gros de menaces dont elle cherche à se protéger. Lui ayant longtemps servi d'exemple et donné des leçons, elle récuse celles qu'elle pourrait en recevoir dès lors qu'elles ne lui paraissent pas conformes à son génie.

Héraut hier de la singularité de l'Europe, elle renâcle à satisfaire aux contraintes de la monnaie unique qui en est pourtant la plus sûre expression. Défenseur et porte-parole du Tiers-monde, elle est tentée aujourd'hui de voir en lui un concurrent qui menace ses emplois. Cette

perte de foi en elle-même la conduira-t-elle au bord du reniement ?

Cette France en proie au doute fait question. S'agit-il d'un simple accident, d'une sorte de dépression passagère comme peuvent en connaître les individus et les peuples ? Si c'était le cas, il n'y aurait pas trop lieu de s'inquiéter. Dans un passé récent, elle a surmonté la perte de l'Algérie que certains croyaient irréparable. Elle a brillamment relevé le défi du Marché commun européen dont beaucoup pensaient à l'époque qu'il serait fatal à son économie. De leur côté, l'Allemagne et le Japon ont réparé, en quelques décennies, le traumatisme moral et matériel de la défaite. Les Etats-Unis malgré la dure épreuve de la guerre du Viet-Nam, l'Angleterre malgré la perte de son empire ont retrouvé confiance en eux et dynamisme. Pourquoi la France en serait-elle incapable ? Chez elle, après tout, son histoire en témoigne, le pire n'est jamais sûr.

Et pourtant, une différence profonde sépare la France d'aujourd'hui de celle de 1945 ou de 1958. En effet, pour surmonter les épreuves majeures qui marquèrent ces deux années, il lui suffit de s'appuyer sur une tradition séculaire, celle d'un *Etat fort et respecté*. C'est à lui qu'à la Libération le Général de Gaulle confia, avec les nationalisations, le rôle de relancer l'économie. Près de quinze ans plus tard, il dota la Ve République d'institutions qui conférèrent au pouvoir exécutif stabilité et durée. Bref, dans un pays en proie à de graves divisions, il rétablit le principe d'unité d'inspiration monarchique qui, au fil du temps, avait été son privilège et fait sa force.

Or cette assise paraît aujourd'hui se dérober. Face aux maux qui l'accablent et en particulier au plus grave d'entre eux, le chômage, l'Etat semble impuissant. Les moyens considérables qu'il mobilise pour le combattre restent sans effet. Les entreprises qu'il contrôle accumulent les déficits. Les services publics autrefois garants de l'équilibre entre les régions, entre les villes et la campagne, ne parviennent pas à contenir l'explosion des unes et l'appauvrissement de l'autre. La justice est de plus en plus lente et incertaine. Tout en prélevant une part sans cesse croissante de la richesse nationale, l'Etat continue de s'endetter. Ses moyens augmentent alors même que son prestige décline.

Cette situation est sans précédent. Paradoxale et insupportable, elle est grosse de dangers. Comporte-t-elle un remède ? Pour répondre à cette interrogation dont dépend l'avenir du pays, il convient de faire un détour par l'histoire.

*
**

Un pouvoir venu d'ailleurs

En effet, la nation française est née dans des conditions bien particulières.

A l'origine, il y eut la conquête de la Gaule par César. Celui-ci imposa sa loi à des tribus qui s'affrontaient et dont certaines - faut-il le rappeler ? - prirent son parti contre leurs rivales. Elles tirèrent parti de la paix que leur apportait un conquérant étranger. Après un combat sans espoir, la Gaule se rallia à son vainqueur dont elle adopta les mœurs, les institutions et qui fit la prospérité de ses villes naissantes. Elle adopta un ordre dont elle mesura très vite les avantages. *Ainsi, l'embryon d'Etat dont elle se dota ne naquit pas d'elle. Et pourtant, elle se reconnut en lui.*

Cette situation est singulière et relativement rare dans l'histoire. En effet, c'est en s'unissant contre un pouvoir étranger que la plupart des peuples européens ont découvert leur identité et conquis leur indépendance. Ce fut le cas des royaumes d'Aragon et de Castille face à l'occupant arabe, des cantons suisses dressés contre les Habsbourg, des provinces hollandaises face à l'Espagne, des principautés allemandes autour

de la Prusse ou des États italiens contre l'Autriche. En Gaule, rien de tel : *son unité s'est faite grâce à Rome qui l'avait conquise, non contre elle.*

Il en ira de même, quatre siècles plus tard, lorsque Clovis, chef d'une tribu venue des bords du Rhin et installée sur ceux de l'Escaut, entreprend la conquête de ce qui allait devenir le royaume de France. Rallié comme son père à Rome, il élimine d'abord l'un de ses généraux qui lui faisait de l'ombre, puis refoule à l'Est une tribu germanique rivale. Enfin, après avoir vaincu les Wisigoths, il devient le maître de l'Aquitaine. Cette conquête méthodique fut conduite avec l'appui du clergé catholique dont, à la suite de sa conversion, il était devenu l'allié contre les royaumes barbares voisins passés à l'arianisme.

Certes, après sa mort, son œuvre d'unification politique et de pacification religieuse connaîtra bien des vicissitudes. *Il reste qu'elle s'inscrit dans le droit fil de celle de César.* Comme lui, Clovis, chef de guerre audacieux et politique avisé, sut faire accepter son autorité à des populations qui aspiraient à la paix.

Au Moyen-Âge, c'est encore par la guerre que les Capétiens, partis d'Ile-de-France, s'imposèrent à leurs rivaux. Mais ils conforteront très vite leur pouvoir par un appel au droit : des juristes férus de légalisme romain donneront à leur autorité une lisibilité, une respectabilité qui contrastera avec la complexité des droits coutumiers ; des théologiens s'emploieront à lui conférer un caractère religieux puisque, comme l'illustre la cérémonie du Sacre, celui-ci est censé venir directement de Dieu. Le prestige royal s'appuiera même sur des références empruntées aux rois d'Israël dont la Bible disait la gloire. Enfin, et ceci est sans doute le plus important, le roi qui rend la justice, voué au service de son peuple, est tenu, tel le chevalier, figure dominante du haut Moyen-Âge, pour le défenseur du faible face aux puissants.

Ainsi se dessinent très tôt les traits qui vont caractériser durablement l'Etat en France :

- émanant d'en haut, à coloration fortement religieuse, il est la source de tout droit. Le roi est au-dessus des lois puisqu'il les édicte ; il n'a de comptes à rendre qu'à Dieu ;

- l'État s'incarne dans la personne d'un roi auquel ses sujets portent un attachement personnel qu'entretiennent des chroniqueurs chargés d'en dire les mérites. Il est toujours possible, d'en appeler à son arbitrage, fût-ce contre sa propre administration :

- au service du Bien commun, celui-ci protège ses sujets contre l'ennemi intérieur. C'est ainsi que les foires de la Champagne durent leur prospérité à la sécurité que le pouvoir politique y faisait régner. Elle permettait aux marchands venus de Flandres et de Lombardie, à l'époque les régions les plus prospères d'Europe, de se rencontrer sans risques grâce à la protection qui était assurée à leurs biens et à leurs personnes ;

- enfin, le roi, chef de guerre, assume une dernière mission, celle de défendre la chrétienté contre ses ennemis. Ainsi, Louis IX, qui a risqué sa liberté puis sa vie dans la lutte contre les infidèles, sera-t-il tenu pour saint.

Le faste et l'économie

Cette fascination exercée par la personne du roi est en tout point semblable à celle que, pendant des siècles, les féodaux avaient exercée sur leurs gens. Les romans de chevalerie avaient narré leurs hauts faits, leur goût de la prouesse, leur mépris de la mort, leur sens de l'honneur. Tous ces comportements étaient profondément étrangers au reste d'une population qui, jour après jour, devait travailler durement pour vivre. Un contraste violent opposait ceux qui, clercs ou combattants, donnaient éclat et sens à la vie et tous les autres, condamnés à la gagner au prix de mille peines. Le mépris porté aux activités serviles ou génératrices d'argent par une caste vouée tout à la fois à la guerre et à la dépense somptuaire exigée par son rang allait marquer durablement l'inconscient national. Jean Huizinga dans «Le déclin du Moyen-Âge» a bien montré la survivance de cette mentalité féodale jusqu'au cœur du XIV^e siècle chez les Grands duçs d'Occident, épris de tournois et de faste et qui tentèrent de ressusciter, avec l'ordre de la Toison d'or, un rituel proprement chevaleresque. Ce goût du combat pour l'honneur provoquera à Azincourt la défaite de la chevalerie française devant les archers anglais. Il explique celle de Charles le Téméraire face à Louis XI, roi bourgeois, maître en économie, en réalisme

et en intrigues. Il n'importe. La monarchie conservera longtemps en France les traits les plus originaux de la féodalité à laquelle elle avait fini par s'imposer.

Elle n'y parvint, toutefois, qu'en leur adjoignant une vertu qui paraît les contredire, à savoir le sens de l'ordre et de la loi, qu'elle confie à des légistes, et la rigueur d'une administration, qui sera le fait de ministres d'origine bourgeoise. Cette alliance remarquable dans un même pouvoir politique entre la poursuite de la gloire par les armes et les arts - elle est particulièrement frappante chez les Valois - et le souci d'une gestion rigoureuse au quotidien, entre l'éclat donné à la vie et les dures contraintes de la survie, est à l'origine de conflits qui opposeront souvent les rois à leurs ministres et dont le plus célèbre verra s'affronter Louis XIV le prodigue et Colbert, fils de drapiers rémois.

Cet équilibre fragile a cependant permis à la royauté de conjuguer pendant des siècles et le prestige et la durée. Pendant que le roi entouré des Grands faisait la guerre et poursuivait la gloire, des collecteurs d'impôts contrôlés par ses ministres devaient lui en donner, vaille que vaille, les moyens. Mais il arriva plus d'une fois que *la politique épuise ainsi l'économie qui lui était soumise*, comme en témoignent les dévaluations auxquelles furent contraints Philippe le Bel ou Jean le Bon.

La politique comme esthétique

Cette résistance de la monarchie française aux déboires financiers qu'elle a connus à maintes reprises peut surprendre. De fait, elle tient à son caractère non pas seulement religieux mais plus précisément mystique, ou mythique comme on voudra, qui la met à l'abri des contingences de l'histoire.

Le Général de Gaulle, restaurateur de l'Etat mais aussi chevalier servant d'une France humiliée à laquelle il s'acharne à rendre sa dignité et son rang, a tout dit d'elle quand, dans les premières lignes de l'*Appel*, il la voit «telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle». Il est bien difficile de ne pas voir dans cette image à la fois idéalisée et fémi-

nisée de la France une survivance de l'amour courtois chez qui la Dame n'accorde ses faveurs qu'à celui qui les mérite en souffrant pour elle. C'est lui qui avait inspiré au Moyen Âge le culte de la Vierge à laquelle furent consacrés les cathédrales, ces prouesses de foi, d'art et de pierre mais aussi des milliers d'églises modestes qu'on ne trouve aussi nombreuses dans aucun autre pays. C'est encore lui qui nourrit le culte de Jeanne d'Arc, frêle bergère sous les armes, fille aimante de Notre-Dame, qui servira jusqu'au martyr un roi abaissé qu'elle rétablit dans ses droits. Et l'on verra à la Révolution resurgir la même ferveur pour une France à la fois héraut des droits de l'homme et figure féminine séduisante que non seulement chaque Français mais le monde entier ne peut qu'aimer.

Michelet dira d'elle qu'«elle a fait trente quatre millions de nobles». La formule reflète bien l'attrait exercé sur un peuple par l'idéal chevaleresque de la prouesse que sa gratuité même rend belle. On retrouvera cette ferveur dans le culte de Napoléon ; enivré de gloire, il en oubliera le million de morts qu'elle lui aura coûtés. La France exsangue et vaincue qu'il laissera ne se déprendra jamais tout à fait de lui. Elle s'était sacrifiée à sa mission d'éclairceuse du monde. Mais que lui importait, dès lors qu'elle s'était égalée à son rêve ?

Cet idéalisme, cette passion qui emporte une nation généreuse prête à s'engager dans une entreprise aussi hasardeuse que la Croisade, qui apprécie le panache autant que la victoire et se nourrit des Chansons de gestes jusqu'au cœur du XVII^e siècle, cette indifférence à l'échec qu'elle magnifie, tel Napoléon en exil à Sainte-Hélène, dès lors qu'il est vécu au service d'une cause tenue pour noble, bref cet *esthétisme politique* est l'une des plus étranges mais aussi des plus émouvantes singularités françaises.

Mais elle a bien évidemment son revers. Ebloui par le feu, le Français ne veut pas voir la cendre. Gros consommateur d'idées, il est rempli de révérence pour l'intellectuel qui les lui fournit. C'est ainsi qu'à la Révolution, la nation elle-même deviendra non plus seulement un sol, une culture, une langue mais d'abord une idée et comme l'incarnation vivante de la Raison. Hélas ! cette exaltation se paie souvent d'une redoutable méconnaissance du monde dans

lequel cette dernière doit s'inscrire. Le cas des deux Napoléon à qui elle confiera son destin au XIX^e siècle en offre un regrettable exemple. Le principe des nationalités qui inspira leur politique légitimera en 1810 celle de la Prusse puis en 1870 celle de l'Allemagne tout entière (1). Se retournant contre la France, il lui vaudra deux défaites sévères.

Le vrai combat pour elle est celui qui oppose les idées. Leur conformité au réel est de peu d'importance. N'ont-elles pas précisément pour but de le changer ? On retrouve ici la culture du juriste et de l'avocat, professions largement répandues parmi les acteurs de la Révolution : ils tirent parti l'un des lois, l'autre des faits pour illustrer une cause. Les débats du prétoire, ancêtres et modèles de ceux des assemblées, s'apparentent ainsi au duel, cette survivance féodale, où le gentilhomme préférerait la mort au déshonneur. De fait, comme le rappelait Edouard Balladur dans un livre récent (2), il est arrivé souvent dans l'histoire de France que des factions rivales se déchirent au point d'en appeler à l'étranger et d'en oublier l'intérêt du pays. Les guerres civiles qui l'ont ravagée étaient d'abord des guerres *d'idées*.

Eprise d'idéologie et d'universel, c'est-à-dire d'absolu, la France monarchiste ou républicaine restera toujours en politique incurablement platonicienne.

*
**

L'argent et le prestige

On aurait pu croire qu'après 1789, avec la disparition de la monarchie et l'abolition des droits féodaux, l'accès de la bourgeoisie aux responsabilités politiques allait mettre un terme à ce rêve éveillé. La Raison et ses Lumières allaient en effet dissiper les ténèbres de l'obscurantisme.

En fait, il n'en fut rien. Un rêve en chassa un autre. Car la Révolution fut l'œuvre non pas de marchands soucieux d'abord de protéger leurs

(1) Faut-il rappeler qu'en rédigeant la dépêche d'Ems, BISMARCK chercha à provoquer le «coq gaulois» dans son honneur et y parvint ? Il contraignit ainsi à la guerre un Napoléon III malade et plus que réticent.

(2) Cf. E. BALLADUR : Caractère de la France.

libertés et leurs biens mais de juristes et d'intellectuels. La bourgeoisie du XVII^e siècle avait été de robe avant d'être d'affaires. Elle devait le rester longtemps. Le modèle de l'Angleterre cher à Montesquieu et à Voltaire, celui d'une monarchie respectueuse des droits de ses sujets qui, par leurs activités profitables, en assurent la richesse, fut vite relayé par celui d'une République à la romaine, passablement mythique, mais où seule la politique était une occupation digne de l'homme libre. Plutôt que le *bonheur*, notion décidément bien terne malgré Saint-Just, c'est le *salut* que la Convention prétendra apporter à la France. Comme, après elle, Napoléon voudra enseigner la liberté et la fraternité à l'Europe.

Penser et défendre l'Etat, protecteur de la nation et garant de l'égalité entre ses citoyens contre ses ennemis intérieur ou extérieur, telle est la vraie mission que s'assigna une génération de bourgeois épris d'absolu. Si certains d'entre eux s'enrichirent, ce fut non par le travail mais par la mainmise sur les biens de la noblesse et de l'Eglise. Plus tard, les fortunes qui s'édifieront sous l'Empire seront le fait de spéculateurs. Bénéficiaires par ministres interposés des faveurs du régime, ils tireront des profits énormes du trafic des fournitures de guerre. Rares sont les révolutionnaires purs et durs qui résisteront jusqu'au bout à l'attrait de l'argent ou des titres.

Vingt ans plus tard, après la restauration de la monarchie, Guizot, pétri de culture anglaise, pourra bien convier les Français à s'enrichir par le travail et par l'épargne. Son appel sera mal reçu. Quand la bourgeoisie découvre sous Napoléon III le pouvoir de l'argent, elle fait l'objet du mépris du monarchiste Balzac. D'ailleurs, le prestige des valeurs aristocratiques reste si grand chez elle qu'elle lui attribue une signification avant tout sociale. Comme, sous la monarchie, le bourgeois qui achetait une charge visait d'abord à s'anoblir, au XIX^e siècle, la richesse illustre la qualité d'une famille. Elle doit être transmise aux enfants dont elle assure le rang. D'où l'importance accordée à l'héritage. L'impératif premier est de la conserver. L'épargne convertie en valeurs de «père de famille» est privilégiée tandis que la spéculation aux résultats incertains est mal vue. La dilapida-

tion du bien, la faillite font l'objet d'une désapprobation générale.

Entre 1815 et 1913, la stabilité du franc permettra le quadruplement de la richesse nationale. Mais, très inégalement répartie, la fortune gardera une connotation politique - le droit de vote en dépendra - et sociale. Par les dépenses de prestige qu'elle permet elle offre en effet aux familles privilégiées le moyen de «se distinguer». L'on comprend dans ces conditions que les deux aristocraties, celle de la naissance et celle de l'argent, aient si fréquemment mêlé leurs sangs.

*
**

Quoi qu'il en soit, pour les Français du XIX^e siècle, le vrai combat, le seul qui, pourrait-on dire, leur paraît véritablement noble, c'est le combat politique. D'où leur goût pour la révolution. Quand Napoléon III, s'inspirant à son tour de l'exemple anglais, ouvrira l'économie du pays aux échanges, il se heurtera à de fortes résistances. Malgré des résultats brillants, sa politique ne sera jamais populaire. A ce réalisme qui allait pourtant faire entrer la France dans la modernité, l'opinion restera indifférente. En fait, plus encore que le *travail*, *vertu économique*, l'idéal du XIX^e siècle sera le *partage*. *Et cette tâche éminemment politique*, inspirée par la méfiance du petit envers le «gros», c'est à l'Etat de l'assumer. A lui de veiller au maintien de l'égalité entre les citoyens. *Culturellement, la France sera socialiste avant d'être libérale*. Aux yeux d'une nation de paysans attachés à leur terre, l'enrichissement ne sera jamais vraiment reconnu pour ce qu'il est, comme en Angleterre, pays à vocation marchande, à savoir la récompense légitime d'une activité honnête, utile et inventive. *Marqué d'une tache originelle, il résulte moins du service que de la spoliation d'autrui*.

La politique, affaire d'honneur

Par contre, cette bourgeoisie à vocation politique va tout naturellement aspirer à contrôler puis à servir l'Etat. La République trouvera chez elle ses plus éminents serviteurs, comme autrefois le roi, ses légistes. Autant qu'un moyen, elle

verra dans la fonction publique une véritable raison de vivre. Instance de régulation et de contrôle, gardienne de l'intérêt général, celle-ci se distingue en effet de l'activité économique intéressée qu'elle méprise ou suspecte. Elle appartient à un autre monde, pur, sans tache, à l'abri des compromissions et des aléas qu'entraînent l'assujettissement au profit, la soumission aux exigences d'un client. C'est presque, chez elle, une affaire d'honneur.

Certes, l'accès à la fonction publique est par principe ouvert à tous puisqu'il s'opère par concours. Mais s'il y a beaucoup d'appelés, il y aura longtemps peu d'élus. A ceux qu'elle accueille dans ses rangs, elle confère une dignité qui les met à vie au-delà du commun. Au privilège de la naissance propre à l'aristocratie succède celui du mérite, sinon même le prestige qui entoure les dons que Pierre Bourdieu a si pertinemment décrit (3). Le serviteur de l'Etat, du plus grand au plus modeste, bénéficie, dès lors qu'il est investi de son autorité, d'un statut qui n'est pas sans rappeler celui du prêtre ordonné à vie par l'Eglise. A l'instar du clerc qui a en charge le pécheur, le fonctionnaire français porte la responsabilité d'une société toujours plus ou moins suspecte de désobéir à la loi et qu'il a mission de maintenir dans le droit chemin.

Comme tout cléricisme, la fonction publique aura sa vertu. *Elle a en effet protégé les Français d'eux-mêmes.* L'on a pu s'étonner de la facilité avec laquelle le Gaulois querelleur, amoureux des armes et des mots, avait accepté, puis adopté l'ordre du Romain, comme si celui-ci lui avait apporté une rigueur à laquelle il aurait secrètement aspiré. Ni l'un ni l'autre n'ont fait confiance des conditions dans lesquelles s'était effectué ce remarquable croisement culturel. Du moins peut-on constater que la greffe latine a remarquablement pris sur le tronc celte comme en témoigne l'œuvre littéraire remarquable des notables gallo-romains. Ainsi, le haut fonctionnaire français, son lointain descendant, aimera-t-il toujours prendre la plume.

Cette alliance entre la spontanéité et la méthode, la chaleur du sentiment et la rigueur de la loi, le lyrisme et l'ordre sont l'un des charmes et de la culture et de la politique en France. Son goût

intense pour la parole et le débat d'idées aurait pu la conduire au désordre et à l'impuissance. Si elle les a évités, c'est parce qu'une administration diligente, compétente, attachée au bien public a tempéré ses excès. Grâce à elle, un peuple impulsif, versatile, a pu se livrer à ses fièvres familières sans trop en souffrir. Au risque de divisions qui le menaçait, une cohorte de gestionnaires avertis opposa son sérieux et sa rigueur. Elle avait compensé les faiblesses des rois ; elle contient les emportements des républiques. Bref, *contre les Français, elle maintint la France.*

L'Etat et les libertés

Mais elle eut encore un autre avantage. *Assumant la gestion du pays, elle en libéra du même coup le citoyen.* Comme l'aristocrate confiant au régisseur celle de ses biens pour se consacrer aux occupations qu'il jugeait seules dignes de lui : la guerre, la chasse, plus tard l'amour et la conversation, le citoyen prit l'habitude de s'en remettre au fonctionnaire pour assurer la marche de la maison France. C'est ainsi que se développa une vie privée et conviviale intense qui fit l'attrait du savoir-vivre à la française. Cette liberté de l'esprit et souvent des mœurs, le foisonnement culturel qu'elle généra, n'auraient pas été possibles sans la sécurité qu'assurait à chacun un Etat chargé de veiller en son lieu et place au bien public.

Dans le même temps, le citoyen considérait, luxe suprême, cette vie personnelle comme son bien le plus précieux qu'il convenait de tenir à l'abri des regards d'une administration utile certes et même bienfaisante, mais à la condition qu'elle reste à distance. Entre le public et le privé, entre l'Etat et l'individu, entre une administration tutélaire mais nécessairement impersonnelle et l'exercice par le citoyen de ses précieuses libertés, une barrière s'éleva.

Cette conception esthétique de l'existence est si profondément inscrite dans l'inconscient national qu'elle a gagné la politique elle-même dans laquelle le Français est enclin à voir l'un des beaux-arts. Ce qu'il prise chez ceux qui le gouvernent, autant peut-être que la conviction et

(3) Cf. Pierre BOURDIEU : Les héritiers

la compétence, c'est l'habileté. Ainsi, au lendemain de son décès, la presse salua-t-elle moins l'œuvre de François Mitterrand que l'homme, ou mieux encore «l'artiste». Peu importait qu'il se soit joué avec un talent consommé à la fois des idées et des hommes. L'important était le style, la manière dont, à deux reprises, il avait su séduire la France.

Cette prévalence du beau sur le bien qui caractérise chez elle la politique se retrouve dans les ambitions esthétiques, plus particulièrement architecturales, des rois bâtisseurs d'hier et des présidents d'aujourd'hui, ces monarques républicains. Peu importe qu'avec la construction du Château de Versailles Louis XIV ait appauvri le royaume et asservi à sa personne ou détourné de leurs devoirs des milliers de privilégiés réduits à l'oisiveté et à l'intrigue. Ce monument édifié à sa gloire reste un joyau de l'art et provoque toujours l'admiration. Quand Pierre Gaxotte lançait à l'adresse du Roi-Soleil l'apostrophe «Merci, prodigue !», il exprimait bien la fascination exercée sur l'imagination populaire par cette œuvre démesurée, tragiquement coûteuse, mais que la beauté rachetait.

Comme «les grands travaux» auxquels, après lui, des Présidents de la V^e République se consacreront, celle-ci n'avait pu aboutir qu'à trois conditions : des moyens financiers considérables que seul un Etat centralisé pouvait réunir, la toute-puissance d'un prince souverainement libre de ses décisions et de ses choix, l'indifférence à leur coût d'un peuple séduit par leur beauté. *Le Français pardonne toujours à un Etat qui lui donne à rêver.*

L'Etat et la guerre

Ce survol historique trop rapide éclaire le caractère très particulier qu'a pris très tôt l'Etat en France et qu'il conservera au fil des siècles. A travers les formes successives que le pouvoir politique y revêtra - féodalité, monarchie, empire et république-, une constante apparaît que l'on peut résumer en deux mots : la *transcendance* et l'*esthétisme*.

En fait, *il les tient de la guerre qu'on trouve à sa source*. Guerre tantôt intérieure lorsque les premiers rois capétiens et leurs successeurs

devront s'imposer aux féodaux, tantôt extérieure quand il leur faudra défendre le royaume contre les ambitions soit territoriales de leurs voisins soit idéologiques du Saint-Siège.

Cette permanence de l'état de guerre aura plusieurs conséquences :

- elle générera une culture politique *étrangère au compromis*, contrairement à ce qui se passera chez les peuples à vocation marchande ; elle préférera toujours l'*affrontement* des armes ou des idées et obéira ainsi à la règle du tout ou rien ;

- elle favorisera la naissance d'un pouvoir centralisé, aux besoins et aux moyens financiers toujours accrus. Entre l'Etat et le peuple, la fiscalité posera un problème qui ne sera jamais tout à fait résolu. Car, si la guerre justifie l'Etat, il arrivera souvent aussi qu'elle le ruine ;

- à l'instar de l'Eglise qui, par le sacre, consacrait leur autorité, les rois se dotèrent d'une administration inspirée comme la sienne du droit romain. Se situant au-delà d'un monde profane qu'elle a mission de contrôler et de régenter, *elle lui devra son caractère proprement clérical* ;

- enfin, la guerre explique encore l'étrange alliance au niveau de l'Etat entre l'ordre et le spectacle, un moralisme appuyé sur le droit et un esthétisme dispendieux. «Rien n'est trop cher pour la majesté du Royaume» disait déjà Philippe le Bel (4).

Garant suprême de la sécurité des biens et des personnes mais paré aussi d'un très haut prestige culturel, l'Etat en France se confond à la fois avec le corps et l'âme de la nation. Cette intimité, unique en Europe, constitue le fondement de l'exception française.

Est-elle durable ? La question, il y a peu, aurait paru provocante. Or, aujourd'hui, et pour la première fois, elle se pose.

Maurice BLIN

(à suivre)

(4) On retrouvera cette alliance dans le statut si particulier de Paris, capitale du royaume. Source de tout pouvoir, elle en est aussi le symbole et l'image prestigieuse, à la fois lointaine et fascinante.

Un inédit de Jacques Maritain

France-Forum doit à l'obligeance du Cercle d'études Jacques et Raïssa Maritain (1), et en particulier de René MOUGEL, l'autorisation de publier le texte, inédit en français, d'une leçon donnée par Jacques Maritain à Toronto le 11 décembre 1952 pour le centenaire de St Michael's College. Le texte a été utilisé en partie dans un long rapport intitulé «Thomist Views Education», rédigé en 1955 aux Etats-Unis pour la «National Society for the Study of Education» et publié par la NSSE dans *Modern Philosophies of Education*, Chicago, The University of Chicago Press, 1955, t. I, p. 57-90 (texte traduit en français dans l'ouvrage de Maritain *Pour une philosophie de l'éducation*, Fayard, 1959 et 1969).

Il n'a paru, dans sa teneur propre, que dans le recueil américain *The Education of Man, The Educational Philosophy of Jacques Maritain*, édité par Donald et Idella Gallagher chez Doubleday, Garden City, New York, 1962.

Rédigé en anglais, il va figurer, avec une traduction française, dans le volume XVI des Œuvres Complètes de Jacques et Raïssa Maritain, volume complémentaire, à paraître en 1998, d'une édition en quinze volumes achevée, de 1982 à 1995, aux Editions Universitaires de Fribourg (Suisse) et aux Editions Saint Paul, Paris. Cette édition est réalisée par le Cercle d'Etudes auquel Jacques Maritain a confié ses archives. La présente traduction française, réalisée par Jean-Marie ALLION, l'un des éditeurs des Œuvres Complètes, est comme telle inédite.

Nous remercions très vivement René MOUGEL de permettre à nos lecteurs de prendre connaissance des idées de Maritain sur l'éducation : ils constateront que beaucoup d'entre elles sont toujours d'actualité. Peu connu en France, le livre de Maritain sur l'éducation a eu des dizaines de tirages en anglais et en espagnol dans les deux Amériques, deux traductions au Brésil, en Corée et en Allemagne, une traduction japonaise, et la traduction italienne en est à sa 28^e ou 29^e édition. En avril 1997 toutefois, Alain MOUGNIOTTE, président du Centre lyonnais d'études et de recherches en sciences de l'éducation, a enfin publié en français *Maritain et l'éducation (Ed. Don Bosco)*, avec une préface de René MOUGEL.

La nature et l'importance des réflexions de Jacques Maritain contenues dans sa leçon de Toronto, intitulée *L'Education et les humanités*, appelaient un commentaire autorisé que nous avons demandé à un universitaire, grand spécialiste de l'auteur, le professeur Piero VIOTTO, qui a longtemps enseigné à l'Université catholique de Milan et qui est le conseiller scientifique de l'Institut international Jacques Maritain. Sa vie de Jacques Maritain (éd. La Scala-Bréscia) a été plusieurs fois rééditée. Il a spécialement étudié les travaux de ce philosophe sur l'éducation. Il collabore à la revue *Studi Catholici*. L'article de P. VIOTTO, Jacques Maritain «philosophe de l'éducation», rédigé en italien, a été traduit par notre ami et collaborateur, le professeur Jean-Dominique DURAND.

(1) 21, rue de la Division Leclerc, 67120 Kolbsheim.

L'éducation et les humanités

par Jacques MARITAIN

Les humanités et la tradition occidentale

Je considère comme acquis le fait que l'éducation n'est pas dépourvue de fins, qu'elle n'est pas entièrement occupée à sans cesse «reconstruire» ses fins et que le but premier de l'éducation au sens le plus large est de «former un homme», ou plutôt d'aider un enfant d'homme à atteindre sa pleine formation, sa perfection d'homme. Les autres fins (transmettre l'héritage de culture d'une aire donnée de civilisation, préparer à la vie en société et à un comportement de bon citoyen, procurer l'équipement mental exigé pour remplir une fonction particulière dans le tout social, pour s'acquitter des responsabilités familiales, pour gagner sa vie) sont des corollaires, des fins essentielles mais secondaires.

Par parenthèse, il convient de remarquer que l'éducation dans le sens large du mot continue durant la vie entière de chacun d'entre nous. Le système scolaire n'est qu'une instance partielle et inchoative dans la tâche de l'éducation. Du reste, et parce qu'il a essentiellement affaire à ce qui peut être enseigné, il se réfère à l'éducation et à la formation de l'intelligence plus qu'à celles de la volonté.

Aider un enfant d'homme à atteindre sa pleine formation comme homme : si l'homme était cette espèce d'animal étrange, capable de science et sans esprit, dont rêvent la plupart des philosophes contemporains - une abeille, un castor ou un loup ayant de la conversation et fabriquant des bombes atomiques -, l'éducation se bornerait à lui inculquer des compétences spécialisées, la logique symbolique et l'adaptation à son milieu. Mais si l'homme est une créature de chair dotée d'une intelligence spirituelle - une personne appelée à exercer et conquérir sa liberté -, alors l'éducation doit le former aux «humanités» - mais qu'entend-on par ce mot «humanités» ? Cela veut-il dire composer des vers latins, - siéger dans un bureau confortable aux murs tapissés de livres, pour y lire Epictète et Montaigne, ou bien proférer des opinions sur l'auteur des pièces de Shakespeare ou sur

la date de la première édition des romans de Proust ? C'est une plaisante perspective, mais réservée, je le crains, aux vieux professeurs dans les histoires écrites par de jeunes romanciers.

Je propose d'appeler «humanités» ces disciplines qui rendent un homme plus humain, ou qui nourrissent dans l'homme sa nature en ce qu'elle a de spécifiquement humain, parce qu'elles lui transmettent le fruit spirituel et les réalisations des générations passées et qu'elles renvoient aux réalités qui valent d'être connues pour elles-mêmes, pour l'amour de la vérité ou pour celui de la beauté. De telles réalités nous mettent, d'une façon ou d'une autre, à l'épreuve des transcendants et nous obligent à penser *réellement*, c'est-à-dire au niveau de l'universel. Elles nous font prendre conscience des «grands principes moraux, esthétiques et religieux» qui «ont créé notre culture» et qui sont, au dire du Professeur Whitney J. Oates, «la vérité, la liberté, l'intégrité, la beauté, le courage, la justice, l'amour et l'humilité» (1). La connaissance de ces réalités aide l'homme à progresser vers la liberté, entretient en lui la vie civilisée et est, par nature, accordée à l'aspiration naturelle de l'esprit à la sagesse.

Telle est, me semble-t-il, la véritable notion des humanités que nous devons garder à l'esprit. La même notion s'applique également aux arts libéraux - c'est-à-dire à ces disciplines intellectuelles qui non seulement, selon la conception des anciens, conviennent à la condition d'homme libre, par opposition aux activités serviles, mais qui, plus profondément, viennent équiper un homme pour qu'il devienne véritablement libre dans son intelligence et dans son jugement aussi bien que dans sa maîtrise intérieure à l'égard des pressions de l'environnement, du destin ou de l'infortune, ou de lui-même et de ses propres faiblesses.

Suivant cette définition globale, il n'est pas surprenant que les arts et les lettres aient à jouer un

(1) *Princeton Alumni Weekly*, 9 mai 1952, p. 11.

rôle majeur dans les humanités. Car c'est lorsque les choses ont été ruminées et élaborées dans des esprits humains, quand la nature et le réel ont passé par des séries et des séries de naissances et de renaissances et ont vécu pendant des siècles dans l'activité créatrice de l'esprit humain qu'elles sont le mieux préparées à nourrir et stimuler les puissances spirituelles de l'homme. Les grands poètes et les grands penseurs sont les pères nourriciers de l'intelligence. Coupés d'eux, nous ne sommes plus que des barbares.

d'éternité apparente qui convient parfaitement au désintéressement essentiel à une connaissance authentiquement formatrice et libératrice. D'autre part, pour séparé que soit l'univers auquel ils appartiennent, ces auteurs nous mènent pourtant aux racines de notre culture et de notre civilisation, à nos propres racines. L'art et la poésie de l'Inde ou de la Chine, et leurs philosophies, nous livrent des trésors splendides et relèvent aussi des humanités. Mais ils ne peuvent avoir dans les humanités et dans l'éducation la même place privilégiée que notre héritage grec et latin ; ils ne font pas partie de notre sang. L'art et la poésie de l'âge moderne, et ses philosophies, relèvent pleinement aussi, naturellement, des humanités et ils sont plus proches que la littérature grecque et latine des intérêts de notre cœur et des délectations de notre intelligence. Mais ce sont des fruits, non des racines. Nul n'est vraiment éduqué, qui ignore ses racines.

Notre culture, enfin, est également inséparable de la tradition hébraïque et des Ecritures. Mais celles-ci concernent bien plus que la culture occidentale : elles se rapportent au Royaume de Dieu. C'est donc surtout à travers la religion et l'héritage propre de l'Eglise chrétienne qu'elles ont eu un impact essentiel sur la civilisation occidentale. Elles devraient, par conséquent, avoir leur rôle à jouer - un rôle crucial - dans l'éducation et les humanités, mais moins au niveau de la formation scolaire qu'à celui de l'inspiration et de la vie religieuse (pensons au rôle joué par la liturgie, toute nourrie des prophètes et des psaumes, dans l'éducation des peuples catholiques et par la lecture de la Bible dans celle des peuples protestants). Au plan de la formation scolaire, le caractère rationnel, purement humain, de la tradition grecque et latine est une raison supplémentaire pour privilégier sa place dans les humanités et les arts libéraux.

Les remarques que je viens de faire ont valeur de principes généraux. Et les principes généraux s'appliquent, au cours des âges, de manières variées, analogiques. Il ne faut jamais confondre un principe général avec la façon particulière dont il a été ou est réalisé à un moment donné de l'histoire. En ce qui concerne la façon dont on a compris les humanités et l'éducation dans les siècles passés, il me paraît nécessaire de faire maintenant trois remarques :

Jacques Maritain veut étendre à tous désormais le droit à une éducation développant leur pleine stature d'homme et leur permettant d'accéder à une citoyenneté active.

Nous devons insister ici sur le privilège particulier dont - sous des formes qui peuvent bien sûr changer - la littérature classique - spécialement la littérature grecque et latine - jouira toujours dans les humanités, - je parle ici pour les peuples d'Occident. D'une part, les auteurs grecs et latins appartiennent à un monde révolu et, précisément parce que leur monde est pour nous un monde à part, ils nous apparaissent alors comme isolés de nos soucis quotidiens, dans un état, pour ainsi dire,

Premièrement : Les matières qui constituaient l'héritage de la culture et du savoir étaient de la plus haute qualité et offraient des richesses inépuisables à la quête de l'esprit humain. Mais elles étaient relativement restreintes en nombre et en étendue si bien qu'il était non seulement possible à un homme d'avoir une culture véritable touchant à l'ensemble, mais qu'il pouvait aussi maîtriser de façon créatrice plusieurs d'entre elles, au point d'atteindre le niveau même des vertus intellectuelles dans son approche du savoir universel.

Deuxièmement : Les humanités et l'éducation libérale étaient le privilège d'un petit nombre, la jeunesse issue des classes dirigeantes. Le concept même d'homme, pour ce qui est de son application pratique et sociale, était - il faut bien le reconnaître - inconsciemment restreint. Les seules personnes en qui le concept d'homme parvenait à déployer pleinement toutes ses implications étaient, dans l'Antiquité, ces hommes qui jouissaient de la condition d'hommes libres, par opposition aux esclaves. Plus tard, et pendant une longue période, c'était en fait, comme une chose allant de soi, ces hommes qui jouissaient à la fois de suffisamment de loisir et d'une responsabilité de direction à l'égard des masses - disons les nobles et les gentilshommes, ou les membres du Tiers Etat ou, après la révolution industrielle, les membres de la haute bourgeoisie, par opposition aux petits commerçants et aux travailleurs manuels. L'humanité était en fait représentée par ces gens-là. *Humanum paucis vivit genus*. La race humaine vit en quelques-uns et pour quelques-uns. Cette formule a été communément admise depuis la Grèce antique et Aristote jusqu'à ce qu'on ait mieux compris les implications temporelles du message chrétien.

Les exigences impliquées par le concept même de nature humaine en matière d'éducation - je veux parler ici du besoin qu'a l'homme des humanités et d'une éducation libérale - étaient alors satisfaites, du fait même que les enfants des classes dirigeantes recevaient ce type d'éducation. L'admirable effort pour une éducation populaire, commencé au XVII^e siècle, en particulier par saint Jean-Baptiste de la Salle, visait à enseigner aux enfants du peuple ces «humanités de grâce» que sont les vérités chrétiennes et les vertus chrétiennes ; à part cela, on ne les formait qu'aux rudiments d'écriture, de lecture et de calcul et aux dis-

ciplines pratiques, techniques, pour l'apprentissage d'un métier. L'idée même d'une éducation libérale pour ces enfants-là était rendue inconcevable par les conditions sociales du moment.

Bien plus, l'éducation libérale aristocratique ou restreinte dont nous parlons était dominée par la notion philosophique de l'homme qui a régné au cours des trois derniers siècles. Cette notion, cartésienne d'origine, est restée foncièrement rationaliste, même quand l'influence de la philosophie anglaise ou celle de la philosophie française des «Lumières» l'ont fait pencher vers l'empirisme. Nous avons là, je pense, une des raisons du parti pris rationaliste dont l'éducation libérale a si longtemps fait preuve et de la prédominance d'une formation purement théorique et abstraite, correspondant à cet idéal spéculatif frelaté, plus épicurien qu'aristotélicien, selon lequel la condition enviable d'homme de loisir consistait à s'asseoir face au spectacle des réalisations de l'esprit humain et à jouir des délices des «idées générales», sans s'engager dans la réalité, ni par le cœur, ni même par l'intelligence.

Ma troisième remarque est que les humanités et l'éducation libérale tendent, comme je l'ai dit, à fournir à l'homme tout ce qui le rend plus vraiment humain - connaissance désintéressée, compréhension, capacité de penser sans entraves. Les fins plus particulières et les applications ne sont que des corollaires. Pourtant, parmi ces fins plus particulières et ces applications, la plus importante est celle qui concerne la vie de la société politique et son bien commun. Disons donc que, au cours des siècles passés, la plus importante et essentielle des fins secondaires de l'éducation libérale était la préparation de la jeunesse (la jeunesse des classes supérieures) aux responsabilités de commandement et de gouvernement.

Notre époque présente des caractéristiques tout à fait opposées.

Premièrement : Quelles que soient les imperfections ou les erreurs parasites qui peuvent avoir compromis la démocratie, la pensée démocratique a du moins apporté un progrès d'importance capitale : on a aboli toute discordance, dans l'idée même d'homme, entre l'extension métaphysique et l'extension sociale de cette idée ; entre la reconnaissance d'un individu comme être humain doté d'une certaine nature dans l'univers et sa recon-

naissance comme être humain doté de certains droits dans la société. Tous les hommes ont, à l'intérieur du corps social, un droit à la possibilité de réaliser, chacun à sa façon, une condition de vie correspondant aux exigences de la nature humaine, un droit à atteindre une stature d'homme, avant tout au plan de leur développement intérieur et spirituel. C'est, du moins, le principe fondamental et l'idéal immuable, même si le monde est encore bien loin de l'avoir atteint. En conséquence, l'idée d'une éducation réservée à une élite a perdu toute justification possible et est, de fait, en train de disparaître progressivement. L'éducation au sens authentiquement humain de ce mot, l'éducation libérale, ne peut plus être le privilège d'un petit nombre. Elle doit dès lors être rendue accessible à tous - dans la mesure même où les sociétés humaines sont des sociétés civilisées et si l'on veut que la civilisation démocratique survive.

Deuxièmement : Il n'y a plus, ou il ne devrait plus y avoir, dans les sociétés démocratiques, de classe à qui échoie la fonction particulière de commander ou de gouverner, que ce soit une classe constituée héréditairement grâce au pouvoir de l'argent, ou établie politiquement grâce au pouvoir d'un parti totalitaire. Le gouvernement est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, par l'intermédiaire de représentants dont l'autorité à gouverner est une participation de l'autorité du peuple. Par conséquent, la plus importante et essentielle des fins secondaires de l'éducation doit être la préparation de la jeunesse (de toute la jeunesse) à une citoyenneté active et à une compréhension politique du bien commun.

Troisièmement : Nous sommes plus éloignés de nos racines historiques que ne l'étaient les siècles classiques. Un immense développement de savoir nouveau s'est produit. La science a partout ouvert de nouvelles avenues de recherche et de découverte qui exigent une approche de plus en plus spécialisée - sans parler de la philosophie qui s'est brisée en morceaux discordants de par sa soumission à la science et qui, en même temps, s'est emparée de la science en faisant ses propres interprétations des résultats scientifiques. La révolution scientifique a eu, sur l'esprit, un impact aussi grand que la révolution industrielle sur la société. Dès lors, les matières dont l'éducation a à traiter, les matières qui constituent notre héritage de culture et de savoir, ont considérablement augmenté en

nombre et en extension. Le savoir universel demeure le but idéal de l'éducation ; mais plus personne ne peut désormais, dans son approche du savoir universel, espérer développer les différentes vertus et capacités intellectuelles nécessaires pour maîtriser de façon créatrice ses différents domaines.

Par ailleurs, le vieux rationalisme cartésien a cédé la place à des courants philosophiques opposés, qui ne valent pas mieux, puisqu'ils sont surtout empiristes ou positivistes, mais qui ont au moins mis fin au parti pris purement théorique, abstrait et « angéliste » de l'éducation traditionnelle. Il semble donc qu'une sorte de synthèse et d'intégration, dans la ligne d'Aristote, est maintenant devenue possible : on y maintiendrait l'importance primordiale de l'éveil de la pensée à un savoir désintéressé, mais on y tiendrait compte aussi de la psychologie réelle de l'enfant et on y reconnaîtrait le rôle essentiel joué par les sens et la formation des sens dans l'éducation, spécialement au niveau des moyens et des méthodes.

L'éducation contemporaine et les humanités

L'ensemble des considérations qui précèdent nous conduit à prendre conscience de deux questions qui, à mon avis, ont une importance capitale pour l'évolution de l'éducation à l'époque moderne. J'aimerais les examiner attentivement. La première concerne la notion même d'humanités et d'arts libéraux. Il nous faut, je crois, élaborer un concept d'humanités plus englobant et refondre et allonger beaucoup la liste des arts libéraux.

J'ai insisté en commençant sur la valeur prééminente des arts et des lettres, et spécialement de la littérature grecque et latine, pour l'éducation libérale. Je tiens toujours à ces principes. Mais je pense aussi que les conditions de notre époque appellent une nouvelle réalisation. D'une part, je supprimerais de la formation aux humanités (je veux dire pendant le secondaire et les premières années d'université) l'enseignement des langues mortes. Tout d'abord, parce que le fardeau de connaissances que la jeunesse doit acquérir est trop lourd pour permettre encore les nombreuses heures d'études qu'un tel enseignement exige si on veut le faire un tant soit peu sérieusement. Ensuite, parce que l'ennui inutile ne mène à rien de bon et que l'enseignement du grec et du latin représente-

rait surtout une perte de temps pour un grand nombre destiné à les oublier. Les auteurs grecs et latins devraient plus que jamais être au cœur des disciplines humanistes. Mais il vaut mieux les lire attentivement dans des traductions que d'apprendre leur langue et de ne lire que des fragments de leurs œuvres dans des manuels. Le grec et le latin (et si possible l'hébreu) devraient être appris plus tard - beaucoup plus rapidement et avec bien plus de fruit - mais seulement par des étudiants de l'enseignement supérieur se spécialisant en langues, littérature, histoire ou philosophie.

D'autre part, on devrait beaucoup insister sur la valeur éminente pour l'éducation humaniste et la connaissance de l'homme, de la littérature et de la poésie modernes, et non pas seulement de la littérature nationale mais de celle du monde entier - ainsi que sur la valeur des beaux-arts. Mais il faut aussi réaliser que les disciplines humanistes doivent désormais comprendre - selon une vision intégrale de ce qui est de nature à rendre l'homme plus conscient de sa propre humanité - une connaissance convenable de l'anthropologie et de l'histoire des cultures et des civilisations, de la physique et de l'histoire des sciences, et même de la technologie (du point de vue de l'activité créatrice de l'esprit) et de l'histoire du travail manuel et des arts mécaniques. Une telle connaissance est inhérente à la conception authentique des humanités, telles que j'ai essayé de les définir dans la première partie de cette conférence.

Nous rencontrons ici la question des arts libéraux. J'ai abordé cette question il y a quelques années dans un livre sur l'éducation (1), mais j'aimerais maintenant pousser la discussion plus avant et parvenir à des conclusions plus complètes.

La notion médiévale des sept arts libéraux provenait de la notion hellénique (aux limites d'ailleurs plus ou moins floues) de «formation générale» ; les sept arts médiévaux, hérités donc de la tradition scolaire de l'Antiquité tardive, comprenaient d'une part les trois arts littéraires du Trivium Carolingien - grammaire, rhétorique et dialectique - et, d'autre part, les quatre disciplines mathématiques du Quadrivium - géométrie, arithmétique, astronomie et théorie musicale -, une division devenue traditionnelle depuis l'époque d'Archytas de Tarentum, sinon celle de Pythagore lui-même. Mais il est bien clair que, si la notion même d'art libéral a une valeur intrinsèque perma-

nente, une telle répartition des arts libéraux dépend pour une grande part de la situation historique ; et que la liste des arts libéraux doit correspondre, à chaque époque, à l'étendue et au degré du savoir humaniste que l'on possède en fait alors.

Etant donné le développement scientifique caractéristique de notre temps, je suggère donc que la liste la plus appropriée pourrait ressembler à quelque chose comme ce qui suit :

Dans une catégorie pré-libéraux, que j'appellerais des arts pré-libéraux, nous placerions les matières dont la connaissance se rapporte aux instruments intellectuels et à la discipline logique requis pour les aventures de la raison, ainsi que le trésor d'information positive et expérimentale qui doit être engrangé dans la mémoire. C'est ainsi que nous aurions, d'une part, la grammaire - en vue d'arriver à la grammaire comparative et à la linguistique -, la logique et les langues et, d'autre part, l'histoire - histoire nationale et histoire du monde civilisé -, avec des sujets qui s'y relient, comme la géographie.

En venant maintenant aux arts libéraux eux-mêmes, c'est-à-dire aux matières dont la connaissance se rapporte directement à l'activité créatrice et intuitive de l'intelligence et à sa soif de voir et de comprendre, nous aurions en premier lieu un trivium consacré à l'activité créatrice de l'esprit et à la beauté à percevoir comme objet de délectation. Ce trivium comprendrait d'abord l'art d'expression de la pensée ou d'expression créatrice - disons, en hommage à Calliope, première des Muses et mère d'Orphée, l'éloquence -, un art qui apprend à l'esprit le respect des mots ainsi que le sens de la dignité et de l'exactitude de la pensée et dont le mépris fait tant de mal à l'homme moderne ; deuxièmement, la littérature et la poésie ; et troisièmement, l'art, c'est-à-dire les beaux-arts, mais aussi les arts mécaniques et la technologie, dont l'étude est du ressort des disciplines libérales et humanistes, dans la mesure où on la fait sous une lumière philosophique et historique et du point de vue des énergies créatrices de l'esprit humain.

En second lieu, nous aurions un quadrivium, consacré à l'activité connaissante et rationnelle elle-même, à l'activité intuitive et judiciaire de l'esprit - la vérité à percevoir et à laquelle on doit

(1) Cf. *Education at the Crossroads*, ch. III.

assentir «selon la valeur de la preuve». Ce quadrivium comprendrait, premièrement, les mathématiques et l'histoire des mathématiques ; deuxièmement, la physique et les sciences naturelles, ainsi que leur histoire ; troisièmement, les sciences humaines - c'est-à-dire, en particulier, l'anthropologie et l'histoire des cultures et des civilisations ; et quatrièmement, la philosophie - c'est-à-dire, d'une part, la philosophie de la nature, la psychologie philosophique, la métaphysique et la théorie de la connaissance (avec des sujets connexes tels que la psychologie expérimentale) et, d'autre part, la philosophie morale, politique et sociale, avec des sujets connexes, tels que la sociologie.

Education libérale et démocratie

Passons maintenant à la deuxième question fondamentale - ou ensemble de questions - que l'éducation a, de nos jours, et aura dans l'avenir à affronter. Ces questions découlent du principe même - *l'éducation libérale pour tous* - qui doit guider l'éducation dans une vraie démocratie. Comment retirer à l'éducation le caractère aristocratique ou oligarchique qu'elle a possédé pendant tant de siècles ? Comment est-il possible d'offrir l'éducation libérale et la formation aux humanités, non plus à une élite plus ou moins destinée à une vie de loisir, mais à tous, alors qu'ils auront à faire face aux tâches et soucis du labeur quotidien et à la dure nécessité de gagner leur vie et ont besoin, pour cela, d'une formation technique et professionnelle ?

J'aimerais faire remarquer ici qu'une vie de loisir, même pour une élite, est définitivement une chose du passé. Le travail, sous une forme ou sous une autre, est en train de devenir une loi universelle. D'autre part, alors que nous sommes tous appelés à travailler dans la société humaine, l'équipement technique de notre civilisation industrielle offrira progressivement à chacun, de façon générale, des possibilités croissantes de loisir et permettra à tous les jeunes de poursuivre leurs études jusqu'à l'âge qui correspond à la fin de l'université. J'aimerais aussi faire remarquer que la refonte même de la liste des arts libéraux et l'élargissement des humanités, dont j'ai parlé précédemment, auraient pour résultat de faciliter l'accès de tous à l'éducation libérale, puisque celle-ci cesserait d'être considérée comme une éducation

presque exclusivement littéraire. En fait, il y a longtemps que l'éducation libérale a cessé d'être presque exclusivement littéraire ; mais cela s'est produit d'une façon purement empirique - et dommageable -, comme une sorte de trahison avouée de l'éducation libérale, parce qu'on continuait en même temps à la penser selon les termes de l'ancien modèle. Par ailleurs, les théoriciens de l'école progressive rejetaient l'éducation libérale, sous prétexte qu'elle ne répondait plus aux besoins de notre temps. Eh bien ! ce qu'il convient plutôt de faire, c'est d'intégrer ces besoins dans le concept renouvelé d'une véritable éducation libérale.

Mais ce sur quoi je voudrais insister maintenant ne concerne pas *l'élargissement* des matières comprises dans l'éventail des arts libéraux et des humanités. Cela concerne un allègement du fardeau imposé à l'étudiant et du programme, en ce qui concerne la perspective elle-même et les voies selon lesquelles ces matières doivent être enseignées. Ce qui me semble être une exigence essentielle pour une solide théorie de l'éducation qui convienne à notre temps, c'est de faire ressortir et de mettre en pratique le concept d'une *éducation libérale de base* (pendant toute la période de formation de l'adolescent, jusqu'à la licence universitaire).

J'attache une importance capitale à ce concept, que je vais essayer d'élucider. Permettez-moi de dire que, pendant la période en question, du début du secondaire jusqu'à la licence universitaire, l'éducation ne peut pas être libérale si elle n'est pas une *éducation libérale de base*. Je commencerai par constater quelques faits : il y a deux extrêmes opposés que le système éducatif a bien du mal à éviter ; quand il réalise que l'un n'est pas bon, il se tourne vers l'autre : mais les deux sont mauvais. D'un côté, on imagine le jeune comme un adulte en miniature, un petit adulte à bourrer de science adulte ; on croit alors que l'univers entier du savoir, qu'aucun adulte ne peut individuellement maîtriser, mais qui a été préparé pour le corps collectif de la culture adulte par l'effort collectif de plusieurs générations, et qui existe à l'état de *science*, doit être inculqué aux jeunes, sous forme réduite, au moyen de pilules et comprimés supposés contenir toute cette science sous forme très concentrée. Appelons ce concept le concept de l'éducation comme *inculcation encyclopédique*. Bien sûr, ni la science ne peut demeurer science en

étant ainsi réduite, ni le jeune ne peut réellement assimiler des pilules ou des comprimés de science concentrée. Au terme d'un tel processus d'inculcation encyclopédique, nous aurions seulement un simulacre réduit de science adulte dans la personne du jeune, et celui-ci serait ainsi, au mieux, un nain intellectuel érudit.

A l'extrême opposé l'enfant et le jeune sont considérés comme une espèce particulière, dont l'essence elle-même n'a rien à voir avec celle de l'adulte. On pense alors que l'univers mental particulier à cette espèce, qui est un univers d'ignorance, doit être servi, assisté et stimulé dans son libre développement, en prenant garde à ne pas faire interférer la moindre communication cohérente de ce qui a été acquis par le savoir adulte ou par quelque discipline formatrice de l'intellect. Appelons ce concept le concept de l'éducation comme *aménagement de commodités de pouponnière*. Bien sûr, aucune transformation spontanée de l'état de sauvagerie à l'état de civilisation au cours de l'évolution individuelle - ni, pour ce qui est de l'école, aucun échange non ordonné d'opinions entre maîtres et élèves, visant un chatouillement indolore de l'esprit de ces derniers et accompagné d'un tas de faits à enregistrer - ne peut préparer le jeune à devenir un homme. Au terme d'un tel processus d'aménagement de commodités de pouponnière, nous aurions seulement un esprit informe et le jeune deviendrait, au mieux, un adulte infantile et bonhomme.

Dans la mesure où ils accordent leur préférence au premier de ces deux extrêmes opposés, les éducateurs confondent la véritable formation de l'intelligence et l'éveil d'une pensée et d'un savoir intégrés avec l'endoctrinement de la science adulte chez le jeune. Ils faussent alors l'objectif premier de l'éducation, spécialement de l'éducation libérale.

Dans la mesure où ils accordent leur préférence au second de ces deux extrêmes opposés, les éducateurs renoncent à toute véritable formation de l'intelligence et à tout éveil d'une pensée et d'un savoir intégrés. Ils se détournent dès lors de la fin première de l'éducation, spécialement de l'éducation libérale.

Si nous voulons éviter ces deux extrêmes opposés d'une façon philosophiquement fondée, définie et clairement orientée, il nous faut comprendre la

signification et la foncière importance pratique de la distinction entre *l'intelligence naturelle et les vertus intellectuelles* (2). L'éducation libérale de base s'adresse à l'intelligence naturelle du jeune. Elle aborde la connaissance universelle à un niveau non scientifique et ne tente pas d'aller au-delà, dans le domaine propre des vertus intellectuelles.

Toute tâche éducative est régulée par l'image ou l'idée plus ou moins consciente de la sorte d'adulte que le jeune devrait devenir ; que devrait être cette image ou cette idée directrice ? Ainsi que nous l'avons déjà dit, l'éducation libérale de base ne regarde pas les étudiants comme de futurs professeurs ou spécialistes, ni comme de futurs gentlemen ou membres de la classe privilégiée. Elle les regarde comme de futurs citoyens qui doivent agir en hommes libres et être capables de porter des jugements droits et indépendants et de jouir de l'héritage commun du savoir et de la beauté. Cela nous donne quelques critères pour la sorte d'enseignement qu'un tel idéal d'âge adulte entraîne pour la jeunesse.

Permettez-moi de souligner une fois encore que l'objectif de l'éducation libérale de base n'est pas l'acquisition de la science elle-même ou de l'art lui-même, et des vertus intellectuelles qu'ils comportent, mais bien plutôt la saisie de leur *signification* et une certaine compréhension de la vérité et de la beauté auxquelles elles s'attachent, une saisie dont l'intelligence naturelle est capable et dont elle a soif. Nous saisissons la *signification* d'une science ou d'un art quand nous comprenons son objet, sa nature, sa portée et l'espèce particulière de vérité ou de beauté qu'elle ou lui nous découvre. L'objectif de l'éducation libérale de base est de veiller à ce que le jeune saisisse cette vérité ou cette beauté par les pouvoirs et les dons naturels de son esprit et par l'énergie intuitive naturelle de sa raison, soutenue par tout son dynamisme sensible, imaginaire et émotionnel. En réalité, l'imagination joue là un rôle aussi important que celui de la raison. Quant au contenu de la connaissance, il doit être déterminé par les exigences mêmes de la saisie dont nous parlons. Le principe directeur devrait être : moins de faits à enregistrer et plus de joie intellectuelle à éprouver.

(2) Voir « Vues thomistes sur l'éducation », ch. V de *Pour une philosophie de l'éducation*, Oe C VII, p. 901 s.

De fait, je crois que beaucoup de progrès ont été réalisés dans cet ajustement de l'éducation à l'intelligence naturelle dont je viens de parler. De ce point de vue, les réalisations de l'éducation moderne sont hautement appréciables. Mais il s'agissait parfois moins d'un ajustement à l'intelligence naturelle qu'à l'inertie naturelle, à la répugnance à tout effort intellectuel. Par ailleurs, le système éducationnel actuel ne parvient pas à être une authentique éducation libérale et souffre, généralement, d'un manque crucial : à savoir le manque d'unité et d'intégration. Il n'y a pas d'universalité sans unité. Un savoir universel qui n'est pas unifié et intégré selon une hiérarchie de valeurs solidement établie n'est pas un savoir universel, mais un savoir fragmenté et chaotique. Unité et intégration sont un besoin essentiel de l'intelligence naturelle. En leur absence, aucun enseignement ne peut respecter vraiment la dignité et l'intégrité de l'intelligence naturelle, ni cette puissance de saisie intuitive, qui est sa vraie flamme vivante, infiniment plus précieuse que toutes les opérations instrumentales et mécaniques qui pourraient être effectuées aussi bien par un cerveau électronique. En l'absence d'unité et d'intégration, aucun enseignement ne peut faire que l'esprit de l'étudiant reste toujours maître de la matière qui lui est proposée (ce qui est une règle première de l'éducation) et aucun enseignement ne peut contribuer à rendre l'étudiant finalement préparé et équipé pour penser, au vrai sens du mot, comme une personne humaine libre et responsable - ce qui est la sorte de perfection dont l'intelligence naturelle est capable, même lorsqu'elle n'a pas encore été qualifiée par les vertus intellectuelles, et à laquelle l'éducation libérale de base doit essentiellement tendre.

Si les remarques qui précèdent sont vraies, nous voyons que la distinction entre l'éducation libérale de base et l'enseignement supérieur ou les études universitaires est d'une importance majeure : l'éducation libérale de base a affaire à un monde de connaissance approprié à l'intelligence naturelle ; l'enseignement supérieur, à un monde de connaissance approprié aux vertus intellectuelles.

L'éducation libérale de base devrait s'étendre tout le long de ce qu'on appelle en Amérique la *high school* (instruction secondaire) et le *college* (premier stade des études universitaires). Pendant

les années de *high school*, on enseignerait ce que j'ai appelé les arts pré-libéraux, selon un mode adapté à la fraîcheur et à la curiosité spontanée de la raison qui commence à éclore, stimulée et nourrie par la vie de l'imagination.

Pendant les années de *college*, on assurerait à la fois l'éducation libérale de base en ses étapes finales et la préparation à un champ particulier d'activité. A mon avis, le meilleur arrangement à cet effet serait que le *college* se partage en un certain nombre d'Instituts, dont tous seraient voués à l'éducation libérale de base, mais dont chacun s'occuperait des études préparatoires à un champ particulier d'activité.

Il serait obligatoire pour tous les étudiants de suivre les cours d'éducation libérale de base, mais le nombre d'heures assignées à certains de ces cours varierait par les étudiants des différents Instituts. Et des cours spéciaux seraient donnés dans chaque Institut pour éclairer l'étudiant sur la relation vitale entre la discipline particulière qui lui est enseignée et les disciplines plus fondamentales du tronc commun. Ainsi la hiérarchie essentielle des valeurs inhérente à l'éducation libérale serait sauvegardée et les étudiants recevraient une sorte de formation préprofessionnelle qui, au lieu de porter préjudice à l'éducation libérale, ferait au contraire qu'ils s'intéresseraient d'une façon plus vitale à cette éducation et seraient plus profondément pénétrés par elle.

Puisque Tom doit exercer plus tard dans la communauté sociale la fonction de fermier et John celle de mathématicien, et puisque tous deux doivent poursuivre leur éducation et développer leurs meilleures potentialités d'hommes tout au long de leur vie, il est bien normal que leur formation préparatoire spécialisée soit intégrée, au départ, dans une formation générale aux humanités, capable d'animer toute leur vie ; et il est bien normal aussi que cette formation générale ait une priorité incontestable pendant les années de *college*. D'une part, la formation préparatoire spécialisée est nécessaire - d'autant plus que les plus beaux exploits humains sont souvent accomplis quand on est encore jeune. D'autre part, la formation générale aux humanités et la capacité exercée de penser en personne responsable, dont la raison est libre de la soumission à l'instinct et à la passion, aux réflexes de groupe, aux préjugés ou aux intérêts, sont le besoin et l'obligation primordiaux d'un homme en

tant qu'homme ; et elles sont une condition pré-requise, non seulement pour une véritable citoyenneté, mais aussi pour une activité créatrice et progressive dans les domaines les plus pratiques ou les plus spécialisés.

La notion d'éducation libérale de base, avec l'espèce de refonte de la liste des arts libéraux et la méthode d'enseignement des humanités que nous avons examinées, est de nature, me semble-t-il, à donner une valeur pratique et existentielle au concept *d'éducation libérale pour tous* car il répond à tous les besoins réels qu'on reprochait à l'éducation libérale d'autrefois de ne pouvoir satisfaire.

L'éducation et la crise actuelle

En conclusion de cette conférence, je voudrais faire remarquer que la tâche éducationnelle croît rapidement, non seulement en importance, mais aussi en difficulté, dans un monde qui - du moins pour le moment - est en train de devenir pour une grande part, je dirais, existentialiste et irrationnel.

J'ai utilisé le mot «existentialiste» parce que les philosophies existentialistes d'aujourd'hui ne sont que des miroirs fugitifs de notre temps. C'est notre monde qui s'est lassé de la raison et des idées - il continue d'en user parce qu'il ne peut pas s'en passer, mais il les réduit à être des outils de techniques publicitaires ou de justifications creuses pour le recours à des peurs élémentaires, des réflexes, des affrontements d'existence nue.

L'éducation est essentiellement une éducation aux humanités et à une capacité authentique de penser. Et elle doit remplir sa tâche dans un monde qui a soif, sans doute, de la libération de la personne humaine, mais où de puissants courants tendent à soumettre la personne et l'esprit humains au contrôle des contraintes de la matière, et la pensée au contrôle de l'action.

Comme l'a dit Allen Tate : «C'est une tragédie de la société contemporaine qu'une si grande partie de la théorie sociale démocratique nous parvient sous le couvert des mots *d'attraction, stimulation, réaction*. Ce n'est pas là le langage de la liberté, c'est un langage d'esclave. La langue des hommes libres remplace ces mots par, respectivement, fin, choix et discernement.» «L'intelligence générale, continue Allen Tate, ne doit pas se sou-

mettre aux spécialisations anti-libérales que le XIX^e siècle a fait proliférer dans le monde moderne : spécialisations où les moyens sont séparés de la fin, l'action de la sensibilité, la matière de l'esprit, la société de l'individu, la religion des instances morales, l'amour du désir, la poésie de la pensée, la communion de l'expérience et l'humanité en communauté des hommes dans la foule. Cette liste de dissociations est littéralement sans fin, car on ne voit pas encore la fin de l'éclatement du monde occidental.» (3) C'est dans un monde soumis à ce processus de fragmentation et qui rêve d'avoir chaque homme rivé à une tâche spécialisée dans une ruche technocratique que l'éducation doit poursuivre son œuvre d'unification et d'intégration. C'est dans un monde soumis à un processus de perversion du langage que l'éducation doit préparer les jeunes à respecter le sens et les propriétés des mots.

L'éducation est une éducation à la liberté. Et le monde dans lequel elle doit remplir ses devoirs souffre d'un désir frustré de liberté et de beauté, tout en ayant désappris les conditions et les exigences premières de cette liberté.

Un signe frappant du matérialisme pratique qui menace aujourd'hui les racines de la liberté est notre notion actuelle du travail comme fin suprême et du loisir comme pure relaxation. Le travail est bon en soi-même ; c'est la condition normale de l'homme. Mais le travail n'est ni la fin ni la perfection de la vie humaine. Le travail est essentiellement un moyen - ordonné à une fin, qui est l'activité libre, accomplissant l'homme dans sa vie la plus intime, qui est communion à la vérité et à la beauté et don de soi dans l'amour. Une telle activité immanente et libre présuppose le travail, bien sûr ; elle peut aussi inspirer le travail et surabonder en lui. Mais d'elle-même, c'est une activité de loisir, requérant ce *temps libre* pendant lequel l'homme peut être présent à lui-même et écouter Dieu en lui. Elle atteint son sommet dans la contemplation et l'amour, fruits de la grâce, qu'on rencontre chez ces héros de la vie spirituelle que sont les saints. Mais elle est accessible à tous, à des degrés inférieurs, à travers les fruits de la connaissance, de l'art et de la poésie - fruits des humanités - qui sont transmis dans l'héritage commun de l'humanité, et

(3) Allen Tate, «The Man of Letters in the Modern World», Collected Essays (Denver : Alen Swallow, 1959), pp. 388-90 (The Phi Beta Kappa Address, University of Minnesota, May, 1952).

à travers cette autre espèce de fruit qu'est le sacrifice de soi par dévouement à ceux qu'on aime.

«Personne, a dit saint Thomas d'Aquin, ne peut vivre sans délectation. C'est pourquoi celui qui est privé de délectations spirituelles se tourne vers les charnelles.» (4) Pas davantage la liberté ne peut-elle vivre sans délectations spirituelles.

Aussi longtemps que notre monde fera du travail la fin de la vie humaine, et, par suite, confondra l'authentique loisir et ces libres activités avec la relaxation animale, le plaisir hypnotique et l'amusement qui n'a pas de valeur (sauf de remplacer la délectation spirituelle par le divertissement), aussi longtemps qu'il prétendra cultiver l'esprit en ignorant purement et simplement l'âme, il engendrera la servitude, non la liberté, et il rendra vains, de par son comportement général, les efforts de l'éducation pour libérer l'esprit et pour aider l'homme à devenir homme.

Les courants que je viens de désigner ne sont ni définitifs, ni insurmontables. La liberté et l'esprit peuvent être menacés ; il dépend d'eux de faire échec à cette menace.

Je ne propose pas ces remarques sur la crise actuelle de notre monde par goût du pessimisme ou de la mélancolie. Je les propose pour souligner

que la tâche de l'éducation et des éducateurs est d'autant plus grande et d'autant plus nécessaire qu'elle doit être menée à bien contre le courant général, et pour souligner ce fait que la cause des humanités ne dépend pas du seul système scolaire, mais d'abord et avant tout d'une réforme de notre monde. Le monde ne sera jamais sage. Il peut au moins être conscient qu'il a besoin de la sagesse, croire dans la vraie échelle des valeurs et aspirer à la sagesse comme à la plus haute vertu de l'esprit humain, pour connaître la réalité et diriger une vie. Quant à l'éducation, son but ultime est de disposer les hommes à la sagesse. «La fin de l'éducation libérale est la sagesse», faisait remarquer le Président Harold Dodds, de Princeton University, dans un récent discours. Et, pour ce qui est des humanités, elles sont en péril si elles ne tendent pas vers la sagesse, tout comme la sagesse humaine est en péril si elle ne tend pas vers une sagesse plus haute, celle que Dieu donne dans l'amour et qui seule peut vraiment rendre l'homme libre.

Jacques MARITAIN

(4) Summa Theol., II-II, q. 35, a. 4, ad secundum.

Jacques Maritain, «philosophe de l'éducation»

par Piero VIOTTO

Jacques Maritain (1882-1973) s'est toujours intéressé aux problèmes de l'éducation et de l'école. Il était convaincu que la démocratie a besoin d'un solide fondement culturel, car elle ne peut se réduire à une technique administrative qui ne serait préoccupée que de la forme juridique de la rédaction et de l'application de la loi. Pour Maritain comme pour Bergson, son premier maître, qui l'a libéré de l'inquiétude et du doute, la démocratie a besoin d'un supplément d'âme et la crise des systèmes démocratiques est due précisément à un manque d'idéal politique authentique. Mais pour lui, comme pour tous les pédagogues personnalistes, de Mounier à Hubert, de Hessen à Kriekemans, de Guardini à Agazzi, de Meyland à Devaud, le problème éducatif n'est pas uniquement un problème politico-social, dans la mesure où la fin première de l'éducation, ce n'est pas la société, mais la personne humaine. Maritain est le philosophe qui a su donner aux intuitions des pédagogues un concept théorique précis et un système logique, même si ses interventions sur ce sujet n'ont été qu'occasionnelles, à travers des conférences, des séminaires, des préfaces, des correspondances.

Son ouvrage de philosophie de l'éducation le plus important et le mieux structuré est constitué par les quatre leçons données à l'Université de Yale en 1943. Elles ont été rassemblées sous le titre *Education at the Crossroads* (1), qui a connu un grand succès avec des traductions dans les langues européennes, mais aussi en coréen et en japonais. Ce livre, qui a été pensé, comme tous les autres écrits concernant les problèmes de l'école, dans la perspective du milieu socio-culturel américain, se fonde sur l'organisation scolaire des Etats-Unis et engage un débat avec le pragmatisme et le sociologisme de John Dewey ; il s'articule autour des positions de Robert Hutchins, président de

l'Université de Chicago, des philosophes Mortimer Adler et John U. Nef, lorsqu'il fait de l'éducation libérale de base un droit pour tout homme, et un fondement de la démocratie. L'édition française, *L'éducation à la croisée des chemins* (2), a été revue et pratiquement réécrite par l'auteur ligne après ligne, et enrichie d'une note importante sur *Le problème de l'école publique en France* dans laquelle Maritain aborde le problème des rapports entre vérité et liberté dans l'école d'Etat sur la base d'un pluralisme entendu non pas comme une philosophie, comme si l'éducation pouvait être neutre par rapport aux valeurs, mais comme une méthodologie politique au sein d'une société complexe.

Ce serait une erreur de s'arrêter à ce texte, comme c'est une erreur dans le domaine politique de s'arrêter à *Humanisme intégral* (1936) ou *Le paysan de la Garonne* (1969) pour ce qui concerne les problèmes de la théologie. La «fortune» d'un philosophe est souvent liée au succès de l'un de ses ouvrages, mais on risque de se méprendre sur sa signification si on ne le replace pas dans l'ensemble de l'œuvre de cet auteur, en prenant en considération les publications antérieures et postérieures. Non pas qu'il y eût chez Maritain, dans l'élaboration intellectuelle de sa pensée, diverses phases de développement avec des changements et des ruptures. Seul celui qui ne prend pas en considération son œuvre dans son ensemble, peut parler d'un premier Maritain, celui de *Primauté du spirituel* (1927), encore influencé malgré la rupture, par l'Action Française ; d'un deuxième Maritain,

Nota bene - Les citations du texte inédit de Maritain sont en italique ; celles d'autres textes des Oeuvres complètes sont entre guillemets.

(1) J. MARITAIN, *Education at the Crossroads*, New Haven, Yale University Press, 1943.

(2) J. MARITAIN, *L'éducation à la croisée des chemins*, Paris, Eglhoff, 1947.

celui d'*Humanisme intégral* qui montre tant de sympathie pour la démocratie ; et d'un dernier Maritain qui à Toulouse se réfugie dans la méditation théologique, comme si *Le paysan de la Garonne* ne contenait pas aussi des réflexions politiques et pédagogiques précises.

La réflexion de Maritain, après sa découverte de la philosophie de saint Thomas, s'est développée avec cohérence, par de continuels approfondissements, de la logique à la métaphysique, de la philosophie du droit à la philosophie de l'art, en poussant le thomisme aux conséquences extrêmes de ses possibilités d'analyse, au point de scandaliser Etienne Gilson qui écrivait en 1974 à Armand Maurer : «En bref, Maritain a été un penseur original beaucoup plus qu'il aurait été possible de l'être pour un vrai historien. Ce que Thomas lui-même aurait pensé de cette sorte de discipline, je ne sais. Ils peuvent maintenant discuter le problème entre eux. Encore un peu de temps et, comme j'espère vivement, je serai moi-même informé de la discussion». Précisément, les écrits sur la pédagogie qui vont de la préface au livre du pédagogue flamand François De Hovre (1927) à la lettre au philosophe polonais Stefan Swiezawski (1965), témoignent de la fécondité et de la cohérence de la pensée maritainienne malgré le caractère très diversifié de ses interventions sur les problèmes éducatifs.

Maritain en 1959 rassemble et publie en français presque tous ses écrits sur la pédagogie en un seul volume intitulé *Pour une philosophie de l'éducation* (3). Dans l'Avant-propos, après avoir prévenu que ces textes sont nés dans un contexte américain dont «le système éducatif est profondément différent du système français, aussi bien quant à sa structure générale que du fait que le plus grand nombre des collèges et universités sont des établissements libre du contrôle de l'Etat, soutenus par des fonds privés et ayant chacun une physiologie, un esprit, des buts caractéristiques bien distincts» (p. 9), il précise que «les principes philosophiques que nous avons essayé de mettre en lumière ont de soi une valeur et une portée universelles ; s'ils sont vrais et fondés en raison, comme nous le croyons, ils demandent à être appliqués, sous des modalités appropriées, au système éducatif de notre pays comme à tout autre système éducatif» (p. 10). Il s'agit de comprendre comment la vérité peut être le fondement de la liberté, parce qu'on

est libre dans la mesure où on est cohérent avec la vérité reconnue ; de même que l'école ne peut se limiter à cultiver l'intelligence, mais doit satisfaire l'intelligence, l'Etat n'est pas compétent dans les questions de vérité et doit garantir la liberté d'enseignement, et la démocratie a besoin d'une authentique éducation civique pour se protéger de la violence et de l'injustice. En 1969, à 87 ans, Maritain reprend ce livre, le met à jour, et confie la préface à une jeune étudiante contestataire de mai 1968. Il en résulte un travail restructuré par rapport à l'édition précédente, intégralement reproduit dans les *Oeuvres complètes* (4), dont Maritain a voulu qu'elles rassemblent ses écrits dans leur dernière version.

Entre les deux éditions françaises de cet ouvrage (1959-1969) Donald et Idella Gallagher ont rassemblé en 1962 d'autres textes rédigés en anglais, dans l'anthologie *The Educational Philosophy of Jacques Maritain* (5). Certains d'entre eux n'apparaissent pas dans les volumes jusqu'ici publiés des *Oeuvres complètes*. Parmi ceux-ci, il y a cette importante conférence sur *Education and the Humanities* prononcée au St. Michaels College de Toronto en 1952, que *France-Forum* présente pour la première fois en édition française, et qui dans sa structure représente une synthèse organique de la pensée de Jacques Maritain.

Tout le discours se fonde d'une part sur l'anthropologie philosophique et de l'autre sur l'épistémologie pédagogique. L'homme, fin de l'éducation, est considéré comme une réalité complexe et en devenir, qui doit conquérir sa liberté en gagnant de la science et de la sagesse. La pédagogie en tant que savoir qui étudie les actions en matière d'éducation, c'est-à-dire les méthodes et les structures éducatives, doit concilier le réel et l'idéal, l'existentiel et l'essentiel, en identifiant pour chacun un projet éducatif adapté à ses propres conditions psychologiques et à sa situation socio-culturelle, mais surtout elle doit proposer les fins et les contenus du processus éducatif sur la base de la philo-

(3) J. MARITAIN, *Pour une philosophie de l'éducation*. Paris, Fayard, 1959.

(4) Jacques et Raïssa MARITAIN, *Oeuvres complètes*. Fribourg - Paris, Editions universitaires - Editions Saint Paul, 1989-1994, XV volumes. Les citations tirées de *Education and the Humanities* sont en italiques.

(5) Donald et Idella GALLAGHER, *The Educational Philosophy of Jacques Maritain*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1962.

sophie de l'éducation. Maritain ne dissout pas la pédagogie dans les sciences de l'éducation, il ne méconnaît pas les apports de la psychologie et de la sociologie (sciences descriptives) qui doivent faire ressortir les aptitudes éducatives de chaque sujet, mais ne peuvent se substituer à la philosophie et à la théologie (sciences normatives) dans la définition des objectifs de l'éducation de la personne. La pédagogie, comme la politique, la médecine, la poétique, est une science intermédiaire qui, entre la «perfection idéale» proposée par la philosophie, et la «perfectibilité réelle» repérée par la psychologie, indique les fins d'un «perfectionnement possible» en proposant les contenus en termes de programmes de l'éducation. Dans cette conférence Maritain insiste sur le primat des fins par rapport aux moyens, des contenus de l'éducation par rapport aux méthodologies et aux structures éducatives et propose une programmation scolaire qui ait pour fin l'homme dans la plénitude multiforme de son humanité, dont les capacités professionnelles et la participation sociale ne représentent qu'une dimension collatérale.

La conquête de la liberté : nature et culture

Dans sa réalité existentielle l'homme est un «individu corporel» et une «personne spirituelle», non pas séparément comme le pensait Descartes avec son dualisme anthropologique, mais ensemble, dans l'unité de son être. Maritain insiste beaucoup sur cette distinction, sur laquelle il asseoit également la problématique éducative, parce que l'homme dans sa liberté doit éternellement choisir entre s'abandonner à l'individualité de l'instinct ou s'élever à la personnalité culturelle. «En tant qu'individu chacun de nous est un fragment d'une espèce, une partie de cet univers, un point singulier de l'immense réseau de forces et d'influences cosmiques, ethniques, historiques, dont il subit les lois ; il est soumis au déterminisme du monde physique. Mais chacun de nous est aussi une personne, et en tant que personne il n'est pas soumis aux astres, il subsiste tout entier de la subsistance même de l'âme spirituelle, et celle-ci est en lui un principe d'unité créatrice, d'indépendance et de liberté» (*Oeuvres complètes*, IX, p. 190).

Contre le naturalisme de Rousseau, Maritain précise que l'homme authentique n'est pas celui qui est à l'état de «nature» brute et primitive, mais celui qui est à l'état de «culture», c'est-à-dire

l'homme qui avec la raison et la vertu «cultive» son humanité : «Cultiver un champ, c'est par un travail humain provoquer la nature à produire des fruits qu'elle n'aurait pas pu produire seule, car ce qu'elle produit à elle seule, c'est une végétation sauvage. Cette image nous indique ce qu'est la culture dont parlent les philosophes, non d'une certaine étendue du sol, mais de l'humanité elle-même. L'homme étant un esprit animateur d'une chair, sa nature est de soi une *nature progressive*. Le travail de la raison et des vertus est naturel en ce sens qu'il est conforme aux inclinations essentielles de la nature humaine, il met en jeu les ressorts essentiels de celle-ci. Il n'est pas naturel au sens qu'il n'est pas donné tout fait par la nature» (*Oeuvres complètes*, IV, p. 197). En ce sens, la «personne», fait de nature, devient «personnalité», fait de culture, à travers la gestation, l'allaitement et l'éducation. Le processus d'apprentissage est un processus permanent, qui a dans l'école sa phase initiale et partielle, parce que la vie apprend plus que l'école, parce que l'école s'adresse avant tout à l'intelligence. La culture dont parle Maritain n'est pas seulement la culture scientifico-technologique, si développée dans le monde contemporain, faite pour dominer le monde et posséder la matière, comme si l'homme était «un animal étrange, capable de science et sans esprit», mais elle est surtout une culture littéraire, artistique, philosophique, entendue comme sagesse et moralité, capable de saisir la signification de la vie, parce qu'elle est une culture d'«une personne appelée à exercer et conquérir sa liberté».

En développant son analyse anthropologique Maritain précise que la personne humaine n'est pas seulement un «animal raisonnable», mais qu'elle est aussi un «animal politique», ou mieux une «personne sociale» dans la mesure où elle naît dans un contexte de relations sociales, données par la famille, par le peuple, et par la communauté civile et ecclésiale, sans lesquels elle ne pourrait pas exister, elle ne pourrait pas se réaliser. Pour Maritain la sociabilité de la personne n'est pas quelque chose de plus, comme pour Locke, Rousseau, Kant, qui ont de la sociabilité une vision contractuelle, mais c'est constitutionnel, propre à la nature humaine et à ses aspirations. L'homme n'est pas social seulement par besoin ou par carence, comme les animaux, mais il est social avant tout par don et générosité ; et la société politique, qui s'organise dans l'Etat, n'est pas l'ex-

pression unique de la sociabilité de l'homme, qui précède et dépasse les relations juridiques au sein de la communauté civile. Et même le sommet de la réalisation de la sociabilité de la personne ne s'atteint pas à travers les relations horizontales avec les autres personnes humaines, mais à travers les relations verticales avec les personnes divines.

En fait la réalisation de la personne dans la société en tant que personne «humaine» laisse l'homme insatisfait, parce qu'il y a en lui des besoins et des aspirations qui transcendent la vie politique et la vie culturelle même. La personne humaine est une personne «complète», en tant que personne humaine, mais se trouvant au niveau inférieur du monde des esprits, étant une personne créée et incarnée, elle ne peut pas réaliser en elle-même et par elle-même la plénitude de la personne en tant que personne, qui n'est vraiment «accomplie» qu'en Dieu. Le concept de personne est un concept analogique, qui se réalise à divers niveaux de l'échelle des êtres : en l'homme et en Dieu il y a la «même» personne, comme un tout capable de conscience personnelle et d'autodétermination, mais non la «même» personne, parce que c'est seulement dans l'Absolu que la personne se réalise complètement. Pour cette raison, l'homme ne peut se contenter d'être seulement une personne humaine et il aspire à être une personne accomplie. Se distinguent ainsi deux mouvements dans le développement de la personne, l'un horizontal qui se réalise dans l'histoire, et l'autre vertical qui se réalise en Dieu ; ces deux lignes s'entrecroisent mais restent distinctes sans être séparées l'une de l'autre. Il ne faut pas confondre la promotion humaine, objectif de la démocratie, qui vise au bien commun terrestre de la société, avec l'évangélisation, objectif du christianisme qui vise à la béatitude éternelle de la personne ; la culture se pose ainsi comme médiation entre l'Évangile et la société (6).

L'homme, en devenant une personnalité, en passant de ce qu'il a reçu de l'hérédité biologique, du patrimoine social, de la providence de Dieu, à ce qu'il a réalisé, devenant alors lui-même, exerce sa liberté, méritant d'être lui-même. La vraie liberté consiste donc à être soi-même. Les choses, les plantes, les animaux n'ont qu'une «liberté physique», dans le sens où ils sont libres lorsqu'ils ne subissent pas de contraintes extérieures, mais ils sont soumis aux exigences de leur nature. La per-

sonne humaine en revanche, qui n'est pas contrainte par sa nature, est douée d'une «liberté psychologique», dans le sens où elle est arbitre de son destin, et elle a constamment à choisir entre le bien et le mal. Mais ce «libre arbitre» pour la personne, qui doit mériter d'être elle-même, n'est pas encore la liberté, c'est seulement la possibilité de la liberté, parce que la vraie liberté d'autonomie consiste en la «liberté morale», à être librement soi-même, à faire ce qu'on doit faire sans y être contraint, à subordonner, ou mieux à réaliser sa propre culture dans la nature.

Tradition et innovation

Sur la base de cette anthropologie pédagogique, qui pose la culture humaniste comme fin du processus éducatif, Maritain récupère et rénove la tradition de l'éducation libérale comme éducation à la sagesse et à la poésie, parce que c'est dans la vérité et dans la beauté qu'on réalise sa propre liberté et sa propre humanité ; et il en propose l'extension à tous les citoyens, parce qu'elle «ne peut plus être le privilège d'un petit nombre». En fait, quelle que soit l'activité professionnelle dans laquelle chacun devra s'engager, tout le monde a le droit de cultiver les valeurs humanistes issues de la tradition culturelle ; l'éducation libérale ne peut pas rester le privilège d'une classe sociale. D'autre part le développement technologique a permis, comme l'a noté le sociologue J. Dumazedier, de réduire le temps consacré au travail, garantissant à tous de cultiver les valeurs gratuites de la culture, en se consacrant à l'art et à la littérature, au sport et au tourisme, à la musique et à la poésie. Il faut abattre à la racine «notre notion actuelle du travail comme fin suprême et du loisir comme pure relaxation», en discernant, entre le travail et la distraction, le temps de la culture. Cette éducation humaniste est aussi une préparation à la vie éternelle dans laquelle l'homme sera appelé à la plénitude de la contemplation de Dieu, et à la recherche à travers la culture, de la sagesse et de la beauté. Dans l'au-delà, selon Maritain, les hommes continueront à exercer leur liberté et à cultiver leur «humanité» : «je les vois comme continuant à leur divine manière les labeurs immortels d'un Bach, d'un Mozart, d'un Dostoïevski, d'un Giorgione, prodigieux artistes et artisans multipliant en pleine et souveraine liberté les reflets de l'œuvre du Créateur» (*Oeuvres complètes*, XIII, p. 1090).

(6) J. MARITAIN, *Religion et culture*, Paris, Desclée de Brouwer, 1930.

Une éducation qui ne préparerait l'homme qu'à sa mission terrestre, pour le monde du travail et de la société civile, serait une éducation provisoire, et une éducation incomplète, parce que les valeurs culturelles universelles transcendent toutes les civilisations et trouvent dans la religion leur expression la plus accomplie. Ce n'est pas pour rien que Maritain souligne : «la notion d'éducation libérale pour tous m'apparaît comme une fructification tardive d'un principe chrétien, et comme étroitement liée à l'idée chrétienne de la dignité spirituelle de l'homme et de l'égalité fondamentale de tous devant Dieu» (*Oeuvres complètes*, XIII, p. 958).

Il ne s'agit pas d'étendre à tous l'éducation des lycées, telles qu'elle avait été conçue par la «Ratio» des jésuites pour la formation des classes dirigeantes, héritée et laïcisée par la culture bourgeoise, mais de reformuler un programme d'études humanistes, en tenant compte d'une part de l'énorme développement du savoir, et d'autre part de la destination populaire de ce savoir, et en cessant de considérer l'éducation libérale «comme une éducation presque exclusivement littéraire». Il faut donc purger le concept d'«éducation libérale» de tout résidu historique qui la limite aux classes des «hommes libres» en opposition aux classes travailleuses, et qui la restreigne aux «arts libéraux» de la liste médiévale codifiée dans le *trivium* et le *quadrivium*, pour rassembler dans une nouvelle «somme» tout le savoir accumulé à l'âge moderne, en conciliant les sciences et les sagesse (7), les arts et les techniques, l'action et la contemplation, le savoir théorique et le savoir pratique, au sein d'un programme d'études de plus en plus restructuré autour des capacités de compréhension qui mûrissent tout au long de l'âge évolutif. Il s'agit de dépasser l'opposition entre «écoles d'humanités» et «écoles professionnelles», entre les Lycées et les Instituts professionnels, en fournissant à tous, bien sûr sous des formes différentes selon les âges et le type de travail qu'on souhaite exercer dans la vie, une éducation authentiquement humaniste. L'énorme patrimoine culturel accumulé au cours de l'histoire ne permet plus à personne de posséder toutes les notions acquises, de lire, de voir, d'écouter toutes les œuvres littéraires, artistiques, musicales. Le «songe de Descartes» et des Lumières d'une connaissance universelle simplifiée sous forme d'idées claires, à la portée de tous, est définitivement passé (8). Il faut faire un tri parmi les

notions à apprendre, il faut faire une spécialisation professionnelle, mais à tous il est donné de développer le sens et le goût de la beauté et de la vérité, et de saisir la signification des valeurs culturelles patrimoine de l'humanité si on distribue une éducation libérale de base, que Maritain définit ainsi : «une éducation orientée vers la sagesse, centrée sur les humanités, visant à développer dans les esprits la capacité de penser avec rectitude et à jouir de la vérité et de la beauté, est une éducation à la liberté, une éducation libérale. Quelle que puisse être sa vocation particulière, et quelque spécialisation que cette vocation puisse exiger, tout être humain a le droit à recevoir une telle éducation, proprement humaine et humaniste» (*Oeuvres complètes*, VII, p. 926).

Un programme éducatif doit comprendre des activités de culture comme des activités de travail, d'une manière égale à l'école élémentaire où l'intelligence n'est pas encore marquée par des dons intellectuels spécifiques, et d'une manière différenciée à l'école supérieure où déjà on distingue des aptitudes pour un travail à dominante intellectuelle ou à dominante manuelle. En fait la préparation professionnelle doit se développer en parallèle avec la formation personnelle. Maritain propose d'enseigner aux deux groupes de jeunes qui vont de plus en plus se différencier, les uns engagés dans le savoir théorique plus que dans le savoir pratique, les autres engagés dans le savoir pratique plus que dans le savoir théorique, les mêmes disciplines, mais selon des méthodes didactiques différentes. Il distingue ainsi un enseignement formel et systématique, comme «activité d'étude», et un enseignement ni formel ni systématique, comme «activité de jeu». Dans les écoles préparant les étudiants à une activité professionnelle à dominante intellectuelle, les disciplines humanistes, les arts libéraux, la philosophie..., seraient enseignés d'une manière formelle et systématique, tandis que l'artisanat, le dessin, les techniques... seraient enseignés d'une manière informelle et non systématique ; dans les écoles préparant les étudiants à une activité professionnelle à dominante manuelle, le rapport méthodologique serait renversé, mais les contenus culturels resteraient les mêmes. Ainsi, sans hiérarchiser les deux types d'orientation scolaire, les mêmes disciplines seraient enseignées à

(7) J. MARITAIN, *Science et sagesse*. Paris, Labergerie, 1935.

(8) J. MARITAIN, *Le songe de Descartes*. Paris, Bucheu/Chastel, 1965.

tous, en tenant compte du fait que tous les étudiants n'ont pas les mêmes vertus intellectuelles, les uns ayant une intelligence plus théorique que pratique, les autres une intelligence plus pratique que théorique. La fin de l'éducation reste la même, la formation de la personnalité, mais elle se réalise dans la différenciation des individus et des groupes.

Enfin Maritain, qui considère aussi l'école comme une introduction à l'éducation permanente, recommande d'y faire des expériences de «travail hors programme» à travers «des facilités données à la jeunesse de lire de grands livres de son propre choix et pour son propre plaisir, comme aussi d'assister à des concerts et à des représentations théâtrales qui feraient ensuite l'objet de discussions dans des séminaires ; tout cela, qui est une préparation destinée à mettre l'adulte en état de faire un usage particulièrement profitable de ses loisirs, constitue une authentique formation aux humanités et à la vie intellectuelle» (*Oeuvres complètes*, VII, p. 961).

L'éducation libérale comme éducation à la sagesse

L'éducation libérale, de l'école maternelle à l'Université, est une éducation à la sagesse et à la vérité. Maritain précise que, pour connaître et goûter la vérité, il ne suffit pas d'«exercer l'intelligence», de la rendre habile dans les opérations formelles, à la manière cartésienne, mais il faut «satisfaire l'intelligence» par le moyen d'une éducation tournée vers la réalité. L'action même de la raison, avec ses jugements et ses raisonnements, et son analyse critique, n'a de sens et de valeur que dans la mesure où elle nous aide à découvrir la vérité. A travers les différents degrés du savoir, des sciences physiques et mathématiques aux sciences philosophiques, jusqu'à la sagesse théologique et la sagesse mystique, l'intelligence humaine est en mesure de connaître la vérité (9). Ce primat donné à l'intelligence ne fait pas tomber Maritain dans l'intellectualisme, parce que l'intelligence dont il parle est une intelligence incarnée, qui saisit l'intelligible précisément à travers le sensible et l'imaginable, et c'est pourquoi on parvient au savoir philosophique par le moyen de la connaissance expérimentale et de l'expérience poétique. Maritain précise : «...la raison ne consiste pas seulement en ses outils et ses manifestations logiques et conscientes, et la volonté non plus ne consiste

pas seulement en ses décisions délibérées et conscientes. Au-dessus du monde des concepts et des jugements explicites, des mots et des décisions exprimées et des mouvements conscients de la volonté, sont les sources de la connaissance et de la poésie, de l'amour et des désirs véritablement humains, cachées dans l'obscurité spirituelle de la vitalité intime de l'âme» (*Oeuvres complètes*, VII, p. 815). Il faut considérer l'éducation dans l'unité de la personne, en ayant à l'esprit qu'à le processus cognitif qui, à partir de la «conscience», conduit celui qui reçoit l'éducation à l'«autoconscience» a lieu dans les limites de l'«inconscient», qu'il s'agisse de l'inconscient instinctif, subconscient que Freud a exploré, ou de l'inconscient spirituel, surconscient que Maritain reprend de Plotin.

Dans l'intégralité du processus éducatif, l'éducation intellectuelle a sa nature spécifique, sa méthode précise. L'école est la structure éducative dans laquelle le petit d'homme non seulement apprend à déchiffrer les différents «codes» linguistiques présents dans la société dans laquelle il vit, mais apprend aussi et surtout à saisir les «significations» intellectuelles des encyclopédies du savoir, transformant les «notions» en «connaissances». L'homme à la naissance n'a pas d'idées innées, autrement il ne serait plus libre, mais il a la capacité, à travers l'expérience et le raisonnement, de se faire des idées et de juger les choses dans un esprit de vérité. Il ne s'agit pas «d'enseigner à savoir la vérité», en acquérant les notions de ce que l'humanité a élaboré dans son histoire, comme cela peut se faire dans une école autoritaire et dogmatique, ni «d'enseigner à chercher la vérité» comme cela arrive dans une école libertaire et agnostique qui abandonne l'individu à lui-même ; il s'agit plutôt «d'enseigner à trouver la vérité» en amenant tout homme à se confronter avec la réalité sous ses aspects multiformes pour saisir toute son intelligibilité. Maritain, en bon disciple de saint Thomas, affirme que «l'intelligence», durant l'âge évolutif, devient «esprit» à mesure qu'il prend possession des «intelligibles» présents dans la réalité, parce qu'ils sont la raison d'être de leur existence, comme Dieu l'a projeté. Maritain dépasse toute forme de phénoménisme et d'idéalisme, qui nient la capacité de connaissance du réel en laissant l'homme prisonnier de ses illusions.

Piero VIOTTO

(9) J. MARITAIN, *Les degrés du savoir*, Paris, Desclée de Brouwer, 1966.

Regards sur Cuba

par Gérard LAFFITTE

La Société internationale des Droits de l'Homme, membre du Comité consultatif des Droits de l'Homme, a en 1997 envoyé des experts-observateurs à Cuba (magistrats, enseignants) pour faire le point sur la situation politique, économique et sociale de l'île et pour dresser un état des droits et libertés actuellement en vigueur... ou en danger. Un peu plus tard, dans cette île et ailleurs, était solennellement célébré l'anniversaire de la mort du Che Guevara. Au début de l'automne, Fidel Castro, après une longue absence qui avait fait naître de nombreuses rumeurs sur son état de santé, a réapparu et prononcé, à l'occasion du 5^e congrès du Parti communiste cubain à La Havane, un discours de près de 7 heures. En 1998, enfin, une visite à Cuba figure au programme des voyages de Jean-Paul II. Au moment où l'actualité s'intéresse de nouveau à cette île, Gérard Laffitte, qui vient d'y séjourner, nous en rapporte des impressions susceptibles de nous faire mieux comprendre les réalités cubaines.

«Il n'y aura pas de gouvernement de transition»

Tel est le slogan qui se retrouve sur le bord des routes et dans les défilés du 1er mai organisés Place de la Révolution. Cela signifie que la volonté affichée du Parti et du Gouvernement est le refus de toute évolution politique. Il y a un seul parti, le Parti Communiste Cubain, et il n'est pas question d'envisager une quelconque procédure de «libéralisation, d'évolution, de transition». C'est le sens de la convocation publiée le 30 avril 1997 pour le 5^e Congrès du Parti Communiste de Cuba d'octobre 1997.

Il y est souligné pour l'avenir «la nécessité d'affronter et de contrecarrer des phénomènes négatifs tels que l'égoïsme, la psychologie mercantile, l'appât du gain, l'esprit de consommation et la perte de certaines valeurs éthiques révolutionnaires».

Ceux qui voudraient trouver dans ce texte un moindre signe d'ouverture y perdraient leur temps : la continuité est la seule source d'inspiration : «Le Comité Central nous invite à faire du 5e Congrès une nouvelle et significative victoire de la patrie de Marti, de Macco et de tant de héros et de martyrs qui l'ont arrosée de leur sang et de leur sueur et l'assurance renouvelée qu'ils ne seront ni oubliés ni trahis».

Plusieurs éléments illustrent cette volonté.

- Les Comités de Défense de la Révolution

(CDR) quadrillent chaque quartier de ville, chaque village. Pour le défilé du 1er mai, une convocation est diffusée à l'adresse de chaque Cubain avec rendez-vous de départ en un lieu précis (pour chaque quartier, profession, établissement...) et transport encadré pour le site déterminé : malheur pour sa situation professionnelle, ses droits, ses notes à l'école ou à l'Université à celui qui ne justifierait pas de sa présence... Nous avons rencontré des Cubains expliquant qu'ils ne se rendraient pas aux manifestations mais ils ajoutaient avoir justifié préalablement des motifs de leur absence auprès des responsables des C.D.R. : service à l'hôpital, mère malade, trop grand âge, permanence professionnelle...

- La situation des dissidents est de plus en plus difficile et il est conseillé aux étrangers de ne pas tenter de les rencontrer, afin d'éviter des poursuites contre eux et leur envoi en prison.

- Cette répression s'accompagne d'une mobilisation de chaque moment des Cubains. C'est ainsi que des pétitions circulent à l'initiative d'officiers des Forces armées et du ministère de l'Intérieur pour rassembler des signatures destinées à manifester l'opposition à la volonté des Etats-Unis d'imposer un changement à Cuba. Réponse de Paul Castro, frère de Fidel et ministre des Forces Armées Révolutionnaires : «le socialisme restera présent sur cette terre, défendu par les fusils du peuple» (discours du 1^{er} mai à Santiago de Cuba).

- Cette pression est d'autant plus forte qu'il est impossible de trouver des journaux étrangers à Cuba. Sauf pour La Havane dans *un seul* grand hôtel. Dans les rues, pratiquement, un seul journal cubain est vendu, *Gramma*, l'organe du Comité Central du Parti Communiste Cubain - et encore en nombre fort réduit d'exemplaires, en raison de la crise du papier (un vendeur peut avoir 4 à 5 exemplaires disponibles...).

C'est dire que règne la pensée unique, celle du Parti Communiste Cubain, sans aucune contrepartie. Il suffit de regarder les deux chaînes de télévision pour en être convaincu : le défilé du 1er mai est préparé plusieurs jours avant l'événement, les manifestations sont retransmises en direct durant une bonne partie de la journée, reprises en soirée pour ceux qui n'auraient pas compris, enfin analysées dans les jours suivants...

«Le Dollar Roi»

Alors que les relations économiques entre les Etats-Unis et Cuba sont inexistantes, la seule référence est «le Dollar».

La loi américaine «Helms-Burton» interdit :

- l'exportation vers les Etats-Unis de biens ou services d'origine cubaine ou contenant des matériaux ou des biens originaires de Cuba, directement ou par l'intermédiaire de pays tiers ;

- la réalisation de transactions commerciales impliquant des marchandises d'origine cubaine ou ayant transité par Cuba ;

- la réexpédition vers les USA du sucre originaire de Cuba ;

- toute opération financière avec Cuba.

De plus cette loi impose de mettre fin à toute opération (location, vente, cession, gestion...) liée à des biens ayant appartenu à des citoyens américains (y compris les Cubains ayant obtenu la nationalité américaine) et qui ont été expropriés par le régime cubain. La législation prévoit la possibilité pour les citoyens américains lésés de poursuivre devant la justice américaine toutes les entreprises qui réalisent des opérations avec ces actifs, en vue d'obtenir l'indem-

nisation des dommages subis (voir «La Gazette du Palais», n° 82 à 84 - 23 au 25 mars 1997, pp. 2 et suivantes).

Et pourtant le dollar reste la valeur de référence :

- Dans toute l'île, il existe trois modalités de paiement : la monnaie cubaine non convertible, la monnaie cubaine convertible en dollars, les dollars.

- Les marchandises sont en vente non limitée dans certains magasins où le paiement s'effectue seulement en dollars : partout ailleurs, les Cubains doivent présenter leur carnet de rationnement qui fixe pour chacun leurs «droits alimentaires» pour un mois.

- Les métiers qui permettent le contact direct avec les touristes sont donc très recherchés : hôtellerie, taxis, «commerces libres»... Un professeur débutant gagne 7 à 8 dollars par mois, un médecin dans le plus grand hôpital de La Havane en fin de carrière, 15 dollars. Un docteur en sciences physiques travaillant dans l'industrie, 15 dollars, alors qu'un chauffeur de taxi peut gagner 2 à 3 dollars en un quart d'heure. Un ingénieur qui gagnait 15 dollars par mois s'est mis à son compte pour vendre des livres d'occasion aux touristes sur une des places de La Havane : il gagne maintenant 15 dollars par jours (30 fois plus qu'auparavant) ; sa fille, médecin débutant, est payée 9 dollars par mois.

- D'où la multiplication des demandes pour obtenir une autorisation de «commercer». Le permis est préalable ; il est délivré contre paiement d'une taxe ; chaque mois, le commerçant libre doit payer une somme à l'Administration (valant autorisation d'exploitation) sans oublier le versement des impôts. Par exemple : un chauffeur de taxi rencontré verse 75 dollars par mois pour exercer son métier ; notre vendeur de livres d'occasion : 15 dollars...

A l'avenir ce double système ne manquera pas de créer des problèmes en établissant des disparités très fortes entre ceux qui sont insérés dans «l'économie de marché» et les autres...

D'autant plus que le roi-dollar est lié à la présence de touristes sur certains sites et qu'il s'ensuit nécessairement des mouvements de population très importants vers les lieux où l'argent est

si facile : La Havane a attiré entre 25 et 30.000 Cubains en deux ans... D'où de nouvelles dispositions permettant tout contrôle à tout moment de la Police cubaine et le renvoi sur le lieu de domicile du Cubain contrôlé. Les nouvelles dispositions ont été adoptées la veille du 1er mai.

La convocation pour le 5^e Congrès du Parti Communiste Cubain annonce un durcissement du contrôle économique : «livrons une bataille permanente contre le délit, les conduites anti-

tionnaire est d'abord un rappel incessant d'événements à commémorer. Les Comités de Défense se réunissent pour préparer l'organisation d'une fête, d'un défilé, d'une manifestation... Le jour fixé, les références sont surtout historiques et l'événement en lui-même permettra la fixation d'autres rendez-vous commémoratifs. Comme s'il n'importait que de se réunir pour mieux contrôler, sans espace de réflexion, sans temps de proposition.

Lyrisme incantatoire plaqué sur une réalité maussade

sociales, les indisciplines sociales, tout ce qui est étranger à nos principes».

L'exercice est difficile pour les dirigeants cubains : cette soupape de sûreté risque d'engendrer de telles tensions qu'elle peut être à l'origine du bouleversement du système.

Religion et idéologie à Cuba

Au-delà de l'aspect chaleureux du Cubain, qui est perçu extérieurement, il est difficile de pénétrer l'âme cubaine. Quelles références imprègnent l'esprit et le cœur des habitants de l'île ?

Nos rencontres avec des responsables locaux de C.D.R. (Comité de Défense de la Révolution) permettent d'affirmer que l'idéologie révolu-

Quant aux thèmes développés, ils se fondent essentiellement sur un discours patriotique et non marxiste-léniniste : José Martí est sans cesse présent, la légende du «Che» constamment rappelée. Les slogans viennent illustrer et appuyer cette profession de foi : *Vive la Patrie ! Vive le Peuple ! Arriba Cuba !*

Cette mobilisation conduit à nous interroger sur la portée des cours - obligatoires - de marxisme-léninisme, de l'école à l'Université. En réalité les professeurs dispensent un cours très codifié, très structuré et les épreuves obligatoires pour tout examen, du CAP de cuisinier au doctorat en médecine, se résument à quelques questions-types auxquelles les candidats doivent répondre par des réponses-types. C'est le jeu des questions-réponses et nos interlocuteurs nous ont affirmé qu'il était très facile

d'obtenir ainsi une excellente note, indépendamment de toute conviction.

Cet espace ainsi libéré dans la réalité peut-il profiter à la vie religieuse et notamment à l'Eglise catholique ? La réponse n'est pas évidente.

Il faut d'abord rappeler qu'à la chute de Batista, la pratique religieuse, était de l'ordre de 25 % et qu'actuellement elle se situe vers 0,5 %. Fidel Castro a rappelé dans deux livres «Fidel et la Religion» (de Frei Betto) et «Retrouvailles avec le Brésil» (éditions José Marti) que :

- «l'Eglise catholique était, au moment de la Révolution, l'Eglise des riches, des grands propriétaires terriens ;

- au moment de l'Indépendance, au 19e siècle, le clergé était, espagnol ou pro-espagnol, contre l'indépendance de Cuba ;

- l'enseignement religieux était destiné aux classes riches et qu'il était inculqué principalement à travers les écoles des classes privilégiées».

Castro souligne que «l'Eglise ne s'était jamais identifiée à la Révolution, qu'elle était restée tapie dans son coin en attendant que la Révolution soit en difficulté pour agir contre elle». D'où un divorce complet entre le système et l'Eglise.

Depuis deux ans, des signes d'ouverture peuvent être perçus :

- des églises sont réouvertes ;
- le Pape a été invité à la suite du voyage de Castro au Vatican ;
- des Cubains se rendent à l'église apparemment sans se sentir inquiétés ;
- des cercles catholiques de formation civique se réunissent, attirent de plus en plus de participants, sans déclencher de réactions négatives de l'Autorité Publique ;
- le cardinal archevêque de La Havane peut se déplacer librement dans l'île et à l'étranger alors qu'il a connu précédemment la prison.

Mais les problèmes ne sont pas pour autant réglés :

- il y a aujourd'hui environ 200 prêtres pour

une population de 11 millions de Cubains ;

- la déchristianisation a été menée de telle sorte que les jeunes générations sont étrangères à l'Eglise ; les «jeunesses communistes» ont reçu le monopole de l'encadrement des jeunes ;

- les Pouvoirs Publics autorisent librement à différents mouvements ou sectes comme s'ils préféreraient voir se développer le sentiment religieux en dehors de l'Eglise catholique ;

- les cultes africains sont encore vivaces et imprègnent l'âme collective - il faut d'ailleurs être baptisé pour pouvoir obtenir des responsabilités dans ces cultes ; c'est dire que le port extérieur de la Croix (de plus en plus développé) ne signifie pas forcément une adhésion aux principes de l'Eglise romaine mais peut-être aussi un signe d'appartenance aux cultes africains.

Le prochain voyage du pape est néanmoins attendu avec impatience par les Cubains. La plupart pensent que «le Saint Père saura toucher le cœur de Fidel» (expression entendue fréquemment). Les Pouvoirs Publics ont d'ailleurs décidé de restaurer la cathédrale de La Havane. Mais il est vrai aussi qu'une minorité est hostile à ce voyage dont elle redoute d'éventuelles conséquences en matière de politique intérieure (progrès dans les libertés, danger pour le monopole du Parti, voire mise en cause de la situation même de l'Etat...). Ces minoritaires en tirent argument pour dénoncer ces «dangers» et se réfèrent au précédent de l'Europe de l'Est...

*
* *

Plutôt que d'avancer sans précaution des conclusions, bornons-nous pour le moment à constater que les structures cubaines ne sont pas comparables aux autres, et que l'histoire reste à écrire... Ce qui fait, compte tenu de ces spécificités, tout l'intérêt de la question cubaine.

Gérard LAFFITTE

Jean-Marie Domenach

(1922-1997)

La disparition de Jean-Marie DOMENACH crée un grand vide à France-Forum où nos lecteurs retrouvaient très régulièrement sa signature, y compris dans notre dernier numéro, celui du quarantième anniversaire. Nous avons voulu, en hommage et en fidélité à sa mémoire, rassembler ici quelques textes susceptibles de rendre compte de la richesse de sa personnalité, de l'originalité et de la portée de son œuvre.

Avec l'autorisation de sa famille nous avons d'abord tenu à reproduire quelques-uns des témoignages de ses proches, lors des obsèques en l'église Saint-Germain de Châtenay-Malabry : de sa sœur, M^{me} Denise LALLICH-DOMENACH, de son fils Nicolas DOMENACH, de son ami le philosophe Paul RICŒUR. Le premier et le troisième, ont également été publiés par Esprit qui a consacré dans ses numéros d'août-septembre et d'octobre 1997 plusieurs articles et témoignages à celui qui fut son directeur, de 1957 - l'année même de la création de France-Forum - à 1976. La même revue se propose de publier ultérieurement un ensemble d'études sur son œuvre et collaborera, avec les éditions du Seuil, à l'organisation en juin 1998 d'un premier colloque par le CREA, fondé par Jean-Marie DOMENACH.

Ces témoignages sont suivis d'une étude de notre ami et collaborateur Bernard VOYENNE.

Enfin, comment ne pas conclure cette série en donnant, une fois encore, l'occasion de lire Jean-Marie DOMENACH. Suivent donc deux textes singulièrement révélateurs de sa personnalité et de ses convictions :

- la lettre émouvante qu'il avait adressée à Henri BOURBON qui lui avait demandé de reproduire dans le numéro 58 de France-Forum (juillet-août 1964) consacré à la Résistance et intitulé «La Résistance : un rendez-vous» quelques extraits de son livre, alors épuisé, sur le jeune et grand résistant Gilbert Dru, leur ami commun, fusillé en 1944, à Lyon, par les nazis, Gilbert Dru qui fut l'un des dédicataires posthumes du magnifique poème d'Aragon, La Rose et le Réséda : «Celui qui croyait au Ciel, Celui qui n'y croyait pas...» ;

- la conclusion du même livre, écrite pour une réédition, revue et complétée (Ed. Beauchesne, collection «Politiques et chrétiens», à paraître en octobre 1998) ;

- ainsi que l'analyse de son dernier livre «Regarder la France. Essai sur le malaise français» (éd. Perrin), à travers les regards croisés de deux jeunes collaborateurs de France-Forum, Christian SAVÈS et François AZAR.

DENISE LALLICH-DOMENACH

Jean, mon frère aîné, je ne peux pas te laisser partir sans rappeler ce que fut le début des combats qui jalonnèrent ta vie.

Dès juin 1940, après l'insupportable discours de Pétain annonçant l'armistice, tu écrivais : «d'abord l'humiliation, ensuite l'asservisse-

jeter le film antisémite *le Juif Süss*. Et tout cela avait un parfum d'espérance sinon de victoire. Ce n'était que la face visible de l'iceberg de la Résistance en train de se constituer mais elle avait bien son prix pour dégraisser les cervelles de l'époque.

Grâce à la tripe républicaine de notre père et à son esprit critique aiguisé, nous étions antinazis

ment». Tu avais dix-huit ans. En profonde complicité avec Gilbert Dru, ton ami de toujours, soutenu par tes professeurs de khâgne, puis en relation avec Stanislas Fumet et Emmanuel Mounier, tu t'es lancé dans la lutte. A Lyon, pendant cette année scolaire 1940-1941, tu as commencé par rédiger des tracts ; tu les as écrits à la main ; je le sais car j'en ai recopié et nous les avons distribués. Nous nous sommes retrouvés dès le 11 novembre 1940 pour chanter la Marseillaise autour de la statue de la République ; nous avons récidivé à d'autres dates symboliques et le 14 juillet 1942 fut une apothéose.

Tu as participé au chahut mémorable qui a empêché en 1941 le cinéma «La Scala» de pro-

avant même que la guerre ne nous mette face-à-face avec eux. Avec quelques camarades de la Jeunesse étudiante chrétienne dont Gilbert Dru et André Mandouze, vous avez lancé *les Cahiers de notre jeunesse*. Cette revue fut pour beaucoup de garçons et de filles un outil de réflexion important avant d'être interdit par la censure parce que vous appeliez à refuser le Service du travail obligatoire.

Quand le STO t'a requis, tu étais prêt à t'engager entièrement dans le combat pour la libération de ton pays. Grâce au comité inter-fac, tu as entraîné derrière toi beaucoup d'étudiants vers les maquis du Vercors où tu militais déjà avec l'école d'Uriage. Vous avez organisé les

équipes volantes qui se déplaçaient d'un camp à l'autre depuis le château de Murinais avec un grand souci de culture et d'éducation à la démocratie autant que de préparation militaire.

On sait ce que fut l'agonie du Vercors à laquelle tu as eu la chance d'échapper, ce qui t'a permis de participer aux combats de la Libération du côté de Castres en compagnie de Nicole, qui avait enfin pu te rejoindre.

Tu as écrit qu' «une expérience faite à vingt ans peut changer toute une vie». Je crois profondément que tu es resté fidèle à ton idéal de liberté, à ton souci de la responsabilité individuelle, à tout ce que tu avais engrangé pendant ton adolescence, pendant notre adolescence. Grâce à toi, nous savions, et beaucoup d'autres avec nous, que la liberté est un combat de tous les jours qui ne souffre pas de morte saison.

NICOLAS DOMENACH

Les grandes douleurs sont muettes. Comme me l'a dit mon fils Hugo, entre deux sanglots : «Il faudrait quand même que tu le fasses savoir, que c'était un drôle de zigoto». Un farceur, qui savait rire parce qu'il prenait la vie au tragique, un blagueur qui adorait les plaisanteries, les chardons dans les lits aussi bien que les batailles de pommes pourries. Sa dernière blague, c'est d'avoir gagné son cache-cache avec les médecins, qui comptaient le soigner, mais à qui il a réussi à échapper. Il a eu le dernier mot dans un éclair du cerveau.

Mon frère Jean-Luc l'a très bien dit : Jean-Marie est parti comme il a vécu, flamberge au vent. Et si nous pleurons sa disparition, nous ne regrettons pas sa mort. Ultime insurrection devant un inéluctable asservissement, un effroyable déclin. Tous les pères sont des aventuriers et des héros - il nous l'a assez répété. Mais celui-là l'était plus que d'autres. La preuve : à l'école, les professeurs ne cessaient de nous demander si nous étions les enfants de Domenach l'écrivain ou, plus souvent, de Domenech le joueur de rugby. Pour qu'il ait approché la célébrité d'un rugbyman international, il fallait qu'il soit quelque'un, papa.

J'ai eu la confirmation lors d'un réveil nocturne où je le découvris, immense, caparaçonné de cuir noir, coiffé de son casque, prêt à enfourcher sa BMW. Un Premier ministre, Michel Debré, avait appelé les républicains à s'opposer aux putschistes de l'Algérie française et à partir en nombre pour Orly, à pied, à cheval ou en voiture. Jean-Marie s'y est rendu à moto. Il a toujours été singulier. Au point de se retrouver seul à Orly. Les masses dormaient.

Heureusement, les factieux eurent la bonne idée de rester à Alger. Mais c'est comme si lui, mon père, les avait repoussés. Je piquais souvent son casque et ses gants, ainsi que sa baïonnette arrachée aux Allemands. Déguisé moi aussi en chevalier de la nuit, j'en ai fait reculer, comme lui, des armées ennemies.

Ce résistant ne pouvait être qu'un géant pour ses enfants, qui le voyaient dans son bureau occupé à des activités essentielles forcément puisque, lorsque nous faisions exprès de crier sous ses fenêtres, il bondissait dehors en brandissant la règle et nous pourchassait en criant «Taïaut, taïaut, sus aux saloupioux». La charge de la brigade légère, il adorait. Mais nous devons interrompre quelque chose d'important puisqu'il en sortait des livres. Or, à chaque publication, il nous réunissait pour verser à chacun une part de ses royalties. Il disait : «Mettez-vous sous la gouttière». Inutile de préciser que nous aurions aimé qu'il pleuve plus souvent et plus abondamment. Mais c'est pour avoir été de la sorte arrosés que nous apprîmes le respect que l'on doit à l'écrit !

D'autant que Jean-Marie ajoutait un rituel et vain : «Ne dépensez pas tout d'un coup». Avouons à ce propos que ce philosophe n'avait pas de très fortes notions d'économie. Il n'imaginait pas qu'on puisse vivre à découvert et souffrait qu'il y ait des valeurs qui puissent être cotées en Bourse. Il fallut attendre qu'un de ses autres fils, l'irréductible Vincent, trace son chemin dans la banque pour qu'il apprivoise la finance, jusqu'à en venir à écrire pour les entrepreneurs et les chefs d'entreprise.

Mais, à l'époque de notre enfance, Jean-Marie, en même temps que ses dons, nous dispensait également cette forte recommandation : il faut écrire pour se survivre. Et nous ne dou-

tions pas qu'il construisait quelque chose de magique susceptible de lui garantir l'immortalité. Avec un peu de pot, nous pourrions en profiter. Il nous fallait trouver nos mots à nous. Ces mots qui, pour lui, étaient sacrés. Il aimait en extraire les racines comme des dents de sagesse.

Connaître les mots, c'était une manière de rendre honneur aux morts, à tous ceux qui avaient fertilisé notre langue de leur sang. A chaque repas, l'un d'entre nous, le plus ignare, souvent moi, je le confesse, était désigné bizut dictionnaire, obligé, bien qu'affamé, d'aller chercher un gros Larousse dans lequel il fallait piocher et creuser comme dans la terre pour déterrer le passé d'un mot. On a râlé et pesté contre la corvée de dico, mais sans doute lui devons-nous pour partie, Jean-Luc et moi, de poursuivre cette aventure de l'écrit. Nous avons le même sang. Un sang d'encre.

Et cela ne saurait être propos en l'air. Car notre père pesait le poids des mots depuis la Résistance. Une époque, disait-il, où l'on ne s'exprimait pas impunément. Tant de ses camarades avaient été torturés, déportés, fusillés pour des mots. Ecrire était un risque qu'il prenait très au sérieux. Ce qui n'empêchait pas l'humour, au contraire. Ainsi adorait-il cette vieille histoire d'un mécréant parisien à la tête si dure qu'une paroisse s'était cotisée pour l'envoyer à Rome, dont il ne pouvait rentrer que converti. A son retour, il raconte le spectacle lamentable des cardinaux débauchés. Les paroissiens sont consternés, mais le mécréant ajoute : «Eh bien, je me suis converti. Je me suis dit qu'une Eglise qui vivait comme cela depuis des siècles devait avoir avec elle la grâce de Dieu pour durer...» Cette grâce, dont il était pénétré, n'empêchait pas qu'il fût exaspéré par tous les imposteurs qui, comme les imbéciles, militaient par la parole infatigablement. Il traquait l'imposture qui supplée à la foi, aussi bien que le prêt-à-penser et les dogmes qui assassinaient les libertés et les êtres humains. «Furax» n'était pas pour rien son feuilleton radio favori. Il n'était pas né rebelle. Mais c'est Munich qui l'a rendu enragé, comme il nous l'a si souvent raconté. Puis l'occupation, Vichy, le colonialisme, le totalitarisme, les mensonges idéologiques, la société de consommation. Au nom de l'homme, il n'a jamais désarmé, jamais abandonné le maquis ; il a simple-

ment changé de plomb, chargeant les moulins à vent de la pensée dominante, ne cessant de briser des lances et des plumes. Parfois désarçonné, il repartait toujours au combat. Car c'était un guerrier et un rouscailleur jusqu'à ses 75 rugissants, un cabochard, je vous le dis, difficile à vivre bien qu'il sût aussi aimer et se faire aimer.

L'amour qu'il a partagé avec notre mère pendant plus de cinquante-cinq ans en porte témoignage. Un homme est rarement grand tout seul : Jean-Marie savait ce qu'il devait à Nicole, tant d'affection dévouée, mais avec les yeux grands ouverts, elle qui les a si bleus que jamais il ne s'en est détaché. Elle fut de tous ses combats, mais elle a eu, elle a les siens. Sa vitalité résistante, ses feux de joie, nous les chérissons, comme les aimait Jean-Marie à qui les tièdes étaient insupportables, quitte à se brûler, à se retrouver isolé, lui qui vivait pour la fraternité. Mais pas au prix du mensonge.

Pas question de sacrifier ses convictions à sa situation. Il n'aimait les accommodements qu'à table, où il dévorait les mets avec autant d'appétit que ses ennemis. Il était sûr qu'il les verrait un jour arriver à ses côtés, abjurant leurs erreurs successives. L'orgueil généreux, il se préparait à accueillir tous ces renforts, même tardifs. Dois-je préciser que, parfois abandonné, il repartait toujours au front avec alacrité et qu'un de ses moments de bonheur fut ce jour où, ensemble, nous fûmes arrêtés lors d'une manifestation pour l'amélioration des conditions de vie des prisonniers. Nous bousculâmes quelque peu la maréchaussée et il en fut heureux. Il l'était encore lors de notre dernier déjeuner. Nous évoquions le livre qu'il préparait. Il savourait, en même temps qu'une morue à l'aïoli, le titre de son futur brûlot : Mémoires d'un réfractaire... Il riait des tours et des détours de son existence, que nous avions parfois du mal, il est vrai, à suivre, mais où lui voyait se dessiner la trace lumineuse de ce fil rouge que fut sa vie d'insurgé.

Il est mort sans avoir pu l'écrire. D'autres le feront peut-être pour lui. Alors je suis sûr que, si Dieu existe là-haut, il doit se faire sacrément enguirlander.

Tendez l'oreille, et vous entendrez l'écho de ses mots, ce grondement d'humanité qu'il avait

ainsi résumé : il faut vivre le plus intensément possible en faisant vivre le plus intensément possible.

PAUL RICŒUR

Il y a peu de mois, Jean-Marie Domenach et moi adressions nos adieux à Paul Fraisse, notre compagnon des «Murs blancs» et le président de l'association des Amis d'Emmanuel Mounier. Aujourd'hui, c'est à cet acolyte d'un jour de deuil qu'il est demandé d'adresser l'adieu des vivants. Mais cet adieu s'adresse à un homme qui fut un vivant d'un style peu commun. Sa biographie précoce est celle d'un combattant. Puis le jeune résistant devient le secrétaire d'Emmanuel Mounier jusqu'à la mort de celui-ci en 1950. Et c'est un directeur de revue combattant qu'il devient peu d'années plus tard. La revue *Esprit* lui doit non seulement d'avoir survécu à son fondateur, mais aussi d'avoir, à peu près seule au milieu de l'hécatombe des revues d'avant-garde du proche après-guerre, prospéré et rayonné. Dire la vérité sur les procès de Moscou, de Budapest et de Prague demandait

une résistance sans faille à l'intoxication, à l'intimidation, à la calomnie. Conduire les catholiques d'*Esprit* et de la mouvance démocrate-chrétienne de l'esprit d'hégémonie à l'humilité et à l'esprit de service, sans reniement d'identité, les aider à inventer la fierté d'un christianisme minoritaire dans une société désenchantée, - tout cela requérait une rare capacité d'affrontement. Oui, une capacité d'affrontement, voilà ce que Jean-Marie a démontré sa vie durant. Et il a poussé cette vertu jusqu'au courage de vivre à contretemps même parmi les siens. Entier, il l'était. Entier, c'est-à-dire intègre, intégral, non divisé. A peine avais-je appris la mort de notre ami que j'écrivais à Nicole que mon premier mouvement était de saluer son courage de vivre. Je pensais à Tillich, le grand théologien de la culture, à son «courage d'être».

Eh bien, mes amis, Nicole et tous les vôtres, enfants et petits-enfants, faites le deuil de votre époux, de votre père, de votre grand-père, avec le secours de ce courage de vivre qu'il vous lègue en testament vivant. C'est la part humaine du secours que nous, les survivants, sommes autorisés à recevoir et à transmettre au nom de celui qui n'est plus, mais qui fut, si courageux, si vivant.

Ouvrages de Jean-Marie Domenach

La Propagande politique, *PUF*, 1950 - Maurice Barrès, *Seuil*, 1954 - Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel, *ELF*, 1960 - Yougoslavie (en collaboration avec A. Pontault), *Seuil*, 1960 - Le Retour du tragique, *Seuil*, 1967 - Mounier par lui-même, *Seuil*, 1972 - Le Christianisme éclaté (en collaboration avec M. de Certeau), *Seuil*, 1975 - Le Sauvage et l'ordinateur, *Seuil*, 1976 - Ce que je crois, *Grasset*, 1978 - Enquête sur les idées contemporaines, *Seuil*, 1981 - Lettre à mes ennemis de classe, *Seuil*, 1984 - Approches de la modernité, *Ellipses*, 1986 - Des idées pour la politique, *Seuil*, 1988 - Ce qu'il faut enseigner, *Seuil*, 1989 - Europe : le défi culturel, *La Découverte*, 1990 - A temps et à contretemps, *SPI*, 1991 - Une morale sans moralisme, *Flammarion*, 1992 - La Responsabilité, *Hatier*, 1993 - Le Crépuscule de la culture française, *Plon*, 1995 - Regarder la France, *Perrin*, 1997.

Jean-Marie Domenach, l'insoumis lucide

par Bernard VOYENNE

Un quart d'enthousiasme, un quart de grogne, un quart de courage et un grand quart de lucidité : tel était à peu près le mélange détonant qui alimentait en énergie notre ami Jean-Marie Domenach. Mobilisé par tous les combats du demi-siècle, il s'est tenu de préférence aux avant-postes en y affirmant sans peur ses identités conjointes de chrétien, de Français et d'Européen. Le continuateur de Mounier, l'essayiste dérangeant, le traceur de chemins parmi la confusion des idées comme à travers les broussailles de ses chères montagnes du Cézallier, nous a quittés. Du moins était-ce en ferrailant encore, et après avoir dit l'essentiel de ce qu'il avait à dire.

Ce petit gabarit tenait beaucoup de place. Pas seulement au milieu des siens et du vaste cercle de ses amis mais dans la cohorte plus restreinte des citoyens exemplaires, où les représentants de sa famille de pensée se font hélas ! de plus en plus rares. Lui qui n'avait pas craint d'écrire, mi-jubilant, mi-goguenard : *« Il faut être brouillé avec beaucoup de gens, si l'on veut rester fidèle à l'essentiel de ce qu'on croit »*, n'a jamais attaqué qu'à visage découvert. S'il a pu se tromper d'alliés, ce ne fut jamais sur l'adversaire.

Très jeune les contraintes de l'histoire l'ont jeté dans l'arène, lui désignant l'ennemi en toute clarté. De l'extérieur où à l'intérieur, celui-ci avait le même visage du déshonneur et de l'imposture en se masquant sous les traits du bon apôtre. Aux prétendues contraintes de la nécessité, Jean-Marie a d'emblée refusé de sacrifier et ne s'en est jamais dédit. Respectueux des lois et

même des usages, il fut le plus imprudent des insoumis chaque fois que la double et indissociable prescription du cœur et de la raison le lui commandait. Nulle considération, surtout pas les conseils des sages et des prudents, ne l'eussent amené à reculer. De là venait son inépuisable faculté d'indignation. Et, plus profondément encore, les engagements qui furent l'honneur de sa vie. Même si, avec la même sincérité, il en a regretté quelques-uns.

*
**

Né à Lyon, dont il conservait une pointe d'intonation et la tête de bois du vrai *gone*, Domenach appartenait à une nombreuse famille, pratiquante et patriote, où le mot de tradition avait encore un sens. De cette origine bourgeoise et provinciale il ne se flattait ni ne s'excusait, la tenant pour un donné non pas contingent mais façonnable. Ainsi également de sa première éducation chez les jésuites, dont il fut un excellent élève si l'on en juge par la solide culture classique dont l'empreinte se lit dans le moindre de ses écrits.

Formation qui l'amena, après un baccalauréat passé très tôt, à la «khâgne» du Lycée du Parc où aurait dû normalement prendre racine une carrière toute tracée d'enseignant. C'est dans cette classe préparatoire à Normale qu'il eut, entre autres, pour condisciples le futur théoricien marxiste Louis Althusser (alors ardent «tala») ainsi que Pierre Moussa qui, devenu banquier, refusera de céder aux ukases du pouvoir. Leur professeur de philosophie était Jean

Lacroix, l'un des premiers compagnons de Mounier à *Esprit*. Rencontre qui influencera de façon décisive l'avenir de celui qui était encore incertain de son orientation.

Selon son propre témoignage, Jean-Marie est à cette époque «*encore un adolescent patriote, nourri des récits de la Grande Guerre*». Son premier maître fut Barrès, empreinte qu'il se refusera toujours à renier alors même qu'elle sera bientôt dépassée.

Le choc de Munich l'ouvre à ce que l'on appelle «la politique», mais qui sera d'emblée pour lui une incarnation de la pensée et une morale de l'action. «*En un instant, écrit-il, j'aperçus l'image monstrueuse du nationalisme que je portais en moi s'inversant en haine du peuple, en violence brute - tout le contraire de l'idée que je me faisais de la France. Désormais mon parti était pris et je ne l'ai plus quitté.*» Pourtant, si la honte munichoise fut le point de départ de sa conscience d'adulte, l'écrasement de 40 porta à une sorte de paroxysme sa fibre patriotique en le plaçant avec toute sa génération devant un choix inéluctable.

A 18 ans, Domenach est entré en résistance. Militant de la JEC, c'est dans ce cadre que vont d'abord s'inscrire des actes dont il ignore encore les prolongements. La lecture de Péguy devient plus que sa nourriture, un viatique pour le grand voyage entrepris dans la nuit de l'Occupation vers un accomplissement qui sera peut-être la mort mais du moins sans s'être résigné. Avec André Mandouze, avec son ami Gilbert Dru - assassiné par la Gestapo à la veille de la Libération - le jeune khâgneux fonde et anime les *Cahiers de notre jeunesse* («au titre doublement péguyste», remarque justement Jean Bastaire), où il écrit sur le même Péguy son premier article. La revue est interdite par Vichy. Peu après ses rédacteurs lancent une protestation contre les évêques qui conseillent aux étudiants chrétiens de ne pas se soustraire au Service du travail obligatoire, sous prétexte de rester solidaires des autres jeunes.

Ne voyant encore que confusément la route à prendre, le jéciste en rupture de ban trouve pour quelque temps asile dans cette étrange institution, à la fois maréchaliste et anti-allemande, que fut l'Ecole des cadres d'Uriage. Il suit en

cela l'incitation de son ancien professeur Jean Lacroix et d'autres incontestables résistants, qui croient encore pouvoir jouer sur l'ambiguïté vichyssoise. Ce point a fait l'objet de controverses toujours récurrentes. Contentons-nous ici d'attester que Domenach, tout en reconnaissant son peu d'expérience à cette époque, n'a jamais dissimulé les acquis de ce court passage à Uriage, se portant garant du patriotisme des dirigeants de l'école. En particulier du «grand chef», Dunoyer de Segonzac, auquel il conservait un attachement nuancé d'affectueuse ironie.

De fait, après la dissolution de l'Ecole d'Uriage à la fin de 1942 sur ordre de Laval, animateurs et stagiaires passent à peu près en bloc au maquis. En ce qui le concerne, Domenach est dirigé vers le Vercors où il fait partie des «équipes d'animation», initiative originale dont la tâche était d'organiser des veillées à la fois culturelles et divertissantes dans des groupes isolés. Cet enseignement itinérant autant qu'insolite a joué, aimait-il à rappeler, un grand rôle dans son propre apprentissage.

Ayant échappé par miracle à l'encercllement des troupes allemandes et aux massacres qui l'accompagnèrent, le conférencier-maquisard rejoint par des chemins détournés la région de Castres. Là, au sein d'une troupe d'éclaireurs israélites rencontrée par hasard, il participe aux combats de la Libération. C'est aussi dans ces circonstances qu'il retrouve l'agent de liaison Nicole Flory, étudiante en lettres avec laquelle il était fiancé depuis 1942 et qui sera jusqu'au bout et en tout la compagne de sa vie.

*
**

Une période est close. A 23 ans Jean-Marie pouvait envisager de reprendre ses études interrompues, avec pour objectif une honorable chaire de professeur. Après les exaltantes et tragiques aventures qu'il venait de vivre, cette ligne tracée ne le tente guère. Sans hésiter donc, et bien que cette «situation» fût apparemment modeste, il accepte l'offre faite par Mounier de venir l'aider comme secrétaire de rédaction à la revue personnaliste *Esprit*, dont la réputation ne se faisait pas sans peine.

Décision que toutes les années antérieures de la vie de Domenach préparaient. Son engagement chrétien, en rupture avec les compromissions d'une religion de façade ou d'intérêt. Ses rencontres dès les années de lycée avec des religieux et des laïcs qui préparaient déjà la rénovation de l'Église, continuateurs de Léon Bloy et de Maritain mais aussi du *Sillon* de Marc Sangnier. Ses maîtres de prédilection enfin, Péguy en tête qui, aussitôt découvert, accomplira ce que les lectures de l'adolescence n'avaient fait que pressentir ; également Bernanos, celui des *Grands cimetières*, dévoré l'année de ses seize ans. Sa fidélité enfin au serment fait aux camarades de combat qu'ils ne seront pas morts pour rien. Et surtout, derrière tout cela, le pressentiment d'une vocation unissant la pensée à l'action «*sur le double front de la culture et de la politique*». Cela dans le refus de tout carriérisme, particulièrement s'il devait se couvrir de l'arrogance du parti intellectuel ou de la grande peur des bien-pensants.

Le travail aux côtés de Mounier fut rude, extrêmement enrichissant et de brève durée. Le fondateur d'*Esprit* devait en effet mourir subitement en 1950, quatre ans seulement après que Jean-Marie fût devenu son collaborateur. A peine commencée et sans avoir pu tenir toutes ses promesses, l'œuvre commune fondée sur l'amitié et beaucoup plus encore était dramatiquement interrompue. En attendant que fut trouvée une solution, Domenach - encore trop jeune pour assumer en titre la direction de la revue - se trouvait aux prises avec les complications morales et matérielles que cette charge comportait.

Il ne faut pas passer sous silence, puisqu'aussi bien Domenach s'en est largement expliqué par la suite, que non seulement *Esprit* mais la quasi-totalité du christianisme «de gauche» traversait alors une crise à laquelle les déchirements de Mounier lui-même n'avaient pas été étrangers. Pour comprendre sans le justifier ce qui peut choquer aujourd'hui, on doit se souvenir que ces années sont celles de la guerre froide avec toutes les simplifications qu'elle entraîne, de la sinistre division du monde par un rideau de fer et, en France, du début des guerres coloniales. Quel parti prendre pour ceux qui refusent de s'inféoder à l'un ou l'autre camp,

sans renoncer pour autant à participer aux luttes de leur époque ?

Ils sont au rouet. Mal à l'aise dans les ruses politiciennes, et d'ailleurs les méprisant, Mounier avait disparu au moment même où son refus de prendre parti le conduisait à s'inféoder malgré lui à un parti. Sans avoir jamais rien concédé aux horreurs (encore mal mesurées) du stalinisme, il fut néanmoins amené à transiger avec lui, au nom de la dialectique manichéenne - si étrangère pourtant à ses principes - selon laquelle «les ennemis de nos ennemis sont nos amis». Autrement dit, et en simplifiant, à fermer les yeux sur l'impérialisme soviétique pour rester en phase avec ceux qui luttèrent contre l'impérialisme américain. Ce généreux souci de ne pas «se couper de la classe ouvrière» - autre formule alors en vogue - devait conduire sur le plan national à des rapprochements où les dupes furent toujours du même côté. C'est aussi la raison profonde pour laquelle l'équipe d'*Esprit* a tourné le dos aux premiers efforts d'unification européenne, qui étaient pourtant l'unique espoir de sortir de ces contradictions. Plusieurs de ceux qui avaient alors été aveuglés, dont notre ami, l'ont reconnu par la suite avec un beau courage intellectuel.

Sur le moment l'impétuosité de son tempérament et la candeur de la jeunesse ont conduit Domenach à partager les illusions, pour ne pas dire les connivences, qui lui firent faire avec le Mouvement de la paix et autres camouflages du Parti Communiste un peu plus qu'un bout de chemin. Bien après, les yeux ouverts grâce en grande partie à la découverte de Soljenitsyne, il dénoncera «*le formidable assaut des bons sentiments progressistes*» dont lui-même et quelques autres avaient été victimes.

Mieux : Jean-Marie ne se contentera pas de faire amende honorable mais a entrepris un réexamen complet de ses positions, qui fera grand bruit auprès de ceux dont il est alors l'un des guides. Vacciné à jamais contre les suites mortifères des alliances contre nature, il n'en est que plus libre pour mener les luttes contre le colonialisme auquel, en ces années où le drame algérien menace de diviser la nation, une priorité est inévitablement accordée. Ses critiques, visant aussi bien les aveuglements de la droite que les impuissances de la gauche, ont déjà pour

effet de la rendre suspect à l'un et l'autre camp. Ce dont, nous le savons, il ne se souciait guère. D'aucuns diront, pas assez.

*
* *

Non sans peine un successeur pour diriger *Esprit* fut trouvé à Emmanuel Mounier en la personne d'Albert Béguin, homme d'une grande culture et de haute spiritualité mais qui n'avait ni la santé ni toutes les qualités nécessaires pour assumer ce fardeau. Au près de lui, Domenach fut le gardien de la maison et l'exécutant inlassable des multiples tâches que cela comportait, avec le titre amplement mérité de rédacteur en chef. D'ailleurs, peu après cette désignation, Béguin mourut, lui aussi prématurément. De sorte qu'à 35 ans, celui sans lequel l'entreprise aurait peut-être dévié si ce n'est sombré, devient directeur en titre. Non sans débats, d'ailleurs, au sein du groupe vieillissant des anciens compagnons de Mounier.

Ce poste directorial n'était pas, loin s'en faut, une sinécure. Ceux qui l'imagineraient, du moins à *Esprit*, comme une sorte de magistère idéologique et littéraire exercé à partir d'un confortable fauteuil se tromperaient du tout au tout. La revue avec ses prolongements est une véritable place publique, où se croisent personnalités et tendances diverses, quand ce n'est pas opposées. Elle connaît en outre de sérieuses et permanentes difficultés matérielles. Orchestrer ces dissonances, en maîtriser la richesse, s'informer des courants significatifs dans le pays et le monde, créer et entretenir un réseau de contacts extérieurs, suivre chaque ligne des textes publiés, sortir à l'heure et assurer le suivi d'un numéro en préparant les suivants parfois à très long terme, tout cela exige des capacités et une somme de travail peu communes. Presque seul au début, Domenach y fera face pendant vingt années. En maintenant le cap fixé mais aussi en opérant - s'il le fallait contre les oppositions internes ou externes - les évolutions et redressements indispensables.

Pourtant ces besognes rédactionnelles, même prises au sens le plus large, n'étaient qu'une part de la conduite d'une revue si particulière pour ne pas dire unique en son genre. Sous Mounier

déjà, et au moins autant avec Domenach en raison d'effets croisés, *Esprit* est plus ou moins devenue une succursale de la Ligue des Droits de l'homme et de la Croix Rouge réunies, voire de l'Agence Cook ! De l'Ouest comme de l'Est affluent appels et sollicitations, quand ce n'étaient pas les victimes de tous les ostracismes de la terre qui débarquaient inopinément pour demander de l'aide. Le directeur devait alors se faire redresseur de torts, assistant social et porte-voix au service des causes les plus variées et de quémandeurs inégalement recommandables. Ayant usé ses jours et ses soirées, au détriment de sa vie personnelle et familiale, pour tenter de résoudre des cas insolubles, Jean-Marie en parlait peu, ou même affectait de tenir cette part de sa vie pour annexe, sinon négligeable. Peu nombreux sont ceux qui ont soupçonné le temps qu'elle lui a coûté et combien elle a pu être harassante.

Appelé en outre une ou plusieurs fois par semaine à «prêcher», selon son expression, sur à peu près n'importe quel sujet et aux quatre coins de l'horizon, l'essayiste a dû pendant ces années sacrifier presque entièrement ses propres travaux. Certes il écrivait, et même énormément. Mais ces éditoriaux ou contributions multiples étaient fugitifs, comme tout journalisme, et ne pouvaient satisfaire entièrement son aspiration à produire des œuvres achevées. En 1967, arraché à ses veilles, paraît néanmoins un premier livre d'importance, *Le Retour du tragique (Seuil)*, dans lequel est annoncé le temps où la mort des idéologies ne laissera plus d'autre issue que le risque personnel. Avec la fin des certitudes confortables et des causes entendues, ce sera le signal d'une nouvelle résistance non plus héroïque mais tristement quotidienne. Avec trente ans d'avance était prévue la solitude qui sera la sienne face à la «pensée unique».

Dès ce moment les distances sont prises avec le discours des politiques, qui s'autorise à tout dire pourvu que cela serve le clan. Amorce de l'engrenage totalitaire, dont même s'approcher est un danger mortel. Comme libéré des silences qui l'étouffaient, mais non d'une fraternité qu'il se refuse à briser, Domenach est spécialement vigilant lorsqu'il s'agit de ceux dont il partage l'idéal. Parce que le cynisme maquillé de grands principes est le plus odieux. Appartenant par

toutes ses fibres à la double lignée de l'Évangile et de la Déclaration des droits de l'Homme, ce patriote teinté de jacobinisme n'est pas loin de la confondre avec la France elle-même. C'est pourquoi il n'admet d'elle aucun détournement, pas même l'ombre d'une infidélité.

Commencée avec la mise en lumière du chantage à l'unité, qui pendant près d'un quart de siècle avait dissimulé le Goulag pour ne pas désespérer Billancourt, la rupture éclatera sur les moyens de mettre fin à la guerre d'Algérie. Autant et avant bien d'autres, *Esprit* avait montré l'enchaînement d'erreurs et de crimes qui conduisait à sacrifier une génération dans les combats douteux des Aurès. Mais, à la différence de la plupart de ses amis, le directeur de la revue comprit très tôt que de Gaulle était le seul à pouvoir arrêter le désastre. N'engageant que lui-même, cette conviction l'amène à se compter dès 1958 parmi les «gaullistes de gauche», terme peut-être mal choisi mais clair. L'objectif est celui d'un rassemblement de tous les partis, hormis les communistes, autour de l'homme du 18 juin, pour qu'une paix honorable mette fin au conflit dans lequel se détruisent un peu plus chaque jour la substance et l'âme du pays. Ce qui se réalisera, d'ailleurs, au moins dans un premier temps.

Début d'une lutte inégale avec François Mitterrand, entamée aussitôt après la parution du pamphlet *Le Coup d'Etat permanent*. Voilant ses ambitions électorales derrière le procès fait à la dictature, le maître tacticien y amorce le long cheminement qui le conduira à mettre le Général en ballottage, puis l'installera à sa place. Aux Assises du socialisme en 1974, où il est encore invité, Domenach s'oppose à cette tromperie sur la marchandise et claque la porte. Venant d'un autre, ce choc frontal eût été tenu pour négligeable. Il va susciter pourtant chez l'offensé une tenace rancune, condamnant du même coup aux gémonies celui qui avait osé critiquer l'infailible rassembleur. Dix ans plus tard, ce combat de David contre Goliath se poursuivra, sous le mitterrandisme triomphant, par une *Lettre ouverte à mes ennemis de classe*, (1984) plus désolée qu'amère. L'ironie du titre a achevé de scandaliser les courtisans, à supposer

qu'elle ait été comprise.

Après avoir été pour beaucoup, et à son corps défendant, le parangon de l'intellectuel de gauche, notre ami a-t-il «viré à droite» comme le prétendent ceux qui aiment les formules toutes-faites ? Assurément sa pensée, exigeante et même inquiète à l'égard de soi, a évolué. Heureusement ! Mais, au cours de la même durée, la gauche s'est transformée bien davantage, sans que d'aucuns lui en fassent grief. Si Domenach a changé, ce fut toujours en vue d'aller plus profond dans ses certitudes, non pour les abandonner. Que l'on relise sous l'éclairage de ce que nous savons maintenant ses écrits récents, où d'ailleurs la politique n'occupe pas la première place, on y verra plus de clairvoyance que de rancœur. Tout au plus se fait jour une liberté de ton qui, l'âge venu, se régale à briser les idoles. C'est la sincérité intrépide du sage.

Ceux qui l'accusent de les avoir trahis trouveront chez lui, s'ils sont honnêtes, davantage de tendresse déçue que d'agressivité. En effet, puisque la corruption la plus affligeante est celle des meilleurs, s'en prendre aux défaillances est le contraire du reniement. C'est parce qu'il aurait voulu la gauche irréprochable que Domenach la fustige. Sans doute, dans les dernières années, le mot «socialiste» n'apparaît le plus souvent sous sa plume qu'en mauvaise part, mais cela ne signifie pas qu'il ait renoncé à combattre pour plus de justice et d'égalité. Prendre ses distances avec des divisions périmées n'est pas changer de camp, encore moins remettre en cause ses convictions essentielles. Il suffira de rappeler l'intérêt que cet esprit toujours aux aguets portait aux utopies créatrices d'un Ivan Illitch, ou son précoce et indéfectible soutien à «Solidarnosc» comme à tout ce qui lui paraissait porteur d'avenir.

Revenu certes de bien des choses, comme tous les éclopés de ce siècle impitoyable, à aucun moment la tentation de l'à quoi bon n'a pris sur lui le dessus. Ce soldat admettait d'être vaincu, voire lâché, en aucun cas de se rendre. Et si le découragement a pu l'effleurer, rageusement l'esprit de bravade qu'il prétendait *cum grano salis* tenir de son ancêtre le chef gaulois Dumnac, l'a sauvé d'y succomber.

*
* *

A la fin de 1976, après trente années d'une présence permanente, le directeur d'*Esprit* se retira de son plein gré, confiant la barre à Paul Thibaud qui était déjà son proche collaborateur. On a, bien entendu, épilogué sur ce brusque départ, qui pouvait sinon apparaître comme un désaveu du moins révéler une lassitude. Tenons-nous en à l'explication donnée par l'intéressé, puisque rien n'est venu la mettre en doute. A 54 ans, et bien que ses forces intellectuelles fussent non seulement intactes mais sur bien des aspects rajeunies, le chef de bord a estimé que le moment était venu de s'effacer pour laisser la place à la génération qui assurerait la relève. C'était d'ailleurs bien dans sa manière et exclut de ce fait toute autre hypothèse.

Avec un désintéressement confinant à l'insouciance, celui qui venait ainsi de rompre les liens en évitant la cassure; n'avait en rien assuré ses arrières. Il ne disposait pour revenu régulier que du maigre pourcentage lui revenant, en contrepartie du travail pourtant considérable de direction des «Collections Esprit» au Seuil. La notoriété, du moins la sienne, lui fut alors plutôt un obstacle dans la recherche d'une occupation rétribuée. Il put cependant, dans un premier temps, mettre son expérience et son réseau de relations au service de l'Institut national de l'audiovisuel. Enfin, par suite d'heureuses rencontres, l'ancien khâgneux se trouva à même de satisfaire après un demi-siècle la vocation d'enseignant que, d'une certaine façon, il n'avait jamais cessé d'exercer.

Ce fut d'abord au Centre de formation des journalistes où il assura en Deuxième année une formation générale taillée à sa mesure. Puis à l'Ecole Polytechnique, comme responsable du département des Sciences sociales récemment créé. Nouvelle vie à laquelle cet activiste se donne à plein, ainsi qu'il le faisait pour tout. Au second de ces postes particulièrement, dans un cadre auquel en tant que «fana mili» il était loin d'être insensible, le professeur Domenach multiplia les initiatives et se donna avec ferveur à ses étudiants, en en recevant aussi de grandes satisfactions.

Après son départ d'*Esprit*, celui qui s'est

décrit comme «un militant né», se retira quelque peu de l'action. Sans abandonner le Groupe d'information sur les prisons, dont il avait été le fondateur avec Pierre Vidal-Naquet et Michel Foucault, ni d'autres des nombreux mouvements auxquels il s'intéressait ; son rôle civique s'est alors plutôt poursuivi par l'écrit. Notamment avec une collaboration régulière à *La France catholique*, où il prit la suite de son ami Pierre Emmanuel. Mais également dans *France-Forum*, revue à laquelle, en dépit des lances rompues jadis avec le mouvement républicain populaire, il apporta, en plus de nombreux articles, une précieuse vigilance.

Cependant, comme pour prendre sa revanche sur tant d'années vouées aux autres, l'écrivain Domenach s'est alors épanoui avec jubilation dans son œuvre personnelle. Parallèlement aux tâches d'enseignement, et en liaison étroite avec elles, une véritable frénésie d'écriture a produit en quelques années plus de dix ouvrages. Se succédant sur des sujets divers, cette production accélérée donne le sentiment d'une urgence qui ne laisserait peut-être pas le temps de tout accomplir.

Le dernier de ces livres est paru peu de jours avant sa mort, survenue brutalement le 5 juillet dernier. Sous une couverture montrant une Marianne inquiète, scrutant presque douloureusement le futur, ces pages dont on trouvera ci-après l'analyse ont pour titre *Regarder la France. Essai sur le malaise français*. C'était peut-être l'œuvre à laquelle le maquisard du Vercors tenait le plus, celle en tout cas qu'il méditait depuis cette époque.

Mort la plume à la main, comme un preux avec son épée, ce chaleureux, ce colérique, cet indigné permanent ne sera jamais en repos même dans l'au-delà. «*Quand je récapitule ma vie depuis mon adolescence, a-t-il confessé dans un écrit déjà ancien mais toujours proche, j'y vois ce fil continu : vivre le plus intensément possible, en faisant vivre le plus intensément possible*» (*Ce que je crois*, Grasset, 1978, p. 48). S'il est vrai, comme on l'a dit, qu'une vie réussie est un rêve d'adolescent réalisé dans l'âge mûr, peu autant que la sienne auront été conformes à ce programme.

Bernard VOYENNE

Celui qui croyait au ciel

par Jean-Marie DOMENACH

Mon cher Bourbon,

Tu as bien voulu me demander l'autorisation de reproduire de larges extraits de mon petit livre sur Gilbert Dru, livre aujourd'hui épuisé. C'était une précaution inutile. Ces pages ne m'appartiennent pas. Elles sont à toi, comme à tous ceux qui ont connu Gilbert Dru - à toi qui étais l'un des responsables des *Cahiers de notre Jeunesse*, et qui eus l'occasion de parler avec lui sur ces bas-ports du Rhône où l'on était sûr que personne ne pourrait nous entendre.

Elles sont également à tous ceux qui voudront bien les lire, et je te remercie d'avoir ainsi donné à ce témoignage oublié une chance, vingt ans plus tard, de toucher des garçons de vingt ans, qui comprendront que nous ne sommes pas des anciens combattants, et qui peut-être verront en nous des frères. Dans cette société vulgaire et bruyante, où tout se publie, où chaque mois, chaque jour, quelque vacarme nouveau s'installe sur le devant de la scène, il me semble que les phrases que Gilbert m'écrivait restent intactes, et je m'émerveille, à les relire, que rien ne les ait flétries. Oui, à quelle profondeur tout cela s'enracinait ! Que d'espérance, que de foi, que d'amour ! Dru n'était pas un « moderne ». Il tenait à sa terre, à sa paroisse. Et pourtant il était profondément démocrate. Il tenait à notre République par des attaches simples et rudes. La vague fasciste et antisémite ne l'avait absolument pas touché, à la différence de tant de garçons dans ce collège jésuite où nous fîmes nos classes ensemble depuis l'âge de douze ans. Il ne fréquentait pas les mauvaises idées, même pour jouer avec. Il était pur, entier. Fils de Péguy. J'avais contribué à le lui faire connaître, de même que c'est lui qui, en 1938, me fit lire pour la première fois Mounier.

Mais voilà que je retourne aux souvenirs. Nous avons passé quarante ans, mon cher

Bourbon, mais ce n'est pas encore l'âge de nous attendrir sur nous-mêmes. Tout ce bruit, ces discours, ces drapeaux qui vont entourer l'anniversaire de la Libération ne me rassurent pas. Les vivants se justifient surnoisement d'avoir survécu. On procède aux sacrifices propitiatoires. Mais nos fidélités ne sont pas épuisées. Il reste tant à faire au nom de ce que nous avons voulu faire ! Du moins n'est-ce pas une statue que tu dresses en ce numéro. Des mots transmettent un message dont chacun pourra juger quelle est encore sa part de vie. Car c'est contre cette tentation que nous devons nous défendre : nous raccrocher à notre passé, ressasser les moments où l'espérance nous soudait comme un seul corps et une seule âme. Et, ayant vécu cela, ne plus voir dans notre présent qu'une dégénérescence fade.

A vrai dire, si notre génération fut convoquée par l'histoire, on comprend, en lisant Dru, que de telles rencontres ne sont pas fortuites. Le ton de la Résistance, on le trouve déjà dans ses lettres de la drôle de guerre ; déjà, il pressentait l'époque de la trahison, et celle du sacrifice. C'est en décembre 1939 qu'il m'écrivait : « Je songe avec joie que dans la désertion qui déjà s'annonce dans le corps intellectuel, nous serons quelques-uns et assez nombreux, unis avec ceux qui auront offert leur vie en sachant pourquoi, fidèles à notre mission, prêts à faire face à des responsabilités vraiment énormes. Notre vie aura un sens. » Il avait dix-neuf ans, mais la responsabilité ne lui faisait pas peur. Je retrouve encore cette phrase de lui, si instructive dans son apparente contradiction : « Il faut se jeter dans la mêlée, à sa place et en tête ». A sa place parce qu'on est un fantassin et qu'on a le sens de la discipline, mais ce sera en tête, qu'on le veuille ou non, parce que le Maréchal aura capitulé, parce que les chefs auront fui, et qu'il

ne restera plus que cette bande aux mains nues qui cherche désespérément des armes pour se battre.

«Que notre souci essentiel soit d'être à la mesure de l'inconnu qui nous attend». Est-ce l'illusion rétrospective dont je me défendais tout à l'heure ? Il me semble que ce souci n'est guère partagé autour de nous par des garçons qui croient savoir exactement ce qui les attend, et qui se précipitent, avec beaucoup de sérieux et de zèle, vers la place, le rôle, le métier que la société leur assigne. Là est sans doute la grande différence entre ce qu'ils sont et ce que nous étions, dans un monde fragile et secoué, dont nous attendions continuellement l'explosion. Il ne s'agit point de peser les mérites. Et d'ailleurs n'y en a-t-il pas davantage à prendre des risques dans une société vouée à la richesse et au confort ? Mais on peut se demander, vingt ans après, si cette disponibilité, cette ferveur ouverte à l'événement touchent encore des fibres profondes dans une jeunesse happée par le besoin de consommer, de se loger et de se divertir.

Pourtant, que valent ces sécurités dont on est si convaincu ? Il faut le rappeler inlassablement parce que nous l'avons vécu. Du milieu de l'Europe chrétienne une barbarie que des païens n'avaient pas imaginée précipita des masses de jeunes hommes dans un délire de feu et de sang. Six millions de juifs furent assassinés en terre de chrétienté, tandis que les puissances temporelles et spirituelles, les autorités de la politique, de la culture, de la religion et des affaires, s'inclinaient ou se taisaient, à quelques exceptions près. Nous avons traversé ce scandale et nous n'en guérirons jamais plus. Nous n'avons qu'une expérience à vous communiquer, à vous, jeunes de 1964, c'est celle de la lâcheté. Laissez donc en paix notre histoire, laissez ce qu'on appelle notre courage. Les hommes ont peur, et nous avons eu peur avec eux. Les hommes sont prêts à sacrifier l'humanité pour sauver leur petite institution, leur petite peau, leur petite âme. Puissions-nous au moins vous transmettre notre inquiétude comme une maladie ! La barbarie est toujours tapie au milieu de nous ; nous l'avons bien vue, il n'y a pas si longtemps, s'essayer dans les salles de torture, et jusque dans

nos rues. Pour le moment, elle se tient tranquille, elle roule auto, elle s'engraisse. Mais elle est là. Aucun régime, aucun chef, aucune Eglise ne protège les hommes contre eux-mêmes, et le seul antidote efficace à l'avilissement, c'est le «à sa place et en tête» du jeune chrétien combattant, auquel répondit, pour moi, il y a cinq ans, le refus d'obéissance qu'opposait le sous-lieutenant Jean Le Meur à des ordres indignes : «En toute circonstance, c'est l'exécutant qui décide».

Ainsi emportons-nous, de notre jeunesse, quelques mots mêlés à quelques visages. C'est ce qui ne change pas dans un monde où tout change si vite. Nos fidélités. Nous les avons choisies sans bien savoir, et elles nous tiennent maintenant. N'en faisons pas une propriété, une distinction. Ecoutons-les.

Pour nous, mon cher Bourbon, il ne s'agit pas vraiment d'un anniversaire. Ça continue. Autrement. Enfin nous essayons de continuer. Et pourtant, en cet été de 1964, il faut admettre que quelque chose a eu lieu, il y a vingt ans, sur quoi nous ne pouvons plus revenir, à quoi nous ne pouvons rien ajouter. Sa mort, de la manière dont il est mort, achevant une vie de vingt-quatre ans. Dès lors ses paroles, qui grâce à toi vont franchir un nouveau seuil, prenaient le son définitif et la grandeur que donne au langage prophétique le sacrifice accepté. Dès lors ses paroles nous engageaient dans une bataille interminable, décourageante, mais la seule qui vaille la peine d'être menée sans repos : «Que sera notre vie, si elle n'est pas jusqu'au bout une protestation passionnée contre le mensonge ?»

Jean-Marie DOMENACH

France-Forum - n° 58 Juillet-Août 1964

PORTRAIT DE GILBERT DRU

Qu'on ne s'arrête pas à sa photographie. Elle ferait de lui un visage à jamais fixé dans cette atroce transparence qu'ont les images de ceux qui sont morts.

Il était autre chose. D'une vie, d'une intensité de vie que rien ne saurait rendre, sous des aspects extraordinairement concentrés. La placidité de sa physionomie, sa voix un peu traî-

nante, mais qui s'enflait parfois en de brusques colères, le visage méditatif souvent penché vers la terre, les gestes souvent empruntés, une allure de timide et de têtu, quelque chose d'un peu paysan, avec un front dégarni d'intellectuel, c'était le masque et c'était aussi l'expression d'une âme qui fut toujours plus ardente jusqu'à la mort.

Cette gaucherie, sur laquelle butaient quelquefois ceux qui le connaissaient mal, était, je crois, le témoignage corporel d'un élan intérieur, d'une flamme trop vive et qui l'isolait. D'ailleurs il suffisait d'un rien, par exemple que nous prissions notre élan vers quelque tramway, pour que ce corps retrouvât son harmonie en de longues foulées souples de coureur. Il adorait le football ; et la guerre, le genre de guerre que nous pratiquâmes, l'équilibrait, comme le sport.

Tout ceci paraîtra sans importance à ceux qui ne le connaissaient pas. Il faut pourtant qu'on sache bien que ce n'est pas un surhomme ou quelque saint abstrait que j'évoque. Cet intellectuel aimait son quartier, sa paroisse, sa terre du Forez, d'une façon telle que je ne puis m'empêcher de le comparer à Péguy. Je ne dirai pas

qu'il aimait le peuple. Il était du peuple, et toute son attitude exprimait clairement cette appartenance. Cela n'allait pas sans agacer quelques-uns ; au collège, où nous nous rencontrâmes à douze ans, il tranchait tellement sur ses condisciples, que ceux-ci le traitèrent aussitôt de «communiste» et même de «démocrate chrétien». C'étaient là des injures graves, mais qui ne l'effrayaient pas ! Il affirmait déjà que le prolétariat avait droit à sa place dans la nation. Il soutenait les revendications des grévistes contre les gamins que nous étions, plus ou moins sympathisants des ligues fascistes. Pour autant qu'il m'en souvienne, il accompagnait ses convictions de théories assez fumeuses sur l'Homme et la Paix universelle. Il fut pourtant l'un des rares d'entre nous, d'une génération qui, dès l'enfance, s'attacha à la politique et que les événements portèrent quelquefois aux divagations, à être demeuré à lui-même intégralement fidèle, de douze à vingt-quatre ans, l'âge de sa mort.

Dru ne pensa jamais qu'un jeune chrétien pût vivre avec sa religion en s'abstrayant de ce monde, il ne sépara jamais de son christianisme la cause de la justice humaine.

J.-M. D.

Gilbert Dru, aujourd'hui

par Jean-Marie DOMENACH

Cinquante-trois ans après, lorsque je pense à lui (il n'est guère de jours où son visage et sa voix ne me surprennent), c'est comme si ce demi-siècle écoulé ne l'avait pas touché. Comme si je l'avais dépassé, et de beaucoup, lui, mon aîné non seulement par l'âge (deux ans de plus, cela compte quand on est jeune) mais plus encore par la maturité. Les morts ne vieillissent pas, c'est leur privilège. L'ami dont je parle aujourd'hui, c'est celui que j'ai quitté un soir d'hiver 1943-44, lorsque nos destins ont divergé. Pourquoi, comment furent-ils séparés ? La mort est rarement là où on l'attend. J'avais choisi le maquis, la résistance armée, dégoûté des politiciens anciens et

futurs ; lui, la résistance politique, au grand sens du mot politique. Il s'était voué à la préparation d'un «mouvement» qui prolongerait la Libération en une révolution humaine, non marxiste. Or, il fut abattu par les barbares, et moi j'ai survécu parce que le soldat allemand qui me visait tirait mal. Nos engagements s'étaient confondus : Gilbert Dru, indemne de toute ruse, de toute ambition personnelle, avait été arrêté à Lyon, en ce terrible mois de juillet 1944, avec des plans d'insurrection dans son cartable ; et moi je suis resté vivant. Nos destins, au moment où ils se croisaient, se sont ainsi séparés pour toujours.

Séparés ? Pas vraiment. Consciemment ou non, nous vivons dans l'invisible compagnie de nos morts. L'emploi de ce possessif est dangereux : nos morts ne nous appartiennent pas, c'est nous qui leur appartenons dans la mesure où nous nous laissons guider par eux. Trop souvent on s'abrite derrière les morts, on les fait parler pour se justifier. Je me suis défendu, autant que j'ai pu, contre la tentation de me demander : qu'aurait-il dit, qu'aurait-il pensé de ceux qui sont entrés dans la voie qu'il avait ouverte ? Je ne voulais, je ne pouvais lui donner leur âge, notre âge : il me regardait avec cet air de jeunesse qu'il ne quitterait plus désormais ; mais je relisais ses lettres et nous redevenions contemporains. Reprenant et recadrant le témoignage que je lui ai consacré en 1947 (1), j'éprouve ce sentiment qu'on a lorsque, adulte, on revient dans la maison de son enfance après des années d'éloignement : on se retrouve jeune tout d'un coup ; les odeurs, les bruits, les tableaux au mur, sont restés les mêmes. Et le coffret rempli de lettres jaunies m'attend dans le secrétaire. Elles ont échappé à l'incendie et à la perquisition. Je les ai relues, une fois de plus, à l'occasion du cinquantenaire de sa mort. A l'époque, on s'écrivait beaucoup, et il est heureux que l'écrit n'eût pas encore été balayé par le téléphone et le fax, car ces lettres, que j'ai tenté de replacer dans leur contexte, parleront à beaucoup, j'espère, comme elles me parlent à moi-même. Elles n'étaient certes pas destinées à la publication et d'ailleurs les réponses que j'y faisais ont disparu au cours du bombardement américain qui détruisit l'appartement de ses parents.

Est-il trop tard pour que ces paroles, cet exemple, soient entendus ? Je ne le crois pas. Quand on s'éloigne de l'événement, la rencontre entre les générations devient plus saisissante et plus instructive. A l'égard de la Résistance, après une phase de glorification est venue une phase de purgation, marquée quelquefois de simplisme et de hargne. Ce passé passe difficilement, et grande est la tentation de le brandir comme une arme dans nos disputes. Mais on dirait que ces interprétations polémiques s'essoufflent, et que la génération montante est plus disposée à entendre et comprendre que les précédentes ; du moins, les débats que j'ai animés dans plusieurs lycées et collèges me laissent espérer : la Résistance «parle» à ceux

qui ont presque l'âge que nous avons alors. J'oserai dire aussi que le souvenir de la débâcle de juin 40, qu'il faut toujours associer à celui de la Résistance, parle, lui aussi, de plus en plus fort au moment où apparaît de plus en plus clairement que l'abaissement qui en a été la conséquence oblige la France à se joindre à d'autres Etats européens pour retrouver un rang et un rôle dans le monde. Il y a des jumelages historiques dont il faut profiter : une époque est incapable de comprendre toutes les autres ; celle que j'évoque devient peu à peu sensible à nos contemporains. Le décalage même que l'on constate entre les vocabulaires et les convictions atteint une telle ampleur qu'il nous instruit, non seulement sur ce que nous avons été, mais sur la rapidité d'une évolution presque impossible à mesurer.

*
**

Pendant les années qui précédèrent la guerre, l'enthousiasme de la jeunesse semblait sans autre issue que l'engagement politique et souvent la violence. Il contrastait avec la médiocrité et la corruption de la vie politique. Or, la défaite libéra en quelque sorte l'énergie refoulée de cette jeunesse, et lui offrit, non pas la guerre sous ses formes convenues, mais une aventure où elle pouvait se déployer d'autant plus librement que les anciens notables venaient de démissionner. Dans la tristesse du désastre, une joie virile se levait. Cette exaltation naissait du sentiment d'entrer dans une aventure où nous pourrions donner notre mesure, être enfin responsables. Une rencontre imprévue se faisait entre notre ferveur et l'Histoire : l'Etat effondré, l'armée vaincue, le territoire occupé... Il ne restait plus à la France, comme supports, que des miettes d'Empire et quelques poignées d'hommes groupés autour d'un chef qui ne fut d'abord qu'un symbole. Cette patrie vaincue et avilie devenait, elle aussi, un être symbolique, à la mesure de notre ferveur, et qui ne s'incarnerait que par notre sacrifice.

Ainsi, la preuve serait donnée que ce n'étaient pas les réalistes qui étaient capables de réaliser, mais ceux qui se réclamaient de l'esprit et des plus hautes valeurs. Ainsi, chez de jeunes chré-

(1) J.-M. Domenach, *Celui qui croyait au Ciel*, ELF, 1947.

tiens, la passion de la patrie était préfigurée par celle du Christ, les lettres de Dru en portent témoignage. Sur la Marne, à Verdun, les soldats de la Grande Guerre avaient tenu sous le feu, encadrés et commandés, appuyés sur une terre, sur un peuple. Leur héroïsme encore tout proche nous avait été enseigné. En juin 40, le territoire était envahi et le peuple désarticulé. Mais il restait une âme. Les jeunes gens qui, comme Dru et moi-même, avaient fait leurs études dans un collège de Jésuites et milité à la JEC (2), étaient préparés à entrer dans une époque où la France n'avait plus qu'une existence immatérielle, mystique. Ces coïncidences d'une génération avec une époque, à l'âge où le risque semble naturel et où l'énergie est intacte, ne sont pas fréquentes ; elles comportent leur part de bonheur, mais aussi de sacrifices. Tel fut, en effet, notre lot.

Pour Dru, comme pour la plupart d'entre nous, la France n'avait pas seulement valeur de patrie, elle avait reçu une sorte de délégation à l'universel - une double délégation, celle de Dieu et celle des Droits de l'homme. Il est difficile de se représenter aujourd'hui un état d'âme qui semble contradictoire. D'un côté, nous étions profondément ancrés dans cette patrie, au sens le plus terrien, le plus traditionnel du mot : notre France était encore celle des villages, des paysans, des cathédrales. Les camps de jeunesse de la JEC, puis ceux des Compagnons de France, des Chantiers de la Jeunesse et, pour quelques-uns, le maquis, avaient ravivé cet attachement à la terre, aux forêts, à une vie naturelle qui portait déjà les couleurs de l'écologie. Cette France était encore celle de Jules Michelet : elle nous enveloppait de son inépuisable richesse, elle contenait en résumé le monde entier. Son patrimoine était l'universel. Or, nous ne savions presque rien du monde, non seulement parce que les moyens de communication étaient rares, mais aussi parce que la France nous suffisait. Telle fut, je crois, la cause de plusieurs des erreurs que nous avons commises : en particulier, celle de surestimer la puissance de notre nation (ce qui rendit d'autant plus bouleversant son effondrement) et de sous-estimer le potentiel britannique, américain et russe. Ce que de Gaulle avait compris, il nous fallut longtemps pour le comprendre : nous n'étions plus le centre du monde. Du moins, ce franco-cen-

trisme eut-il pour conséquence de durcir et de magnifier notre combat. Cette guerre n'était pas seulement une « guerre patriotique » comme les Russes l'appelaient, c'était aussi une guerre contre les ennemis du genre humain. Par conséquent, nous, Français, devions être, au premier rang, les soldats de l'universel.

Cette « spiritualisation » du conflit, Gilbert Dru l'a, dès le début, portée à son maximum. En réponse à mon patriotisme exalté, il affirmait en 1939 que chacun aurait à combattre d'abord pour « satisfaire aux obligations de sa conscience, pour son salut propre ». Ainsi, avant même que les hostilités s'engagent, il posait ce qu'Alban Vistel (3) a appelé les fondements spirituels de la Résistance. A une masse, soudée dans le culte du chef, ce n'est pas une autre masse qu'il fallait opposer, mais des hommes et des femmes conscients, responsables, qui liaient leur salut personnel au salut collectif.

Parler d'une nation en termes spirituels, lui assigner une mission universelle, est-ce encore de saison ? Assistons-nous à la fin de cette prétention : la France libératrice, la France missionnaire ? Pourtant, nous en vivons encore. Bernanos a eu raison contre Maurras ; le mystique a eu raison contre le réaliste ; de Gaulle a eu raison contre Pétain. Les « réalistes » se sont précipités dans une impasse absurde et criminelle : pour sauver le corps de la patrie, ils ont livré son âme, et, à la fin, il n'est plus rien resté qu'un gouvernement fantôme. En sauvant l'âme, nous avons contribué à refaire le corps.

Cette mystique française avait un préalable : il fallait être digne d'une aussi haute exigence. Dès l'automne 39, Dru, mobilisé, déplore que les trois quarts des hommes qui l'entourent « n'ont pas le droit de se sacrifier dans cette lutte, logiquement ». Mais, revenant à lui-même, en bon chrétien qui redoute le pharisaïsme, il écrit : « Je place si haut l'enjeu (de cette guerre) - le vrai - que je crois qu'il n'y a que les vies de presque saints qui puissent utilement peser dans la balance ». Cette purification du seuil avant l'affrontement de la violence évoque la féodalité

(2) Jeunesse Etudiante Chrétienne.

(3) Lié à *Esprit* dès avant guerre, Alban Vistel prit part, très tôt, à la Résistance. C'est précisément après la mort de D. Chambonnet, assassiné sur la place Bellecour avec Gilbert Dru et Francis Chirat, qu'Alban prit le commandement des FFI de la région Rhône-Alpes (R 1).

té. Il est pacifiste. Il va se battre, il mesure l'enjeu, il conjure la violence. Donner la mort sans s'être lavé de ses fautes est un meurtre. Combattre pour le droit et la liberté est un honneur dont il faut être digne. Ce peuple l'est-il ?

Ce doute va nous poursuivre. Il en jettera plusieurs dans les *mea culpa* de la Révolution nationale : la défaite est notre châtimeur. Ce ne fut pas la réaction de Gilbert Dru. De l'état lamentable où se trouvait alors la France, il ne tire aucune conclusion de honte ou de désespoir. Lorsqu'on a vingt ans, c'est une terrible expérience de recevoir une République sur la tête, de voir une armée qu'on nous avait dit être la meilleure du monde se répandre en désordre sur les routes et le Parlement démissionner entre les mains du Maréchal. Notre génération fut celle de la débâcle plus que celle de la Résistance. Nous avons appris, alors, la fragilité de la démocratie, et, par conséquent, la nécessité d'une élite à laquelle nous avons conscience d'appartenir.

L'infériorité du matériel, la médiocrité du commandement, l'ineptie des politiciens, ne suffisaient pas à expliquer cet effondrement. Perversion de l'intelligence, dégradation morale, affaïssement du corps et de l'esprit proclamaient le Maréchal et ses dévots. Et ce n'était pas entièrement faux. Mais, cette prise de conscience tardive d'une déchéance de l'être, d'un oubli des valeurs et des vertus, ne pouvait que démoraliser et paralyser davantage les esprits au moment où il importait de leur donner la force de résister et d'espérer. Ce fut l'honneur de Mounier et d'*Esprit*, conscients que la menace était totale, de lui avoir donné une réplique totale, spirituelle, ou, si l'on préfère, métaphysique, liant la conscience de chacun au salut de tous. L'engagement de l'esprit devait être à la mesure du défi. Face à la capitulation de Munich, Mounier avait, en 1938, lancé cette phrase provocante : «La sainteté est la seule politique valable», que Gilbert Dru reprend l'année suivante lorsque, mobilisé, il m'écrit que «seule, la vie de presque saints pourrait utilement peser dans la balance». On notera la modestie de ce «presque saints» : il s'y inclut, comme en témoigne son allusion, un peu plus loin, à «(son) héroïsme possible».

Cet appel au spirituel, à la sainteté, venait trop

tard pour éviter l'effondrement, mais il pouvait servir à préparer la victoire. C'est lui qui explique l'accent mis dès l'été 40, à Uriage, dans *Esprit*, puis dans *Les Cahiers de notre Jeunesse*, sur la formation de ce qu'on n'hésitait pas à appeler des «chefs», sur les valeurs de responsabilité, d'honneur, de loyauté, sur l'endurance, et même sur la «virilité». C'est le côté scout, qu'on trouve à Vichy. Mais on le trouve aussi dans les débuts de la Résistance, chez de jeunes chrétiens qui pratiquent une sorte d'ascèse patriotique. Les randonnées dans la montagne, les tentes au bord des rivières où l'on se plongeait à six heures du matin, ces Chantiers de la Jeunesse où Dru fut incorporé en 1941, tout cela fait désuet aujourd'hui, parce qu'on ne comprend pas ce choc que nous avons reçu en voyant des SS impeccables encadrer nos soldats déguenillés.

C'est cette humiliation que nous refusions : nous voulions montrer simplement que nous n'étions pas une race de dégénérés promis à l'esclavage. Les soi-disant historiens qui, à la suite de B-H. Lévy, suggèrent que, ce faisant, nous penchions vers le fascisme, n'ont rien compris à ce que fut, et restera pour toujours dans nos mémoires, cette honte. Allions-nous l'augmenter en nous humiliant nous-mêmes, en demandant pardon au Maréchal, au bon Dieu et à ses saints ? C'est pourquoi, dès le traumatisme dépassé, *Esprit*, puis *Les Cahiers de notre jeunesse* (4) menèrent une bataille incessante contre la culpabilisation des Français. Oui, la défaite, c'était de notre faute, mais cette faute nous l'effaçerions, non dans la pénitence de la servitude, mais dans la résistance et la victoire. Et d'abord dans l'action pour constituer une jeune élite. Il fallait former des hommes, des «hommes debout» disait Mounier, physiquement et psychologiquement solides, afin de préparer un combat que nous ne pensions pas aussi proche qu'il le fut en réalité. Nous n'avions pas lu Hegel, mais Juin 40 nous avait montré qu'une «conscience noble» est indispensable à la démocratie, et c'est pourquoi nous n'avions aucune gêne à employer ce mot d'*élites* que le «politiquement correct» a expulsé du vocabulaire.

(4) Sans oublier *Les Cahiers et le Courrier du Témoignage Chrétien*.

Qu'il y ait eu convergence entre cette réaction de notre jeunesse et certains aspects de la Révolution nationale, c'est évident et compréhensible. Dru, pas plus que moi-même, ne fut un seul instant tenté de se rallier au culte du Maréchal. Mais, qu'il y eût tel de ses partisans à nos côtés ne faisait pas problème, du moins jusqu'en novembre 1942. La seule question était de savoir si tel vichyste pouvait servir le combat commun - auquel nous faisons contribuer quelquefois le Maréchal lui-même par des citations destinées à désarmer le censeur. Mais la force des choses, qui conduisait inexorablement Vichy à la servitude, rendit bientôt toute confusion impossible. Dru, plus lucide que la plupart d'entre nous, pressentait que cette évolution conduirait à l'accentuation de la répression et à un affrontement sans pitié.

Notre éducation nous avait disposés à cet engagement plénier. N'étions-nous pas les disciples de Celui qui était entré librement dans sa passion ? Le collège des Jésuites où nous avons été condisciples pendant six ans ne nous avait certes pas dispensé un enseignement religieux poussé, mais nous y avons baigné dans une atmosphère catholique, entourés de soutanes, et la JEC, dès l'âge de treize ou quatorze ans, nous avait préparés, avec ses cercles d'études et ses camps de vacances, à une action généreuse et réfléchie qui, cependant, restait en dehors de toute action politique. Il faut aussi tenir compte de la proximité de la Grande Guerre que vingt ans seulement ont séparée de celle de 1939. Des centaines de milliers d'hommes y furent sacrifiés ; nos pères avaient fait la guerre, nous la ferions comme eux, nous serions nous aussi une génération sacrifiée ; comme chrétiens et comme Français, cela paraissait presque normal. Cet état d'esprit sacrificiel, je ne le glorifie pas et j'arrive à peine à l'expliquer. Il tenait probablement au nihilisme d'une époque qui cherchait dans les religions temporelles, dans la communion frénétique des foules, dans la haine du bouc émissaire et dans l'engagement révolutionnaire, des moyens d'échapper à la peur et au désespoir. Les historiens de l'avenir parviendront-ils à rendre compte de cette immense névrose ? Elle nous a touchés nous aussi, mais nous devons à notre éducation chrétienne cette chance que notre disponibilité, notre oblativité, notre désir de communier avec le peuple, ont été

employés au service de la défense du droit et de la liberté, et non de la tyrannie totalitaire. L'alliance qui ne s'était pas faite au moment de l'Affaire Dreyfus, entre le catholicisme et les Droits de l'Homme, Gilbert Dru a la conviction que l'occasion s'en présente maintenant et qu'il faut la prolonger au-delà de la Libération, afin que le socialisme ne soit plus le monopole du marxisme et qu'il puise une inspiration nouvelle dans l'héritage chrétien d'où il est issu. Après un siècle et demi de conflit, cette intuition était audacieuse. Et c'est d'elle que naîtra, après la victoire, le Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.).

Dans l'époque où nous vivons, la peur vague qui s'est emparée des Français, le chômage, l'inquiétude de l'avenir, aident à mieux comprendre ce sentiment de «voie barrée» que nous ressentions alors. Mais, à la différence d'alors, l'avenir ne présente aucune lueur d'apocalypse, non plus que de révolution. L'utopie est tombée en catalepsie. La révolution a perdu son prestige. Elle nous enthousiasmait alors, mais dans le sens que lui avait donné Péguy et qu'avait repris Mounier : «La révolution sera morale ou ne sera pas». La révolution ne représentait pas seulement un changement de la société, mais une conversion de l'homme. Elle était, elle devait être, indivisiblement, une opération politique et une opération intime. Cohérence absolue : l'abnégation individuelle préparait et garantissait la libération collective. Cette convergence, cette coalition du religieux et du politique dans la mystique révolutionnaire est un trait typique de cette époque. «Nous sommes de ceux qui, il y a 2.000 ans, ont fait la plus grande révolution du monde» écrit Gilbert. L'oblativité d'une partie de la jeunesse répond alors au «don de sa personne» que le Maréchal a fait à la France. Malgré la rouerie et la triste fin de Pétain, derrière lui, souvent par générosité, des centaines de milliers de Français se précipitèrent vers une fin déshonorante. Ce qui fut une guerre civile peut être aussi regardé comme une tragédie. Le meilleur et le pire y étaient engagés contradictoirement - le meilleur affronté au pire, et parfois affronté à lui-même.

La mort, à cette époque, n'avait pas l'importance qu'elle revêt aujourd'hui. La cause nous dépassait, nous commandait, et, comme les bataillons de la redoutable infanterie de l'armée d'Espagne, nous comblions nos brèches à mesure : le camarade tombé était aussitôt remplacé. Cet engagement total pouvait mener au fanatisme, cette oblativité à l'aliénation. Il n'en fut rien. Dru aimait la vie ; il portait en lui une sensibilité populaire qui lui faisait chanter, avec des larmes dans la voix, «A l'ombre blanche des pommiers en fleurs» ; il lui arrivait d'écrire des poésies à l'intention d'étudiants jécistes. Il n'avait rien de ces drogués de l'action qu'étaient certains staliniens. Il n'a pas fait à la cause le sacrifice de sa sensibilité ni de sa raison. Je puis en témoigner, car il n'a cessé de réfréner mon romantisme de lecteur de Malraux et de Jünger. Il faut rappeler ici l'influence de la JEC. On ne se contentait pas de prier et de chanter ensemble ; le slogan «Voir, Juger, Agir» ne restait pas lettre morte. Des théologiens nous éclairaient. Nous montions parfois à Fourvières consulter le Père de Lubac, à Saint-Just parler avec Henri Marrou. Dru lisait beaucoup *Esprit* dès 1938, ce qui n'allait pas sans discussion entre nous, car le tour abstrait et, à mon goût, trop équilibré de certains articles m'agaçait. Il avait 18 ans, j'en avais 16. La précocité politique était une marque de l'époque.

*
**

Le sacrifice de l'intelligence est le préalable de l'adhésion totalitaire : désormais, je renonce à penser, mon chef pense et décide pour moi... Ce qui est devenu conformisme doux (le chef étant remplacé aujourd'hui par l'idéologie médiatique) était alors un conformisme dur. De 1934 à 1938, des escarmouches de guerre civile avaient lieu dans les rues de Lyon. Le sectarisme était brutal ; il est devenu enveloppant, il n'en est que plus meurtrier. L'alliance de l'argent et de la futilité a créé une atmosphère étouffante à laquelle on s'habitue peu à peu. Les signes de l'oppression et de la servitude étaient partout visibles pendant l'Occupation. Ils se perdent aujourd'hui dans le spectacle permanent que nous offrent les médias. Si la télévision avait alors existé, il est probable que la

Résistance se fût limitée à une petite minorité. Ce contact direct avec la réalité était cruel, mais instructif aussi, et il ne laissait place qu'à cette alternative simple : se soumettre ou se révolter. La servitude est le mal radical, parce qu'elle détruit le libre arbitre, c'est-à-dire le support de l'éthique, la possibilité même d'une conduite morale.

Le refus de s'humilier, de «s'abaisser» est le préalable de la Résistance. Dru et ses camarades se sont gardés de mêler leurs voix au bruyant *Confiteor* qu'orchestraient les chefs militaires, civils et religieux de la Révolution nationale : la France a péché, elle doit payer. Sous-entendu : ce sont les autres, les instituteurs, professeurs, écrivains, ce sont les tenants d'une intelligence dévoyée qui ont préparé la défaite. Demandez pardon et, dorénavant, taisez-vous et suivez vos chefs qui pensent pour vous... Il faut avoir vécu cette caricature de confession publique pour comprendre l'importance que prit aussitôt la réplique de ceux qui, à *Esprit*, à l'ACJF et ailleurs, contestent aussitôt cet agenouillement et appellent les Français à se mettre debout. La bataille s'engage alors contre l'abdication de l'intelligence, contre ce masochisme de la défaite. En 1940/41, il est encore trop tôt pour prêcher la révolte, il fallait donc prêcher la lucidité : voir et juger en attendant d'agir. Prôner le «devoir d'intelligence» semble singulier aujourd'hui, alors que nous sommes entourés de gens intelligents, experts en interprétations subtiles, acrobates de l'esprit. Mais, encore une fois, tentons de restituer l'atmosphère d'une époque tellement différente de celle où nous sommes entrés dans les années 50.

Toute circulation intellectuelle était interrompue entre la Province et Paris, la pensée se concentrait dans de petits groupes isolés. Heureusement, Lyon, refuge de beaucoup d'intellectuels et professeurs repliés (comme on disait), grâce à des cercles de réflexion, comme celui d'*Esprit*, et aux bastions de la théologie qui y étaient installés depuis longtemps, Lyon offrait une base solide de contre-attaque. Présenter une analyse différente de celle du pouvoir, et dans un domaine où notre patriotisme ne pouvait être soupçonné, puisque nous invitons les Français à retrouver l'honneur, c'était déjà un acte de rupture avec le discours officiel qui

présentait la défaite comme une punition et suggérait par là que le vainqueur était un agent de la Providence.

Une telle situation est-elle sans correspondance avec l'époque actuelle ? Je ne le crois pas. La culpabilisation des Français a trouvé de nouvelles cibles. Ne sommes-nous pas un peuple riche, bourgeois, colonialiste ? Les catholiques de ce pays n'ont-ils pas eu des complaisances pour l'antisémitisme ? La morale ne cache-t-elle pas la domination des puissants et des nantis ? A toutes ces questions, on peut répondre partiellement oui ; aucune nation n'est innocente et nous portons encore le remords d'un peuple qui mit longtemps avant de se révolter contre le vainqueur. Mais, faire de cette culpabilité l'instrument d'un terrorisme intellectuel, interdire certains mots sous prétexte que les nazis ou les stalinien s'en sont servis, monter des procès posthumes contre *Esprit* et Uriage accusés d'avoir collaboré avec les collaborateurs, cela relève de la même méthode que la culpabilisation entreprise par les pétainistes en 1940, et de la même réponse : résister à l'idéologie dominante, ne se laisser interdire aucun domaine, aucun mot, - défendre sans concession la liberté de l'esprit, le devoir d'intelligence.

Le point culminant de cette bataille fut atteint au printemps 1943, lorsque Vichy décréta le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.). Il y avait, d'un côté, dans la ligne de la culpabilisation, la position de ceux qui affirmaient que la jeunesse française devait prendre sa part des souffrances du pays. Partir travailler en Allemagne, c'était «racheter» un à un, et un pour trois (5), les prisonniers de guerre. La tentation de faire le bien rôde toujours dans les milieux chrétiens ; elle trouvait là un aliment de choix. Je témoigne qu'un certain nombre d'aumôniers (très grande était alors l'influence des aumôniers sur la jeunesse catholique) croyaient sincèrement à la valeur rédemptrice de cet échange d'hommes libres contre des captifs. Ils étaient moins convaincants lorsqu'ils suggéraient que de jeunes bourgeois (cela valait surtout pour les jécistes et les scouts) ne devaient pas abandonner leurs «frères ouvriers». Encore moins lorsqu'ils s'en tenaient à l'argument d'autorité : il faut partir pour obéir à l'autorité légitime (Pétain).

Aujourd'hui, lorsque l'autorité des évêques s'est affaiblie et que la hantise du péché est beaucoup moins présente dans le cœur des jeunes gens, on a du mal à imaginer combien il fut difficile à Mandouze, Dru et moi-même, de prôner la désobéissance. Dans les années 30, on faisait corps avec son groupe ; on portait des insignes, on chantait ensemble les mêmes chansons. La défaite resserra encore cette conscience d'une responsabilité pour le groupe qui pesait si fortement sur nous. Etre séparé de son Eglise, qu'elle fût religieuse ou temporelle (je pense aux militants communistes), était une épreuve, inimaginable aujourd'hui. S'élever seul contre l'autorité était prendre un risque redoutable. Nous l'avons pris, solidement étayés, il est vrai, par une théologie de l'obéissance qui, avec Laberthonnière (6), réservait le droit de l'objection de conscience ; nous fîmes front contre l'impérialisme des autorités ecclésiastiques et politiques, et, aux débordements du cœur, nous opposâmes le primat de la conscience éclairée par la raison : partir en Allemagne, c'était abandonner la lutte, affaiblir le potentiel de résistance pour renforcer celui de l'ennemi de la France et du genre humain... Nous avons perdu cette bataille, nous n'avons pas réussi à faire basculer l'ensemble des «mouvements spécialisés» chrétiens dans la Résistance active. Mais nous avons raison.

Cet épisode me semble, aujourd'hui encore, exemplaire. Comme un exercice d'école, il montre en effet que les catholiques de ce pays n'avaient pas été formés suffisamment à la pratique de la liberté, mais habitués à obéir sans discuter. «*Quidquid fit contra conscientiam aedificat ad Gehennam*» (7). Cet axiome d'un Concile du Moyen Age devrait être affiché dans toutes les sacristies de France. Mais la conscience ne se confond pas avec la sensibilité. A chaque tournant de l'Histoire, les croyants se retrouvent en face de cette pression sentimentale qui se confond si facilement avec les exhortations de l'Evangile. Ce même impératif qu'on nous opposait en 1943 : «Etre avec les pauvres»,

(5) Telle était la règle de la «relève» : pour trois volontaires français partant travailler en Allemagne, un prisonnier de guerre français était relâché.

(6) Laberthonnière, *La Notion chrétienne de l'autorité* (développement d'une conférence de 1930), J. Vrin.

(7) «Tout ce qu'on fait contre sa conscience contribue à construire l'Enfer.»

on s'en est servi, après la guerre pour nous pousser à rejoindre le Parti Communiste, qui était le parti du prolétariat. Eussions-nous écouté ces belles âmes que nous aurions apporté notre concours à Staline après l'avoir apporté à Hitler...

Les «exclus» ont remplacé les pauvres, mais les bons sentiments déferlent à nouveau. Lorsque le Samaritain vient en aide au voyageur blessé, il a les moyens, et le désir d'aider un homme qui souffre, quel qu'il soit. Mais, lorsqu'il s'agit de plusieurs millions de malheureux, victimes du chômage, de la maladie, de la vieillesse, la charité commande que l'aide passe par une action politique, qui aboutisse à des solutions politiques. On se trouve en face d'un problème analogue lorsqu'on veut agir au-delà des frontières, afin de soulager des populations misérables. Mais l'action humanitaire appelle bientôt l'intervention militaire, afin de parvenir à une solution politique - et c'est par là qu'il aurait fallu commencer. Les sentiments de générosité, de pitié, si forts dans une société riche et chez des chrétiens pour qui la politique est devenue un substitut de ce qu'on appelait naguère «l'action catholique», conduit à des attitudes irraisonnées et finalement inefficaces. Le problème d'une action politique, qui s'inspire de la foi chrétienne sans se confondre avec elle, reste posé comme il l'était lorsque Gilbert Dru l'affronta - et après l'échec de ce «Mouvement» dont il avait rêvé pour l'après-guerre et qu'il avait contribué à fonder. La charité n'est pas le socialisme, mais elle n'est pas non plus la philanthropie.

Gilbert Dru, on l'a vu, a été, dès 1939, conscient de l'ampleur du conflit ; immédiatement, il a esquissé la riposte : c'est l'humanité qui était menacée par la déviation raciste, c'est l'image de Dieu en l'homme qui était avilie. A ce défi total, il oppose une réponse totale, celle de sa foi, d'un christianisme «complet», et il lie son salut propre au salut collectif. Décision antérieure à toute politique : elle inspire une politique mais ne la constitue pas. Dru sait cela, et son «totalisme» est aux antipodes du totalitarisme. Ce qu'il cherche donc, c'est la façon de passer de cette décision mystique au terrain politique. L'éthique de responsabilité doit coïncider avec l'éthique de conviction. Comment

utiliser la formidable énergie investie dans la Résistance au bénéfice d'un «mouvement» qui survivra à la guerre ; comment prolonger en politique, autour d'un projet à la fois révolutionnaire et concret, ces forces chrétiennes et spiritualistes qui se sont levées contre le nazisme ? Comment rallier, non seulement à la République, mais au socialisme - on dirait aujourd'hui «au socialisme à visage humain» - des croyants que rebute le matérialisme marxiste ? C'est à quoi il travaille obstinément entre 1943 et 44, non sans poursuivre sur le terrain les activités clandestines qui le conduiront à l'arrestation, à la prison et à la mort.

Pour mesurer l'audace de cette entreprise, on doit se rappeler que, malgré l'union sacrée de 14-18, la masse des catholiques restait en marge de la République et votait à droite, pour une droite souvent plus musclée que celle d'aujourd'hui. Mais, depuis 1930, l'ACJF (8), la «Jeune République» et bien d'autres groupes inspirés par un travail théologique intense, avaient posé les fondements d'une évolution que la guerre précipita au point que, lorsque Jean Moulin est arrêté, c'est à un démocrate-chrétien, Georges Bidault, qu'est confiée la direction du Conseil National de la Résistance (C.N.R.). Dru voit bien le risque : un parti confessionnel soumis aux directives d'une hiérarchie qui ne sortirait pas indemne du soutien majoritaire qu'elle avait donné à Vichy. Car la laïcité est encore mal acceptée. Or, c'est un mouvement laïc que prépare Dru, où seront à l'aise des croyants et des incroyants. Il parle d'un «travaillisme français», mais le terme ne sera pas retenu.

Je lui disais mes réserves : la pesanteur sociologique des catholiques infléchirait vers la droite la politique de ce qui s'appellerait plus tard le Mouvement Républicain Populaire, et, de fait, c'est ce qui s'est passé, mais l'aventure devait être tentée, et elle aurait pu réussir si la question coloniale et les prodromes de la guerre froide n'avaient pas, de nouveau, coupé la France en deux et rabattu sur le front anti-communiste la majorité des catholiques. Cependant, si l'idée du M.R.P. qui inspira Gilbert Dru ne semble plus valable maintenant, la question de l'engagement des catholiques dans la politique fran-

(8) ACJF : Association Catholique de la Jeunesse Française.

çaise reste posée. C'est l'électorat catholique, ou post-catholique, qui a permis le succès de la Gauche aux élections de 1981. Quatorze ans plus tard, les illusions sur le socialisme se sont dissipées, et il apparaît que la seule inspiration d'où puisse naître une force capable de rénover une politique enlisée dans un archaïsme monotone, se trouve effectivement dans le milieu chrétien, libéré de l'obédience hiérarchique. L'élection virtuelle de Jacques Delors en fut le signe. Paradoxe réconfortant et dangereux. Je dis dangereux parce que l'absence de formation théologique et politique favorise l'irruption incontrôlée des bons sentiments qui, avec l'appui des médias, poussent cette population disponible et généreuse vers des engagements inconsistants et de nouvelles déceptions. Si l'intuition de Gilbert Dru n'a pu réussir à faire vivre plus de vingt ans le Mouvement dont il rêvait, du moins le problème qu'il a posé reste devant nous et il ne trouvera de solution que dans la voie qu'il a tracée : celle de la cohérence entre une foi sans retour et une action politique qui fait de la laïcité sa condition et son axe de rassemblement ; celle d'une espérance inépuisable dans l'avènement d'une société plus juste et plus libre.

*
**

En cinquante ans, les conditions d'existence ont beaucoup changé. Le niveau de vie a augmenté. L'ennemi a disparu. Depuis quinze siècles qu'elle existe, la France n'a jamais connu une aussi longue période de paix. Mais la guerre n'a pas renoncé pour autant ; elle continue de rôder dans le monde, et même tout près de nous, sur les frontières orientales de l'Europe. La violence, qui a déserté nos champs de bataille, s'est infiltrée dans les villes et les banlieues. Des millions de Français, des jeunes surtout, condamnés au chômage, cherchent un sens et une dignité. Sur ce point, l'époque présente ressemble assez à celle qu'ont connue les adolescents d'avant-guerre. L'atonie politique rappelle celle qui précéda la guerre. La conscience d'appartenir à une même communauté civique s'efface devant la montée de l'individualisme... Nihilisme mou. «L'ennemi» n'est plus aux frontières mais dans les banlieues

et les villes, dans la délinquance et la drogue, et dans le désespoir du non-sens.

Sans doute est-ce la raison d'être d'une peur vague, qui surprend et irrite ceux qui n'avaient pas peur de l'époque où ils risquaient leur liberté et leur vie : peur de déplaire, de n'être pas conforme à l'idéal-type propagé par les médias, d'employer des mots, de traiter des questions qui sortent de la sphère définie par les nouveaux bien-pensants. Ce qu'on appelle aux Etats-Unis le *politically correct* est déjà installé insidieusement chez nous. Dans les milieux chrétiens eux-mêmes, on l'adopte pour être à la mode. Les grandes voix se sont tues, depuis Bernanos et Mauriac. Les grands théologiens ont disparu. Que reste-t-il de la culture chrétienne, de cette réserve d'espérance et d'intelligence qui nous a soutenus dans les moments difficiles ?

Les résistants sont plutôt seuls, comme ils l'étaient en l'an 40, comme ils le seront toujours. Assurément, la situation n'est pas tragique, mais la catastrophe est inéluctable lorsqu'on se contente de suivre le cours des choses, c'est-à-dire les nouvelles fatalités, de l'économie, de la technique, d'un système dominé par l'argent et par les médias. Une servitude paisible et douce s'est mise en place. L'anesthésie commence par l'euphorie et finit souvent par de pénibles réveils... C'est pourquoi le «devoir d'intelligence» est primordial - car il reste des devoirs qui ne se confondent pas avec des plaisirs comme veulent nous le faire croire des charlatans.

L'exemple de Gilbert Dru est donc toujours là, disponible, actuel : refuser la soumission et l'aviilissement, combattre pour la liberté de l'esprit, bref résister - avec des mots lorsque le temps des armes n'est pas encore venu. Oser vivre, sans lui, mais aussi avec lui, dont la mémoire me réconfortera jusqu'à la fin.

Jean-Marie DOMENACH

Extrait du livre de Jean-Marie Domenach : «Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel», à paraître en octobre 1998, aux Ed. Beauchesne.

Regards croisés sur «Regarder la France»

Essai sur le malaise français

par Christian SAVÈS et François AZAR

Ce n'est pas sans un sentiment de tristesse que je prends ici la plume pour évoquer le dernier ouvrage de Jean-Marie Domenach (1). Une semaine avant qu'il ne nous quitte, le samedi 5 juillet 1997, Henri Bourbon m'avait téléphoné pour me demander d'en rendre compte. Il me confia, à cette occasion, que notre ami s'était beaucoup investi dans ce travail ; il avait rédigé «Regarder la France» avec une passion et un soin extrêmes.

Nul besoin de souligner l'intérêt que Jean-Marie Domenach portait à notre revue, à laquelle il collaborait régulièrement depuis de nombreuses années. Il y a quelques mois, il avait d'ailleurs gratifié les lecteurs de «France Forum», en avant-première, de quelques morceaux choisis de son livre (2). C'est donc avec d'autant plus d'émotion et de scrupules que je vais m'efforcer d'évoquer, aussi fidèlement que possible, la pensée qu'il développe sur quelque 200 pages.

En premier lieu, il m'apparaît évident que cette pensée est indissociable d'un contexte, d'une époque avec laquelle elle fait corps. Elle s'inscrit dans l'histoire contemporaine, une histoire qui lui donne son relief, sa justification, son actualité aussi. Tout comme Henri Bourbon, Jean-Marie Domenach appartient à une génération d'hommes nés au politique à partir d'un traumatisme : la défaite de 1940. Cet attachement à la terre de France, il a eu l'occasion de l'éprouver à travers son engagement dans la Résistance... la Résistance, ce creuset qui forgea pour toute une vie le caractère et les convictions de tant d'hommes qui survécurent à leur engagement ou qui y laissèrent la vie, à l'instar de son ami, Gilbert Dru. Aussi, notre auteur ne

peut-il s'empêcher de «regarder la France» au fond des yeux, avec une acuité que seule l'expérience (douloureuse et surmontée) des sombres années d'Occupation, pouvait lui conférer. A cet égard, gageons que le choix de l'illustration de couverture ne doit rien au hasard : l'affiche de Paul Colin, datant de 1944, symbolise parfaitement la France combattante : celle qui se redresse et regarde vers l'avenir.

Dans cet essai, écrit par un homme au soir de sa vie, il y avait un piège à éviter : le sentimentalisme. Lucide, Jean-Marie Domenach l'évite soigneusement, sans pour autant renier ce qui est à présent derrière lui : «Il est aussi stupide d'exalter le passé au détriment du présent que de se moquer de la nostalgie de ceux qui, sur certains points, le regrettent» (p. 12).

D'entrée de jeu, il en vient à ce qui constitue pour lui le problème de fond, à savoir le malaise français, justifiant par là le sous-titre donné à son livre. Trop de Français vivent presque en étrangers dans leur propre pays, il en avait déjà fait le constat lorsqu'il était professeur à l'École Polytechnique. Il est vrai qu'en cinquante ans, la France a plus évolué qu'en cinq siècles. La rapidité de cette évolution, l'accélération sociologique à laquelle elle a donné lieu, est peut-être à l'origine d'un déphasage entre la France et les Français, voire même d'une fracture «(...) qui n'est pas seulement sociale, mais nationale parce qu'elle se dessine non seulement entre les Français, mais aussi entre les Français et la France» (p. 22).

(1) Jean-Marie DOMENACH : *Regarder la France. Essai sur le malaise français* - Librairie académique Perrin, 1997. 200 p.

(2) Jean-Marie DOMENACH : «La France, une société en trompe-l'œil» - *France-Forum*, n° 307-308, janvier-mars 1996, pp. 36 à 41 et «L'Etat vénéré et maudit», n° 313-314 d'octobre-décembre 1996, pp. 16 à 20.

Autre élément du malaise français, qui ne contribue pas peu à entretenir un sentiment de frustration : le Français ne cesse de se comparer aux autres, particulièrement à ceux qu'il se juge en droit d'égaliser ; il en conclut qu'il est défavorisé. L'envie reste un trait accentué de l'idiosyncrasie nationale. D'autre part, la peur de la nouveauté est un trait du caractère français qui continue à tétaniser ce pays et à inhiber, au moins pour partie, son énergie créatrice.

Ceci étant, par quel miracle historique la France est-elle parvenue à être elle-même, c'est-à-dire une Nation, au sens que Renan donnait à ce mot, dans sa célèbre conférence de 1882 à La Sorbonne ? La Nation c'est une âme, un principe spirituel, un vouloir vivre collectif, affirmait-il. De son côté, Jean-Marie Domenach observe qu'« il est paradoxal qu'un peuple qui entretient avec son sol des relations aussi intimes soit aussi hétérogène. L'explication est sans doute celle-ci : les envahisseurs des premiers siècles se sont insérés dans des pays d'une grande diversité où l'assimilation pouvait s'opérer à la dimension humaine ; il n'y avait pas, alors, de capitale ni de nationalité, ni de langue commune » (p. 82). Partant de ce constat, notre ami aborde la question de l'immigration avec un optimisme un peu trop débordant, confinant parfois à l'angélisme. Après avoir écrit que la nation française est issue d'immigrations successives, il ajoute : « Aujourd'hui, ce sont les Arabes qui sont visés. Et pourtant, malgré les attentats islamistes, malgré le chômage et la dégradation des banlieues, on ne saurait parler de *racisme*. Le quart des mariages des immigrés se réalisent avec des Français dits de souche, « Il y a eu des incidents, des violences, mais pas de pogroms. Il suffit de passer devant une cour d'école à l'heure de la récréation pour savoir qu'on n'est pas à Los Angeles » (p. 118). Ce n'est pas Los Angeles, heureusement. C'est vrai, mais cela ne pourrait-il le devenir si une certaine immigration se veut toujours aussi violente et agressive, et si elle n'accepte pas de se plier aux exigences de l'intégration ?...

Ce malaise français, Jean-Marie Domenach le discerne par ailleurs dans ce qu'il faut bien appeler la délégitimation de nos élites. Le grand sociologue italien Pareto avait insisté sur les problèmes liés à l'absence de circulation des

élites et les conséquences sociales qu'ils ne manquaient pas d'avoir. Longtemps, la France s'est caractérisée par la permanence de ses élites traditionnelles (produites depuis la Révolution par la méritocratie républicaine), refusant obstinément d'envisager leur renouvellement, persuadée qu'elle était d'avoir les meilleures élites du monde. Alors, ne faut-il pas s'étonner si, ces dernières années, la société, sans rien demander à personne, a commencé à mettre les pendules à l'heure. Comme souvent en pareil cas, l'initiative est venue de la base : « Cette soudaineté dans l'apparition et la disparition de ces nouvelles autorités est un facteur de déstabilisation grave dans une société qui avait su à peu près conserver ses hiérarchies traditionnelles, selon des normes héréditaires, puis militaires, universitaires, judiciaires et ecclésiastiques. En leur substituant des hiérarchies improvisées et éphémères, sans doute contribue-t-on aux phénomènes de dissociation que nous avons repérés, mais aussi à la promotion de personnes, d'idées, de manières de vivre, que les anciennes structures tenaient en lisière (...) on assiste au déclin de « l'énarchie » et à la montée des leaders provenant des associations, des « mouvements », ou de l'anonymat, qui débouchent à l'échelon municipal et monteront peut-être jusqu'à l'échelon national, si les caciques leur en laissent la possibilité » (pp. 37-38).

Visiblement, ce thème tient particulièrement à cœur à l'auteur, puisqu'il y revient en différents chapitres du livre. Stigmatisant le comportement de quelques représentants de ces élites, Domenach note : « Quant à la course aux décorations, elle fait toujours rage. L'Académie continue de recruter. Des castes se forment autour de villégiatures prestigieuses, de hobbies communs, de grandes écoles, qui, très vite, tournent à la camarilla, au monopole et au rejet des profanes. Bien que ces castes ne soient pas articulées entre elles, elles constituent, de fait, un réseau puissant, bénéfique quelquefois par l'entraide, mais plus souvent nuisible par l'obstacle qu'elles opposent à la régénération des élites et à la promotion sociale. La hiérarchie n'est pas mauvaise, à condition qu'elle soit repérable et ouverte. La pluralité des hiérarchies est, elle aussi, bienfaisante, car elle profite à la liberté personnelle en lui évitant la contrainte d'un ordre unique » (p. 127). En fin de compte, le

concours, base du recrutement égalitaire des élites, a dû son succès à une combinaison d'aristocratie et de démocratie qui, à défaut de faire le charme de la France, lui a permis de reproduire une société de castes, d'ordres... sans pour autant renier les idéaux révolutionnaires ! Philippe Ariès avait déjà signalé que cette réduction de l'élite à un modèle de recrutement et de formation dominant était le signe d'une société d'injustice. Jean-Marie Domenach enfonce le clou, prenant à partie un système qui, au départ, visait à égaliser les chances et assurer la promotion démocratique et qui, à l'arrivée, a opéré sa mutation en un système de reproduction sociale tendant à l'hérédité. Dans cette dérive, le système éducatif français a une grande part de responsabilité, et notre ami l'incrimine à juste titre : «Le ministère de l'Education Nationale, le plus anticulturel de tous, est dirigé par des groupes qui, avec l'appui de politiciens de gauche et de droite, parviennent à prolonger cette incroyable contradiction : réclamer la démocratie totale de l'école et s'opposer à toute modification du corpus et des méthodes d'enseignement» (p. 182).

A présent, je voudrais m'appesantir un peu sur le Chapitre VI de ce livre (intitulé «L'URSS en beaucoup mieux») que j'ai le plus apprécié, peut-être parce que je suis heureux d'y trouver la confirmation d'analyses que je fis, de par le passé, en des termes assez voisins. Je n'ai aucune raison de résister ici au plaisir d'en reproduire quelques morceaux choisis pour les lecteurs de *France Forum*. L'idée générale exposée par l'auteur, au demeurant explicite à la seule lecture de son titre, est que la France s'achemina, après 1945, vers un système présentant une ressemblance de plus en plus frappante avec le système soviétique. A l'origine de cette convergence entre le modèle français et le modèle soviétique, il y a, côté français, deux explications causales : la passion de l'Etat d'une part, et, de l'autre, le besoin de concilier le privilège d'une liberté aristocratique avec un socialisme égalitaire et sécurisant. Nos responsables politiques actuels gagneraient à lire et à méditer les propos de Jean-Marie Domenach : «La soviétisation de la France n'a pas commencé en 1981, mais bien avant que l'Union de la Gauche lui donne un nouvel élan en étendant les garanties du fonctionariat à des centaines de milliers de candi-

dat à la sécurité. La loi instituant le statut général de la fonction publique date du 5 octobre 1946. C'est Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste français, et vice-président du Conseil, qui l'avait élaborée. Un député socialiste traita le nouveau statut de «totalitaire», comme le rapporte Maurice Druon. Votée pourtant à l'unanimité, elle donnait pratiquement autorité aux syndicats sur la gestion des personnels, et même sur le fonctionnement de certains ministères (l'Education Nationale comprend 16.000 permanents syndicaux). La promotion devait se faire, non au mérite et à la compétence, mais à l'ancienneté selon des échelles minutieuses (la bureaucratie débouche toujours sur la gérontocratie) ; aucune responsabilité quant aux résultats et aux coûts de la gestion n'était prévue» (pp. 148-149). Telle fut la première ressemblance avec le système soviétique : des corporations massives, rigoureusement hiérarchisées, dont la plus majestueuse est l'Education Nationale... qu'Edgar Faure comparait à l'Armée Rouge, à cause de son énormité et de son centralisme. Autre ressemblance plus subtile avec le système soviétique : une façon de gouverner par annonce d'objectifs à long terme, dont on sait qu'ils ne pourront être atteints, mais dont le rôle est de «mobiliser» les gens, c'est-à-dire de les détourner de la réalité présente. Au passage, Domenach ne se prive pas d'égratigner le mythe du service public à la française : «le *service public* qui, dans ses applications militaires, gestionnaires, universitaires, judiciaires, était un honneur recherché mais très diversifié, a été pratiquement absorbé par l'Etat dont il est l'expression spécialisée, sans que son lien avec le public, qu'il est censé servir, ait été resserré. En perdant ce qui faisait sa légitimité, le service public devient à lui-même sa propre fin. Il se crispe alors sur ses privilèges, repoussant toute modification, toute adaptation au nom des intérêts acquis» (pp. 155-156). La mystique du service public s'est affaiblie, peu à peu évincée par la logique bureaucratique. Notre ami rappelle que le système bureaucratique a renforcé son emprise sur l'Etat et sur la société, sans pour autant susciter des réactions négatives de rejet systématique. Et pour cause : le modèle bureaucratique français conciliait ces deux principes a priori antagonistes que sont le principe égalitaire et le principe démocratique. Ce système, ins-

piré de l'ex-Union Soviétique et de sa tradition bureaucratique, pouvait même être populaire. Il contribuait à prolonger un mode de vie pré-industriel qui n'était pas tendu, stressant, comme celui qu'imposent la concurrence et le rendement. Il plaisait particulièrement aux Français qui, encore proches de la campagne, appréciaient le charme d'un travail tranquille, souvent empreint de convivialité. Pour ceux qui s'abritaient en son sein, la forteresse bureaucratique avait quelque chose de protecteur, ne serait-ce que par les garanties statutaires et la routine la caractérisant. Et Jean-Marie Domenach de renchérir : «Les Français avaient réussi à installer leur rêve de bonheur individuel dans un système collectiviste : chacun pouvait être servi et tous étaient égaux...» (p. 164). La France et les Français se sont donc prêtés de bon cœur à cette «soviétisation rampante». Il est vrai que l'Etat a tout fait pour cela. Après avoir détruit la France des notables, il a voulu fabriquer de nouvelles notabilités grâce à un système scolaire caporalisé, sélectionnant les élites et les façonnant à vie, en quelque sorte la tradition bolchevique...

La France possède suffisamment de passé, c'est d'un avenir qu'elle a besoin, comme en témoignent les importants mouvements sociaux de décembre 1995. Les slogans qu'ils mirent en avant («Tous ensemble» ou encore «Résistance-Existence»), témoignent d'une volonté de faire front à l'adversité, de ne plus subir dans la passivité et de reprendre en mains une destinée qui avait été, jusque là, trop souvent abandonnée

aux circonstances. Mais c'est lorsque les choses vont le plus mal que la délivrance est la plus proche. Aussi, l'état d'esprit des «résistants» de décembre 1995 n'est-il peut-être pas si éloigné de celui qui animait les premiers résistants, ceux qui, après le désastre de juin 1940, engagèrent la France dans un salutaire sursaut, prélude à la Libération et au renouveau que l'on sait. Fidèle en cela aux idées et aux valeurs qui firent de lui l'un des plus jeunes résistants, Jean-Marie Domenach nous livre, à la dernière page du livre, le sens profond de sa démarche : il a tenté de parler de la France telle qu'il la voyait, le faisant sans crainte, convaincu que le redressement commence par le courage de regarder et dire ce que l'on voit, au lieu de rejouer aux drames du passé ou de prophétiser la catastrophe du futur. Il faut d'abord regarder son pays tel qu'il est.

Cette démarche, exemplaire d'intégrité, témoigne de la rectitude de toute une vie : sa vie. Dans l'hommage très remarqué qu'il lui a rendu («Le Figaro» du lundi 7 juillet 1997, page 28), Alain-Gérard Slama a eu des mots émouvants : «L'intellectuel généreux et sensible qui vient de nous quitter occupait dans le débat français une place singulière. Il avait choisi d'être Cassandre. Ce n'était pas la position la plus confortable. Elle lui a valu autant d'inimitiés que de solidarités ferventes. Mais c'était dans sa nature de rebelle éternel, qui ne se sentait chez lui que dans sa foi». «Regarder la France» fut sa dernière profession de foi, celle d'un grand croyant, qui jamais ne renonça à croire en l'homme et en son avenir.

Christian SAVÈS

Le souci du paysage est le premier souci de l'écrivain. Parler de sa terre, c'est en effet toujours parler de soi. Il est donc naturel que l'adresse au pays natal devienne la matière première des livres, ainsi que la meilleure façon d'en aborder la lecture. Mais c'est aussi un exercice secrètement autobiographique que les écrivains ont pris l'habitude d'enfouir sous les prétextes les plus divers. Le pays d'Allen de Valéry Larbaud, les tours d'Europe de Montaigne et de Chateaubriand, sont autant d'occasion pour discourir sur le pays quitté. Je songe encore à la défense de la race française que Céline a placée

en ouverture du *Voyage au bout de la nuit* : «...Elle en a bien besoin la race française, vu qu'elle n'existe pas ! (...) La race, ce que t'appelles comme ça, c'est seulement ce grand ramassis de miteux dans mon genre, chassieux, puceux, transis, qui ont échoué ici poursuivis par la faim, la peste, les tumeurs et le froid, venus vaincus des quatre coins du monde. Ils ne pouvaient pas aller plus loin à cause de la mer. C'est ça la France et puis c'est ça les Français.»

Un peu de polémique ne nuit pas à cet exercice qui est autant d'admiration que d'admonesta-

tion. Jean-Marie Domenach dans *Regarder la France, essai sur le malaise français* manifeste sa haute fidélité à cette libre tradition de l'essayiste-polémiste. Il faut évoquer ce sentiment de honte et de scandale par lequel passe l'auteur (et le lecteur) et qui fait de la question «mais reste-t-il beaucoup de vivants ?» (page 39) l'épicentre du livre. L'interrogation qui nous étreint, c'est celle de la barbarie qui passe à travers nous, qui n'est plus une menace extérieure mais une menace insinuée en nous, et dont aucun remède - et sûrement pas l'Europe, atteinte du même mal que nous - ne paraît certain. *Regarder la France* n'est donc pas un livre sur l'introuvable «identité française» mais sur ce que les romains appelaient «Fides» et qui signifie tout à la fois la confiance d'un peuple en son destin et le lien qui l'unit à sa patrie. C'est donc un livre politique et religieux.

Chaque pays possède ses vices particuliers. Jean-Marie Domenach en reconnaît plusieurs qui, assemblés, menacent l'esprit de la France. Le premier d'entre eux est le conformisme, le quadrillage des esprits par la presse et les sondages : «ils ressemblent à la météo : on les consulte pour se rassurer ou s'inquiéter plutôt que pour se renseigner». Cet exercice qui ne se distingue de l'activité des officines de renseignements que par sa publicité est-il d'ailleurs souhaitable ? Une société transparente à elle-même serait sans doute un monstre savant et un monstre entravé par les conflits nés de ce savoir. Jean-Marie Domenach a donc raison de poser la question iconoclaste de l'utilité de la sociologie lorsqu'elle prétend se mêler du gouvernement de nos vies : «toute description fige ce qu'il faudrait mettre en mouvement» (p. 32).

Il est significatif que le triomphe de la sociologie s'accompagne d'une régression des arts et particulièrement de ceux (littérature, cinéma) qui, traditionnellement, permettaient à une société de se connaître. C'est le néo-réalisme qui a sublimé le rêve de confort des Italiens des années cinquante ; c'est la nouvelle vague française qui a popularisé la révolte contre la société de consommation. Malgré quelques brillantes exceptions - J.-M. Domenach cite l'exemple d'Eric Rohmer -, la faillite des arts est aussi la faillite de l'esprit critique. «Il est pourtant bizarre qu'un journalisme, une littérature, un cinéma,

qui se veulent émancipés, réservent leur hardiesse à la sexualité qu'ils assimilent généralement à l'amour, mais nous disent si peu de choses sur ce que pensent, éprouvent et vivent réellement les Français.» (1).

La «dernière classe» c'est l'expression retenue par J.-M. Domenach pour évoquer cette société des anonymes, où ce n'est plus le matériel qui prime, mais le relationnel, où la vraie richesse tient au carnet d'adresses. La télévision s'est substituée à l'essentiel des autres modes de représentation de la société : le parti, le syndicat, l'usine, le clergé, le livre et le film. Mais peut-on encore qualifier de classe un groupe fluctuant qui n'est plus travaillé par un conflit ? «De quel mot désigner alors ce qui n'a ni consistance, ni stabilité, ni identité - ce qui est, en quelque sorte, une transition vers un avenir que nul ne peut anticiper ?» (p. 33).

Si la France existe c'est en fonction d'un conflit. Jean-Marie Domenach insiste longuement sur cet accouchement conflictuel de la France : notre géographie et notre histoire sont la géographie et l'histoire de nos batailles. Ces conflits ont fait de la France, plus que d'autres pays, le «champ des morts». *La Cité Antique et les Leçons à l'Impératrice sur les origines de la civilisation française* de Fustel de Coulanges nous ont appris ce poids des morts surplombant notre histoire. Elle est sans doute à l'origine du Sacre de la terre et du bornage des champs. Mais «l'admirable, nous dit J.-M. Domenach, est que les Français, de loin en loin, aient été capables de secouer le poids des morts (...) La Révolution, la Résistance, Mai 68, à des degrés bien différents, sont des insurrections de la jeunesse qui interrompent soudain la rumination des gérontes.»

L'amour de la France c'est donc le souvenir religieux et civil d'une jeune fille de vingt ans qui partit un jour trancher les liens de l'oppression ; le geste fou de Jeanne d'Arc trouverait-il encore un écho dans le monde moderne alors que la folie a été abaissée au rang des arguments publicitaires ? Le petit nombre de ceux qui sui-

(1) Sur la fécondité de l'œuvre d'art pour explorer la nature du lien humain, on se référera à l'ouvrage posthume d'Allan BLOOM, *l'Amour et l'amitié* (Ed. Fallois, 1996) traduit par Pierre MANENT. Les revues *Commentaire* (hiver 1996-1997, n° 76) et *Esprit* (Été 1997) ont consacré deux abondants dossiers à ce livre dont, pour *Esprit*, un entretien entre P. MANENT et J.-M. DOMENACH.

virent l'appel du Général de Gaulle à Londres, le 18 juin 1940, constituée déjà une réponse. La défense du pays perd son sens lorsque s'efface le lien d'amitié avec le paysage, cette terre d'attachement née du don des ancêtres, du travail et de la communion avec la nature. La connaissance d'un pays enseigne aussi sa défense. *Le recours aux forêts*, pour reprendre le titre d'un livre d'Ernst Jünger, est en même temps un *Traité du rebelle...*

Jean Renoir dans un entretien avec Jacques Rivette déplorait déjà cette perte du contact de l'homme contemporain avec la beauté de sa terre. La pratique culinaire, l'art du jardinage constituaient des savoirs ancrés dans les traditions qui permettaient à chaque foyer d'exceller dans un art domestique propre à son tour à enseigner le partage. Les cultures des anciennes provinces, nourries de ces savoirs, se sont amalgamées au mode de vie urbain ; elles n'ont pas vraiment disparu, elles se sont folklorisées, car «la vie quotidienne est le meilleur des instruments d'assimilation» (p. 82). La France a absorbé les deux immigrations intérieure et extérieure qui lui furent données et il n'est pas impossible que la plus grande violence fut exercée à l'égard de ses propres ruraux : «reconnaissons que la France a stérilisé la plupart des cultures qu'elle portait en elle. Était-ce la condition nécessaire et préalable pour que s'impose une culture nationale ? La justice n'existe pas dans un monde culturel où les rivalités, les destructions et les victoires sont aussi nombreuses, et quelquefois plus douloureuses, que dans les guerres les plus acharnées.» (page 73).

La civilisation née de la rupture du lien entre l'homme, sa terre et souvent sa langue, est aussi celle de la division entre le travail et les loisirs. On doit s'amuser uniquement dans les endroits spécialisés, écrit J.-M. Domenach (p. 98). «L'atomisation ne se développe pas seulement entre les hommes, elle est en chaque individu, dans les différentes sphères de sa vie. Aucun épanouissement ne doit être attaché au travail qui perdrait sinon sa modestie fonctionnelle dans la totalité de ses fins, aucune étincelle de réflexion ne doit tomber dans le temps des loisirs car elle pourrait se communiquer sinon à l'univers du travail et y mettre le feu» écrivait,

dès 1950, Theodor Adorno (2).

Seuls l'artiste et l'intellectuel peuvent prétendre échapper à cette démarcation symbolique ; ils en tirent d'ailleurs le sentiment d'un prestige qui, faute d'emprise et de traduction dans le reste de la population, ressemble souvent à une prison dorée. La situation faite aux intellectuels dans la société se situe au rebours de l'humanisme puisqu'elle les rejette aux marges. Il n'est donc pas surprenant qu'ils en viennent à leur tour à développer une critique de l'humanisme. C'est aussi cet esprit de caste et ce snobisme parisien qui inspirèrent à Roger Nimier sa saillie contre Saint-Germain-des-Prés qui «est devenu le pire de la province dans le pire de Paris».

«Des chemins millénaires, des paysages disparaissent, des villages entiers tombent en ruine, de larges portions de cette terre tant travaillée s'embroussaillent. C'est un monde qui retourne au désert, avec sa culture, sa mémoire, ses lieux-dits qui ne sont plus qu'une litanie poétique (...)» (p. 93-94). La montagne défigurée par les pistes de ski et les immeubles de rapport reflète à sa façon la défiguration de l'homme par l'homme - «cependant que les foules qui encombrant les pistes et les plages commencent à ressembler à celles du métro parisien» (p. 78)... et que «l'argent propage la laideur» (p. 86). Cette malédiction qui frappe le Français urbain est-elle rémissible ? Peut-on concilier rendement et beauté, se réapproprier la campagne à la Ville et la Ville à la campagne ? Dans *L'Arbre du Maire et la médiathèque*, Eric Rohmer met en scène le chassé-croisé anachronique entre les nouveaux paysans férus de technologies et les citadins rêvant d'une campagne intemporelle. Entre les deux, un notable qui a son idée (la médiathèque) et qui voudrait imprimer sa pensée dans le paysage en digne seigneur féodal.

«L'idéologie dominante tire sa force de son occultation» (p. 39). Les questions étouffées par le consensus sont avant tout des questions politiques. S'il est un fléau à combattre c'est bien ce nouveau cléricalisme, l'économisme, la pensée consensuelle, ce «truc inventé par les pères abbés afin d'éviter les conflits, particulièrement

(2) Theodor ADORNO, *Minima Moralia, Réflexions sur la vie mutilée*, Payot, 1991.

pénibles dans les couvents» (p. 119) car «une certaine *hostilité* est indispensable à la politique (...) pour qu'elle soit comme autrefois *un puissant instrument d'intégration*» (p. 117).

On ne peut cependant évoquer un phénomène idéologique sans relater ses implications dans l'histoire et la géographie : être politiquement correct en France ne signifie pas la même chose qu'aux Etats-Unis. Il existe en France une longue tradition du «politiquement correct», issue du jacobinisme et de l'anticléricalisme. Elle s'est forgée en affrontant les institutions d'Ancien régime. Aux Etats-Unis, le «politiquement correct» s'emploie à rebours pour défendre les communautés contre l'intrusion du pouvoir d'Etat. Le politiquement correct est donc employé en France par le parti qu'il affronte aux Etats-Unis. D'où ce paradoxe lié à la réévaluation de Thermidor dans notre histoire : il est devenu en France politiquement correct d'être politiquement incorrect...

Jean-Marie Domenach consacre trois chapitres à la formation politique de la France. Son originalité en Europe tient au caractère précurseur de l'Etat centralisé en France, qui devance puis précipite la transformation de la société. «Les Français se donnèrent un Etat avant de former un peuple» (p. 85). La Révolution est peut-être née de cet anachronisme : des libertés féodales et régionales menacées par un Etat devenu accaparant. La Révolution a repris l'appareil bureaucratique mis en place par l'Ancien régime mais a introduit une rupture en brisant les anciennes solidarités et en s'improvisant l'instituteur du social. «En France, l'Etat moderne s'est construit dans des circonstances qui en ont fait un monstre omnipotent, qui a avalé toutes les institutions, les médiations, les exceptions. Après avoir détruit les notables, l'Etat a voulu les fabriquer grâce à un système caporalisé qui sélectionne les élites et les façonne à vie» (p. 189). Le libéralisme français se distingue ainsi des libéralismes anglo-saxons et italiens par son imposition venue d'un centre. Il est rupture et non continuité, intellectuel et politique avant d'être mercantile. Il est surtout conflictuel puisqu'il suppose l'existence d'un appareil étatique puissant, qui, en France, sera d'emblée impopulaire.

Cette singularité a été longuement analysée par Pierre Rosanvallon dans plusieurs ouvrages récents (3). On se référera en outre à la chronique de Philippe Sénart (*France Forum*, juillet-septembre 1995) où sont resituées les deux traditions de *La Monarchie impossible* : «Deux courants traversent l'histoire de France, l'un aristocratique, libéral («la liberté est ancienne», a dit Benjamin Constant), centrifuge, de source germanique et de tendance républicaine, l'autre centralisateur, unitaire, autoritaire, égalitaire, monarchique. La Révolution a-t-elle été une cassure dans la continuité historique française ? Elle brasse au contraire ces deux courants dans ses tourbillons.»

Ce détour est nécessaire pour comprendre l'intuition qui parcourt les derniers chapitres du livre de J.-M. Domenach. Une contradiction majeure anime les Français : la passion de l'égalité jointe à la passion de l'aristocratie. Ce qui sous-tend le mot de Barbey d'Aurevilly : «En France, tout le monde est aristocrate, car tout le monde tend à se distinguer de tout le monde» (p. 122). Or, cette passion a longtemps trouvé son épanchement dans le républicanisme des élites. Le concours permettait de maintenir la fiction (?) de l'accès de tous aux emplois d'élite tout en sauvegardant le principe hiérarchique sans lequel il n'est pas de société organisée. Ce modèle qui fonctionna jusqu'aux années soixante s'est progressivement grippé avec la démocratisation de l'enseignement et la remise en cause du rôle de l'Etat comme parangon de la modernité. «Dès lors que toute différenciation est attribuée à des déterminismes et des préjugés, l'autorité perd son fondement» (p. 127). L'Etat est devenu par sa taille et sa rigidité - conçue pour le confort des personnels - un élément archaïque. Ses objectifs, dans certains secteurs, ressemblent à ceux des conglomerats soviétiques uniquement régis par le quantitatif. Le syndicalisme est devenu pour l'essentiel une affaire de rentiers et les intérêts que défend le parti communiste ressemblent à s'y méprendre aux intérêts du parti radical-socialiste d'entre-deux guerres. Dès lors qui plaidera la cause du *lumpen prolétariat* des chômeurs et des exclus ?

(3) Cf. *L'Etat en France, de 1789 à nos jours*, Seuil, 1990 et *Le Libéralisme économique, Histoire de l'idée de marché*, Seuil, 1989.

Ce tableau sévère appelle quelques nuances. L'hypertrophie de l'Etat en France, et en particulier de la protection sociale, est le produit d'un individualisme toujours plus grand. Lorsqu'il ne reste plus rien entre l'individu et l'Etat, ce dernier a tendance à occuper tout l'espace vacant. Et si les fonctionnaires jouissent de certains privilèges, ils sont aussi les principales victimes de la crise de l'action publique. L'autorité du professeur dans une salle de classe dépend aussi du respect dont jouissent les hommes politiques de son pays. Quant au Statut de la Fonction Publique de 1946, il convient de rappeler qu'il succède à un corporatisme qui avait donné toutes les raisons de désespérer de la démocratisation de la fonction publique ; c'est plus la perversion de son usage au fil du temps qui en a fait un instrument en définitive peu favorable pour les personnels, parce que peu motivant. Mais peut-on motiver les agents du service public, où la notion de rentabilité est difficile à évaluer, autrement qu'en rendant manifeste le sens du service qu'ils accomplissent ? La crise de l'administration française est avant tout une crise de l'action publique, une crise politique.

Certains signes encourageants apparaissent : après un départ timide (4), la décentralisation a permis, au moins dans les villes grandes et moyennes, l'émergence d'un véritable débat civique et parfois d'un véritable contrôle public. C'est ainsi qu'il faut sans doute comprendre la floraison de scandales dont l'origine résulte de l'action déterminée de citoyens regroupés en collectifs de défense d'un quartier, de l'écologie, des contribuables. L'Etat a d'ailleurs contribué à cette évolution en améliorant régulièrement le droit de saisine des administrés. L'inflation du contentieux dont sont saisis les tribunaux administratifs en est un signe tangible. Le régime des agents de la fonction publique territoriale (1984), même s'il est calqué sur celui de la fonction publique d'Etat, propose des modalités de recrutement plus proches du contrat, ce qui explique leur diffusion dans les annonces des journaux.

L'issue se trouve donc plutôt du côté d'une réappropriation douce de l'Etat par les citoyens que dans sa dissolution (dont le communisme a d'ores et déjà démontré l'impossibilité).

*
**

Les dernières pages de *Regarder la France* sont une ode à la Liberté. «C'est une certaine proportion d'hommes libres qui fait un pays libre» (Bernanos) J.-M. Domenach aimait cette phrase qu'il a reproduit dans un article d'*Esprit* en 1976. Il ajoutait : «nous avons appris que la liberté dépend moins des règlements qui la délimitent que du courage de ceux qui la vivent. (...) Lorsque j'entends retentir cet hymne cacophonique aux libertés, je regarde les poitrines de ceux qui poussent la chanson et je me demande si elles sont assez larges.»

Devenir un homme libre est la plus difficile des conquêtes. Elle suppose de refaire le choix de son pays. Ce choix qui fut celui des résistants fut souvent d'abord celui de l'exil. De cette expérience, J.-M. Domenach a retenu, contre l'histoire propagée par Vichy, que la France plus qu'une terre est d'abord un esprit ; sauver la France, c'est donc sauver la fiction de la France dont les étrangers se révèlent parfois les meilleurs dépositaires ; et cette fiction est l'une des propositions les plus originales de la modernité ; c'est le creuset où la liberté de l'homme, au voisinage de Montaigne et de Rousseau, a été promise au monde. Cette promesse, qui restait une utopie lorsqu'elle s'inscrivait dans la révolution sociale, devient désormais un idéal privé, que chacun par la quête de la connaissance, de l'amour et de l'amitié est convié à réaliser. Mais n'est-ce pas là, retrouvée, la philosophie d'Emmanuel Mounier ?

François AZAR

(4) On peut situer l'origine du mouvement de décentralisation à 1865 et au Programme de Nancy qui inspirera l'œuvre de la III^e République.

Michel Debatisse

(1929-1997)

Dans son précédent numéro, celui du 40^e anniversaire, France-Forum n'avait pu que très brièvement évoquer (pp. 61, 66, 74, 76) l'importance de la mutation, non pas subie mais "consciente et organisée", de l'agriculture depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, et le rôle qu'avaient joué dans la modernisation et le renouveau de cette profession les militants et dirigeants issus de la Jeunesse agricole chrétienne (J.A.C.). Le parcours de Michel DEBATISSE, au cours de cette période, illustre cette constatation.

Secrétaire général de ce mouvement de jeunesse de 1954 à 1957 - il avait tout juste 25 ans lorsque cette responsabilité lui fut confiée -, il prend, en 1958, la présidence du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.). Sous son impulsion celui-ci devient rapidement l'organisation remuante, imaginative, dynamique, moderniste que l'on sait, secouant les conservatismes. En 1964, ayant atteint la limite d'âge de 35 ans, il quitte le C.N.J.A. après avoir publié, en 1963, "La Révolution silencieuse", livre qui structurait les aspirations et la doctrine de l'aile marchante de la paysannerie.

Michel Debatisse s'est toujours voulu lucide et responsable. Rejetant toute démagogie, il sut se montrer inventif quant aux techniques institutionnelles, juridiques et financières susceptibles de favoriser l'efficacité et le développement des exploitations agricoles mais aussi d'assurer des conditions équitables et dignes de sortie d'une profession dont les effectifs, inéluctablement, devaient se réduire. Tel est l'esprit qu'il fait prévaloir à la F.N.S.E.A. à la tête de laquelle il accède en 1971.

A la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, il entre (de 1979 à 1981) dans le gouvernement de Raymond Barre, en qualité de secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires. Plus tard, il fait la démonstration de sa fermeté et de son sens de la stratégie et de l'organisation en redressant la situation de la coopérative laitière SODIAAL, un des "grands" de la profession (marques Yoplait et Candia).

Fidèle jusqu'à sa mort à son village de Palladuc, dans le Puy-de-Dôme, il puisait dans cet enracinement la force et la sagesse qu'il prodiguait - aux antipodes de l'activisme - dans l'exercice de ses multiples responsabilités au Crédit Agricole, au Parlement européen et au sein de diverses instances de décision, de recherche, de réflexion, de conseil... Ceux qui eurent le privilège de l'y rencontrer, France-Forum peut en témoigner, demeureront à jamais marqués par sa personnalité rayonnante et stimulante.

Le 11 juin dernier Michel Debatisse nous quittait. Les médias ont célébré le syndicaliste, l'homme politique, le chrétien. Ses familiers, ses amis, l'immense cohorte de ses compagnons de militance ont évoqué et se sont souvenus de «l'homme de Palladuc». Le plus souvent avec une infinie tristesse, et parfois le regret de l'avoir côtoyé sans avoir reconnu l'homme d'exception qu'il était. Car il est vrai qu'il appartient à cette catégorie d'hommes, peu nombreux par génération, dont l'envergure personnelle et la portée réelle de l'œuvre, apparais-

sent avec plus de clarté lorsqu'ils sont disparus.

Ce serait encore le méconnaître et lui déplaire que de verser dans le panégyrique. Son œuvre, d'une exceptionnelle richesse, comporte parce qu'elle est humaine sa part d'ombre, d'erreur, de renoncement. Elle ne saurait faire l'unanimité. Mais elle nous oblige à mettre en lumière les immenses qualités de l'homme.

Récemment, un ami proche, ancien dirigeant national de la Jeunesse Agricole Chrétienne (J. A. C.), m'interrogeait au téléphone :

«Comment expliquer que, de ce coin isolé du département du Puy-de-Dôme, ait pu surgir un jeune paysan pauvre qui, sans plus de moyens que ses compatriotes, hormis une indomptable énergie, ait pu aller aussi loin ? Aussi bien pour

jeunes qui s'interrogent sur leur propre destin et s'efforcent, souvent par instinct, de garder une mémoire vivante pour appréhender le présent et tracer les chemins de l'avenir.

Palladuc est un village dont le nom est maintenant connu partout en France. Il est situé en altitude sur un plateau granitique de la montagne thiernoise, entouré de forêts de sapins où règne un climat de type continental. Rude pays, qui depuis toujours trempe les caractères et stimule les énergies. Michel Debatisse y est né le 1^{er} avril 1929. C'est le lieu de son enracinement familial, social et religieux. Et c'est là qu'il repose pour l'éternité.

C'est une gageure de faire comprendre ce qu'était hier la vie d'une famille paysanne de sept enfants au cours des années vingt et trente, quand elle avait pour unique ressource les revenus d'une exploitation de polyculture d'une douzaine d'hectares en terre médiocre. La pauvreté matérielle y côtoie parfois de près le dénuement. Mais à l'époque, la plupart des petits paysans de la région (et d'ailleurs) sont logés à la même enseigne. Aussi, à l'école et au catéchisme, n'existent guère de motifs criants de comparaison sociale qui exacerberaient les sentiments d'injustice ou de jalousie. Et le traditionnel stoïcisme paysan fait le reste.

La pauvreté matérielle est mieux supportée et un peu oubliée lorsque la chaleur de la vie familiale est intense et les relations de voisinage solidaires. C'est le cas pour le jeune Michel qui, somme toute, a grandi dans un monde relativement harmonieux. La vie est certes dominée par la dureté du travail, mais elle s'organise au rythme des saisons et autour des fêtes et des célébrations chrétiennes. Il parle la langue de ce pays avant toute autre, et, à travers elle, intègre par osmose, au sein de sa famille, les valeurs multi-séculaires de la paysannerie et du christianisme. Elles se résument en un humanisme fait de labeur, empreint de générosité, de sagesse et transcendé par la présence de Dieu.

L'enfance est courte en ce temps-là chez les paysans et l'adolescence jamais évoquée. L'homme jeune pousse en quelques mois, dès que l'enfant a renouvelé sa première communion et obtenu son certificat d'études. L'entrée dans la vie adulte se fait par le travail. Michel

fixer de vastes et originales orientations que pour atteindre des objectifs qui ont contribué de manière décisive à la transformation de l'agriculture, au progrès humain des agriculteurs, avec des répercussions sur la vie de la société nationale et européenne tout entière».

L'inépuisable mystère de l'homme

La réponse ne peut être qu'incomplète. Pour une part importante, elle est inscrite au cœur du mystère de l'homme. Par cette expression, il faut entendre non pas l'incompréhensible mais l'inépuisable, comme nous l'enseignait l'un de nos maîtres jésuites François Varillon. Aussi, sans prétendre à l'exhaustivité, nous nous risquerons à réfléchir sur l'itinéraire de Michel Debatisse. Avec deux soucis : lui rendre hommage et faire que sa présence soit sensible aux

travaille comme la plupart de ses camarades. Et parfois à la limite de ses forces. Sur la ferme de ses parents pour une partie de son temps, et pour l'autre en montant des couteaux à domicile, comme le voulait à l'époque la coutume du pays. Déjà, il se prépare à ne pas fléchir sous le poids d'un destin préfixé. L'homme des futurs grands combats pointe sous les traits de l'adolescent volontaire qui veut «faire changer les choses» et singulièrement la vie des jeunes paysans. Il se laisse aussi pénétrer par le silence des vastes espaces boisés, battus par les vents d'ouest. Le travail souvent solitaire dans les champs ou devant son établi le favorise. Ce n'est pas uniquement pour rêver. Mais il présente que ces moments silencieux sont ceux où s'apprennent les mots justes et où se dessinent les attitudes fondamentales. Il lit beaucoup, surtout l'hiver. Très vite, vers ses dix-huit ou dix-neuf ans, il est en mesure d'adresser ses premiers articles à «Jeunes Forces Rurales», le journal national de la JAC.

Dans ses paroles ou ses écrits, jamais n'apparaissent des désirs de revanche individuelle ou de comptes à régler. Par contre, deux de ses préoccupations essentielles sont présentes en permanence : faire connaître l'infortune des paysans et leur donner la parole ; agir pour les aider à retrouver leur dignité et leur offrir de nouveaux projets d'avenir. Avec cette conviction que ces objectifs ne pourront aboutir sans qu'intervienne en même temps une modification importante des conditions de vie. Pour lui, formation et action sont déjà intimement liées.

Deux voies aptes à canaliser son énergie s'offrent à lui. La première, c'est la J.A.C. Il y adhère à quinze ans, à l'exemple de son frère Georges, décédé juste avant que n'éclate le second conflit mondial. La deuxième, c'est la politique. En 1945, comme à beaucoup d'autres, le Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) lui apparaît sous les traits du parti du renouveau. Il comporte une section «jeunes» et se fonde sur des valeurs proches des siennes. Et à ce sujet, bien des années plus tard, alors qu'il est président de la F.N.S.E.A. et qu'au cours d'un Conseil d'Administration quelqu'un l'invective en évoquant sa soi-disant allégeance à tel parti il répond avec émotion : «Je n'ai adhéré qu'à un seul parti politique, pour un an, et j'avais seize

ans». Cinq impressionnantes secondes de silence absolu suivent. Tous les participants ont compris que c'est un sujet qu'il ne faut pas aborder avec lui à la légère et par malveillance.

En fait, Michel Debatisse avait adhéré au M.R.P. pour les raisons que je viens d'évoquer, mais aussi parce que les hommes qui l'incarneraient étaient pour beaucoup des anciens de l'Action Catholique de la Jeunesse Française (A.C.J.F.) ; autrement dit de son esprit. Par contre, la région thiernoise était imprégnée depuis longtemps par le socialisme. Le Parti Radical et la S.F.I.O. dominaient. Partis de gauche, ils étaient devenus socialement conservateurs et se démarquaient de la droite en affirmant surtout leur virulente laïcité. De plus, les problèmes paysans ne les souciaient pas. Le jeune homme se sentait parfaitement étranger à ce monde là, et il semble bien qu'il en ait été marqué à vie.

Dans les années où il exerce ses plus hautes responsabilités professionnelles, il n'est en réalité à l'aise, pour établir un dialogue avec la gauche, qu'avec des hommes se réclamant eux-mêmes des humanités judéo-chrétiennes, tel Michel Rocard ou Jacques Delors. Certes il a tout au long de sa carrière des contacts privilégiés avec d'autres hommes politiques, les gaulistes en particulier. Il est fasciné par le Général de Gaulle. Pourtant, depuis l'âge de seize ans jusqu'à sa mort, sa vraie famille politique se situe dans la mouvance de la Démocratie chrétienne. Même s'il ne peut y adhérer formellement en raison de l'incompatibilité d'un mandat politique avec les mandats professionnels nationaux.

La J.A.C., il en devient un animateur exceptionnel dans la zone de Thiers. Il a le sens de l'action. Aussi prend-il de nombreuses initiatives qui visent toujours à responsabiliser, à faire progresser humainement et spirituellement le plus grand nombre de jeunes. Interrogés aujourd'hui, ses amis de jeunesse, hommes ou femmes, répondent tous presque invariablement : «Michel, il était difficile de lui refuser quelque chose, même lorsqu'il nous demandait de prendre des responsabilités pour des activités qui au départ ne nous intéressaient pas forcément». Le jeune homme déterminé, courageux, se révèle comme un remarquable chef de file. Il

n'abuse pas de son côté séducteur pour rechercher une domination égoïste, simplement il se sert au mieux de ses facultés personnelles pour éveiller, entraîner, rassurer ses camarades. Bref, pour les aider à prendre des responsabilités. Car il est convaincu déjà que la mise en route d'actions collectives est toujours ardue, mais que bien orientées, celles-ci engendreront par la suite leur propre dynamique.

C'est en raison de sa participation à quelques sessions régionales de formation que des dirigeants nationaux de la J.A.C. le découvrent en personne et non plus seulement par les articles qu'il adresse à «Jeunes Forces Rurales». J'étais alors secrétaire général de la J.A.C. et je lui proposais, au début de l'année 1950, de venir renforcer, par une présence à mi-temps, l'équipe nationale du mouvement. Il me répondit par une longue lettre qui contient la phrase qui marque le début d'une nouvelle étape dans sa vie : «La J.A.C. m'a tout apporté jusqu'à mon service militaire, de sorte que je ne puis lui refuser de lui être utile et à travers elle aux jeunes du monde rural».

Représentant à la J.A.C. des jeunes paysans pauvres

A la fin de l'été, l'arrivée de Michel Debatisse au Secrétariat Général de la J.A.C. est remarquée. Il impressionne par son authenticité. C'est le représentant naturel des jeunes paysans pauvres, les plus nombreux à l'époque, qui vivent sur les petites exploitations de polyculture : des militants chrétiens aussi, ceux qui veulent que le christianisme soit présent dans toute la vie. Il est intelligent, vif et résolu à aller de l'avant. A vingt et un ans, il s'appuie sur une expérience forte, qui paraît être plus longue que ce qu'elle est en réalité. Elle donne plus de profondeur encore au beau regard qui fixe toujours celui de l'interlocuteur et n'altère en rien le sourire, presque omniprésent, qui exprime bien des sentiments. Nul doute pour quiconque : c'est un sincère prêt à payer de sa personne.

Pour ceux des dirigeants qui ne sont pas directement issus du milieu paysan et qui parfois en nourrissent quelques complexes, il devient spontanément l'homme de référence. Souvent même leur mentor. Pour d'autres, qui ont ten-

dance à trop conceptualiser ou parfois à s'égarer dans des théories plus ou moins claires, c'est l'homme incontournable qui doit donner son avis et autant que possible son accord sur toute décision d'importance. Et au fil du temps, la personnalité s'affirme. Le vrai leader apparaît. Sans avoir pourtant de vraie responsabilité définie au sein de l'équipe, sinon d'être rédacteur à «Jeunes Forces Rurales». Aussi bien, sa nomination à d'autres fonctions, au cours des années 1952-1953, est en fait une confirmation car elles auront toujours été assumées à l'avance, du moins partiellement et de manière tout à fait naturelle. En décembre 1953 il devient le Secrétaire général de la J.A.C.

C'est un intuitif génial qui se révèle. Lorsque son avis est sollicité sur la réponse à donner à telle question préoccupante, il répond ce qu'il faut faire et non ce qu'il pense. Sa force est de transformer les idées en actes. A son avis, le fameux triptyque «Voir-Juger-Agir» en usage dans le Mouvement, doit être changé en «Voir-Agir-Juger». Les discussions théoriques, surtout lorsqu'elles se prolongent, ne l'intéressent que moyennement. Et il n'est pas rare que pendant un débat, il fasse autre chose en même temps. Son souci est toujours d'avoir un projet d'avance, sans qu'il en donne toujours l'explication précise. Parfois, même ses meilleurs amis s'en estiment floués. Sûrs d'avoir été pris au dépourvu, ils lui reprochent de faire cavalier seul. Et ce de manière délibérée. La réalité fondamentale est autre. Très à l'aise avec la stratégie et la tactique, il n'est pas vraiment doué pour la dialectique. Son action de leader se fonde beaucoup plus sur l'engagement de processus aptes à obtenir un ralliement majoritaire, que sur l'obtention de consensus théoriques. D'ailleurs, ces derniers demandent le plus souvent beaucoup de temps et de dépense d'énergie. Chargé de lourdes responsabilités, Michel estime devoir aller vite et ne pas perdre des heures précieuses à convaincre les indécis ou à faire bouger ceux qui se contentent du surplace. La fameuse dynamique propre aux actions collectives bien orientées s'en chargera ! Il n'en poursuit pas moins un travail acharné qui stupéfie tout le monde et force l'admiration. Même ceux qui marquent quelques différences à l'égard de ses propositions le respectent.

Soucieux de la promotion humaine et spirituelle des militants

Il est soucieux et attentif à ce que les activités du Mouvement restent bien ordonnées à la formation humaine et spirituelle de tous. Et il sera l'un de ceux qui sollicitera le plus les aumôniers, ou même des laïcs reconnus pour la qualité de leur réflexion spirituelle, afin que les exigences de l'Évangile soient approfondies en permanence et intégrées par les consciences.

Convaincu que les orientations à prendre et les actions à mener ne peuvent se fonder uniquement sur l'intuition, il lit et étudie beaucoup. Ainsi, la lecture régulière de la revue *Esprit* est un devoir auquel il s'adonne. Il lui faut en effet asseoir ses convictions politiques et philosophiques qui lui font adopter la troisième voie entre le marxisme et ses dérivés d'une part, et le libéralisme, traité à l'époque de fossile par certains amis d'*Economie et Humanisme* (il ne tardera pas à revenir en force !).

Bien que connaissant d'expérience le milieu agricole et tout particulièrement les problèmes humains, il ne s'en tient pas là. Toutes les monographies concernant l'économie, la démographie, la sociologie l'intéressent vivement. Et dans toute la mesure du possible, il aime se rendre dans les différentes régions afin de tester ses convictions sur le terrain. Sans dédaigner non plus de participer localement à des travaux d'enquête à caractère scientifique.

Au fil des années, l'homme de pouvoir s'est construit. Et cette qualification n'a ici aucune connotation péjorative. Bien au contraire, car son exercice nécessite de grandes qualités humaines. Le courage surtout afin d'être en mesure de faire face à l'adversité sans faiblir. Et Michel Debatisse n'en a pas manqué jusqu'à son dernier souffle. De plus, il n'utilise pas le pouvoir pour les plaisirs du pouvoir mais pour servir la cause qu'il s'était fixée depuis sa prime jeunesse et remplir les missions qui lui furent confiées par la suite.

L'initiateur en agriculture du syndicalisme jeune

La constitution du Centre National des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) est certainement l'un

des moments où il a fait preuve d'une grande maîtrise. C'est en effet réussir une opération importante et rare que d'être l'initiateur, le maître d'œuvre et le rassembleur d'énergies, qui aboutit à la mise en place d'un syndicalisme jeune, à la fois autonome et associé à la F.N.S.E.A. Dès lors, il ouvre une nouvelle porte. S'y engouffre avec d'autres, une partie importante des militants aînés de la J.A.C. Ils trouvent là un outil à leur mesure, avec lequel ils vont contribuer largement à la transformation et à la modernisation de l'agriculture. Selon des principes et des orientations qu'ils ont mûris, réfléchis et commencé d'expérimenter à la J.A.C. Cette pénétration dans l'agriculture et le monde rural est d'autant plus efficace que le C.N.J.A. est pour eux un lieu de passage. Ils y perfectionnent leurs projets, en font surgir de nouveaux et apprennent les difficultés inhérentes aux réalisations de longue haleine, et la méfiance vis-à-vis des effets pervers que peut nourrir éventuellement toute réalisation d'apparence logique et juste. Bref, ils se colletent avec les réalités. De ce fait, à trente-cinq ans ils sont plus mûrs et aguerris pour être des acteurs performants dans le syndicalisme aîné, les Chambres d'agriculture, la coopération, le crédit, les organismes de développement, les centres d'enseignement ou de formation ou même la politique. Et pendant quarante ans, dans tous ces secteurs, Michel Debatisse est un extraordinaire animateur et un leader respecté.

Lors de son décès, les manifestations de sympathie, d'admiration, de respect ont jailli de partout. Même de chez ceux qui ont été en profond désaccord avec ses idées ou certains de ses actes et qui les ont combattus. Ils ont bien voulu reconnaître qu'au-delà de l'œuvre, il y avait chez l'homme des valeurs émergentes, qui demeurent pour toujours inaliénables et auxquelles il convient de rendre hommage.

Michel Debatisse s'en est allé vers le Royaume mystérieux qui nous attend tous. Il survit par notre souvenir, car, comme l'a dit le poète, «le vrai tombeau des morts, c'est le cœur des vivants».

André VIAL

Ancien Secrétaire Général de la J.A.C.

La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

«Portrait d'un artiste» : François Mitterrand, par Alain Duhamel. - Le Journal de Loti. - Un ménage littéraire : les Chateaubriand, par Jacques-Alain de Sédouy. - La correspondance de Madame de Staël. - Bonald et Madame de Staël, par Marcel Toda. - Montaigne, «libre et fidèle», par Georges Laffly. - Une «demoiselle des lumières» : Julie de Lespinasse, par François Bott.

M. Alain Duhamel ajoute un livre, *Portrait d'un artiste (1)*, à toute la bibliographie mitterrandienne. Ce livre dont la couverture s'orne d'un beau dessin à la mine de plomb de M. Hercleux présente un portrait où, dit M. Duhamel, «l'homme privé transparait dans l'homme public, le nuancant, l'approfondissant, le prolongeant». Disons plutôt que c'est l'homme public qui y transparait dans l'homme privé, ce dernier dictant au premier ses choix et sa conduite. Mitterrand est-il «un artiste de la politique» ou «un artiste entré en politique» ? M. Duhamel permet de donner une réponse à cette question dont le double volet ne s'oppose pas, mais se complète. Autre question : est-il un héros de roman ou romancier lui-même, celui que son ami Gabriel Matzneff comparait au Fabrice Del Dongo de *La Chartreuse de Parme* et dont toute la vie n'a été qu'une aventure littéraire ?

Quand François Mitterrand publia, après *La Paille et le grain, L'Abeille et l'Architecte (2)*, je m'écriais ici même : «C'est, dans une lumière charentaise, Marx filtré par Montaigne». Mais y avait-il chez ce néophyte socialiste un résidu même de Marx ? François Mitterrand l'avait-il jamais lu ? Ce qu'il a peut-être retenu de l'auteur du *Manifeste du communisme*, ce sont ces lignes où apparaît une critique de droite du capitalisme. Bonald dont M. Jean Bastier a publié récemment un texte inédit sur la Révolution de 1830 (2 bis) ne les aurait pas reniées. «La bourgeoisie a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables, considérées avec le pur respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le prêtre, l'homme de science, le poète. Aux relations familiales, elle a arraché leur voile de touchante

sentimentalité et les a réduites à un simple rapport d'argent. Partout où elle est parvenue à dominer, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques... Elle a dissous la dignité de la personne dans la valeur d'échange et, aux innombrables franchises, garanties et biens acquis, elle a substitué une liberté unique et sans vergogne : le libre-échange». Serait-ce par ce Marx-là que François Mitterrand, jeune bourgeois affranchi, a été amené à un socialisme terrien et, selon le mot de Daniel Halévy, «traditionnaire», où il ne pouvait que retrouver Proudhon ? J'étonnerais peut-être M. Alain Duhamel si je dis qu'il l'avait découvert à l'Institut d'Action Française, rue Saint-André-des-Arts, dont il fréquentait, dans les années 36-38, les cours et conférences et où Henri Lagrange avait institué avant 1914 une chaire Proudhon. Ici se pose encore une question. François Mitterrand a-t-il jamais appartenu à l'A.F. ? «Je ne m'abaisserai pas à le nier» a-t-il répondu, sibyllin. M. Pierre Péan a révélé (?) dans son livre, *Une jeunesse française (3)*, qu'il avait été inscrit aux Volontaires nationaux du colonel de la Rocque. Mais ce jeune homme de droite pouvait-il y trouver la pâture intellectuelle que réclamait un esprit en appétit ? On ne devait plus lire depuis 1926, chez les parents Mitterrand, bons catholiques, *l'Action française* condamnée par Rome (la levée de l'interdiction préparée par Pie XI et promulguée par Pie XII date de 1939). On ne devait pas lire davantage, quoiqu'en dise M. Duhamel qui confond un peu tout, Lamennais, Lacordaire, Montalembert,

(1) Flammarion.

(2) Flammarion. Cf. *France-Forum* février-mars 1979.

(2 bis) Duc-Albatros.

(3) Fayard. Cf. *France-Forum* janvier-mars 1995.

Albert de Mun. M. Jean Guilton se souvient du jeune «jéciste» Mitterrand au 104 de la rue de Vaugirard. «Il était au 104 ce qu'il n'a jamais cessé d'être, royal et social, royaliste de tendance et de dignité, en même temps ami des pauvres qu'il visitait avec la conférence de Saint Vincent de Paul». Royaliste, républicain, socialiste, il y a une constante dans la vie de François Mitterrand, c'est ce sens social, son amitié pour les humbles. D'où les tient-il ? J'ai posé un jour la question à M. Pierre Péan. Du légitimisme de sa famille où l'on lisait les œuvres du marquis de la Tour du Pin et de *La Lettre aux ouvriers* du Comte de Chambord qui les inspirait. C'est à une tradition monarchique avouée que se rattache le Mitterrand du fameux article publié en 1943 dans *France*, «revue de l'Etat nouveau», dirigée par Gabriel Jeantet, où «cent cinquante années d'erreurs» sont dénoncées. S'il reçoit alors la francisque, c'est parrainé précisément par Gabriel Jeantet. M. Duhamel ne reconnaîtra peut-être pas son personnage dans tous ces antécédents, mais il analyse parfaitement ce, qu'à l'égal de De Gaulle, Mitterrand a mis de monarchie dans sa conception de la République quand il fut appelé en 1981 à gouverner les Français que leur Etat avait «cessé d'aimer», plus Valois, sans doute, que de la branche directe des Capétiens, en quoi il montre quelque accointance avec le Comte de Paris qu'il était allé saluer, jeune étudiant «larocquiste (?)», au manoir d'Anjou, à Bruxelles. En 1981, la rose au poing sur le parvis du Panthéon, il vaticinait, mais il avait écrit dans *L'Abeille et l'Architecte* : «Je préfère celui qui sait dire ce qu'il a vu et ressenti à celui qui vaticine, forçant sur ses impressions». En 1988, il est réinvesti par les Français à une importante majorité (Jacques Bainville a dit que le suffrage universel est conservateur). Commence la seconde partie d'un «règne» qui durera quatorze ans, le temps, à quelques années près, de la Restauration, de la Monarchie de juillet et du Second Empire. M. Alain Duhamel peut écrire que François Mitterrand a «personnifié l'unité, la continuité, le rassemblement», principes de toute monarchie. C'est alors qu'il apparaîtra revêtu de cette «dignité» que M. Jean Guilton lui a attribuée au 104 de la rue de Vaugirard. On lui a fait des obsèques royales. Il meurt huit mois après avoir quitté sa charge. Ce n'est qu'à ce moment que la transmission s'en

opère véritablement et que son successeur se sentira complètement investi, «Le roi est mort, vive le roi».

Comment François Mitterrand a-t-il occupé l'intervalle que Saint-Simon place entre la vie et la mort ? Cet «intervalle» a duré pour Mitterrand le temps même de son règne. Atteint dès 1981 d'un mal fatal, le sachant, il n'en a pas moins dirigé les affaires de la France. «Si l'on devait s'arrêter de faire ce que l'on doit faire, a-t-il écrit, on ne serait digne de rien». Mais l'action ne devait pas le distraire de la méditation sur la mort qui était son affaire propre. M. Alain Duhamel relève dans un excellent chapitre de son livre qu'il n'a jamais séparé l'une de l'autre, qu'il n'a jamais plus fortement réfléchi sur l'au-delà que lorsqu'il a été porté au sommet de l'Etat. «Je n'aimerais pas être pris de court par l'ultime aventure», a-t-il confié à ses proches. Il a multiplié les entretiens spirituels avec Elie Wiesel, avec Jean Guilton... Cherchant obstinément l'issue, quels secours lui a apportés l'Eglise de son baptême ? Habitant sur le territoire paroissial de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le curé «dissident» de cette paroisse a pu lui rappeler dans une lettre de 1987 qu'il ne payait pas son denier du culte. Mais quand l'échéance s'est rapprochée, l'abbé Laguérie a mis François Mitterrand aux pieds de Dieu. «Je ne vous tiendrai pas le langage lénifiant de nos évêques d'aujourd'hui, a-t-il dit en substance dans une lettre du 6 janvier 1995 publiée dans le bulletin de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (4), mais celui que l'Eglise de toujours doit vous faire entendre. Vous allez comparaître devant le Dieu de votre jeunesse. Les comptes seront terribles. Les puissants seront puissamment châtiés, proclame le prophète. Il faut vous préparer à l'inéluctable rendez-vous du dernier jour». L'abbé Laguérie implorait dans son sévère mandement la grâce du Seigneur et exprimait à François Mitterrand une «surnaturelle sympathie». Mitterrand lui a répondu dans une lettre du 20 mars 1995 dont *Le Chardonnet* n'a reproduit que les extraits pouvant être rendus publics. Il citait dans cette lettre une pensée de Vauban sur la véritable «gloire» de l'homme, «toute généreuse, prudente, hardie dans ses entreprises, ferme dans ses résolutions, intrépide

(4) *Le Chardonnet*, février 1996.

dans les actions périlleuses, charitable, désintéressée, prête toujours à pardonner et à prendre parti pour la justice... La fausse gloire n'est pas la simple apparence de ces qualités. Dans la pratique elle lui est toujours opposée, c'est la seule qui soit d'usage dans le monde. L'autre ferait de véritables héros, mais elle coûterait trop». Combien ambiguë, énigmatique, cette réponse se cachant sous le discours - alibi de Vauban, mais plongeant dans quelles sombres profondeurs ! Elle reste à déchiffrer. Elle apporte au portrait peint par M. Alain Duhamel la touche de mystère qui pourrait tout clarifier.

*
* *

Loti a tenu son journal dès l'enfance. Il y inscrivait, a-t-il dit dans *Le Roman d'un enfant*, «moins les événements de sa petite existence tranquille que des impressions, tristesses, regrets des étés passés, rêves de lointains pays... J'avais déjà ce besoin de noter des images fugitives, de lutter contre la fragilité des choses et de moi-même». Arrêté en 1911, ce journal sera repris jusqu'en novembre 1918, mais sous la forme d'un simple agenda. Le fils de Pierre Loti, Samuel Viaud, en a tiré en 1925 et 1929 deux volumes des années 1878-1885. Le journal inédit publié aujourd'hui par MM. Bruno Vercier, Alain Quella-Villeger et Guy Dugas (5) s'étend de 1878 à 1911. Ce journal inédit n'est pas une publication intégrale. Ses présentateurs ne nous en offrent un texte complet que pour les années 1884-1886-1903, mais nous avertissent qu'ils l'ont par ailleurs «reconstruit», disons plutôt recomposé, à partir de certains thèmes ou épisodes (voyages,...). Loti a tiré de son journal les matériaux de ses romans, notamment *Le Roman d'un enfant*, *Le Mariage de Loti*, *Mon frère Yves*, plus tard *Un jeune officier pauvre* et *Prime jeunesse*, véritables chapitres d'autobiographie. Il y a un «va et vient» continu entre le journal et l'œuvre, ce qui explique que MM. Vercier, Quella-Villeger et Dugas ont jugé sans doute inutile de le reproduire dans son intégralité lorsque la lecture de l'œuvre y supplée. Loti lui-même, après l'avoir utilisé, en avait fait disparaître des mois et des années entières.

Le journal ainsi nettoyé ne présente qu'un choix de pages qui peut encourir, reconnaissent

MM. Vercier, Quella-Villeger et Dugas, «l'accusation de censure». La publication de ce Journal ne commence qu'en 1878, parce qu'*Azyadé*, le premier roman de Loti, publié en 1879 sans nom d'auteur, relatait, d'après des notes dont le capitaine Viaud avait donné lecture aux officiers de son bord, une aventure survenue à Constantinople dans les années 1875-1876. Il y eut ce que M. François le Tergat a appelé, dans son livre *A la recherche de Pierre Loti* (6), «une affaire *Azyadé*»... L'héroïne de cette aventure était en fait un héros. Les Goncourt dans leur Journal évoquent «l'appétit d'idéal moral de cet auteur (Loti) dont l'amante, dans son premier roman, était un monsieur». Le héros ayant changé de sexe, Julien Green a parlé d'«un camouflage maladroit». Souday, écrit-il, savait parfaitement à quoi s'en tenir, mais il s'est tu. «Il serait ridicule, dit M. Le Tergat, de cacher la part d'homosexualité présente dans *Azyadé*». Une part d'homosexualité ? «Trop d'amour troublant dans mes livres», écrit Loti dans la dédicace de *Mon frère Yves* à Alphonse Daudet. On reste perplexe. Amateur de travestissements et qui s'habille en «frère de la côte» pour fréquenter les bouges avec les matelots, Loti prend des leçons de gymnastique, sculpte avec soin son corps, s'enduit de fards, se fait photographe nu. Ainsi sa photo grandeur nature décorera-t-elle la salle de bains de Robert de Montesquiou avec cette dédicace : «Académie d'académicien». Il dessine dans ses carnets de beaux visages de marins athlétiques et barbus. Il place dans ses chaussures un mécanisme à ressort pour exhausser sa petite taille et imprimer à sa démarche une allure sautillante. Quand en 1916 le commandant Viaud se présente à l'état-major du général Pétain à Verdun, Pétain écrit au Ministre de la guerre : «Ne croyez-vous pas que cet officier serait plus à sa place à l'état-major du général Lyautey qu'au mien» ?

Loti prend sa retraite en 1910 avec les cinq galons de capitaine de vaisseau, mais à quarante-huit ans il n'en avait encore que trois. En 1898, il avait été placé d'office en position de retraite, puis réintégré. Précipité en 1883 dans ce qu'il a appelé «l'enfer jaune», il s'était montré sévère dans les journaux de Paris sur la

(5) La Table Ronde.

(6) Pierre Seghers.

conquête du Tonkin. Il écrivait à l'une de ses amies : «A la place de ces beaux jeunes hommes que l'on sacrifie, je voudrais voir devant les balles chinoises tous ces gouvernants misérables qui les y ont envoyés, vieux députés issus de chicane ou d'épicerie, vieilles loques humaines qui ont décrété la chose de Paris, du fond de leurs fauteuils à rond de cuir... Quelle aventure insensée que cette guerre, commencée on ne sait pour quoi, par deux ou trois fous qu'il aurait fallu désavouer, continuée par un gouvernement inepte, menée par des chefs incapables». Loti décrit le sac et l'incendie de Thouanan, un «Oradour», mais il profite du pillage. Sa chambre est pleine de bibelots, de vases de vieux Chine, de débris bizarres, jusqu'à des chevelures. Que penser de cet officier qui accompagne les contrebandiers du pays basque dans leurs opérations nocturnes ? «L'amusante contrebande», dit-il. Il y a beaucoup d'ombres dans ce journal et de réserves chez ses annotateurs. Loti a été hanté une grande partie de sa vie par le souvenir d'une «terrible affaire», «le spectre de la frontière du Nord». Périodiquement, cette affaire refait surface. Il est convoqué au ministère. Il s'en tire chaque fois. Une facile exploration des dossiers du Fort de Vincennes permettrait peut-être de faire la lumière sur «l'étrange chose».

Terminant son journal en 1911, Loti écrit : «J'arrête à cette page ce triste journal... Il ne m'intéresse plus et sans doute qu'après moi n'intéresserait plus personne...». Entraîné autour du monde sur les océans où la «Royale» affirme sa présence et où les sept cents marins du «Redoutable» refusent de saluer leur amiral aux cris réglementaires de «vive la République !», Loti nous dépose de loin en loin sur d'exquises plages, comme au Japon, dans Nagasaki, depuis dévastée par la bombe américaine, d'où il a tiré *Madame Chrysanthème*, ou cette mystérieuse Constantinople d'ancien régime avec ses sultans merveilleusement civilisés, ou ces petites sous-préfectures françaises qui ont nom Mahé, Karikal, Yanaon, Chandernagor, Pondichéry, vestiges de poésie pure. Nostalgie d'un monde qui n'est plus et que le romantisme de Loti (Chateaubriand des pauvres) ne cesse d'aviver, mais à travers des voiles d'ombre derrière lesquels se dissimule le visage contrasté du commandant Julien Viaud. «J'ai envie de mou-

rir et j'ai soif de vivre»... Nous sommes toujours, comme l'a écrit M. François Le Tergat, à «la recherche de Pierre Loti».

*
**

On a beaucoup écrit sur les ménages célèbres de la littérature. Après l'ouvrage que M. Jacques-Alain de Sédouy a consacré à Céleste, l'histoire du ménage Chateaubriand reste-t-elle encore à écrire ? M^{me} de Chateaubriand parle beaucoup de son mari, disons même qu'elle ne parle que de lui dans les souvenirs tirés de son Cahier vert et de son Cahier rouge que M. Jean-Paul Clément a présentés dans une édition récente (7). Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, parle peu de sa femme, lui, mais il a suffi d'une page où elle apparaît, menue et furtive, dans l'ombre que lui fait le grand homme, pour nous la faire connaître et, surtout, nous donner l'envie de pénétrer plus avant dans l'intimité de ce couple traversée de toutes les adversités de l'Histoire et de toutes les infortunes d'une vie privée agitée. C'est une biographie de Céleste de Chateaubriand que M. Jacques-Alain de Sédouy a écrite (8), mais François-René lui fournit l'indispensable contre point. Comment, en effet, les séparer dans le même mouvement de vie où la complicité, plus encore peut-être que l'amour, les a entraînés ?

Lucile, la sœur bien-aimée, avait arrangé ce mariage dont elle attendait la richesse pour un frère désargenté (Céleste Buisson de la Vigne était la fille d'un armateur malouin). Elle espérait surtout qu'elle ne viendrait pas s'immiscer dans le monde imaginaire où les deux adolescents avaient noué à Combourg des relations romantiques. La légende veut que Chateaubriand ait enlevé Céleste. En fait, elle fut jetée dans ses bras par Lucile, et un prêtre réfractaire ayant béni le mariage, ce contre quoi s'insurgea un oncle bon démocrate, Chateaubriand tâta de la prison avant qu'un prêtre officiel vint légaliser l'union. «Ils s'étaient fougueusement épousés», dit le baron de Frénilly dans ses étincelants souvenirs. Il n'y a eu de la «fougue» que dans les oppositions à ce mariage de convenance. Tout de suite,

(7) Perrin.

(8) Perrin.

Chateaubriand, se déclarant moralement mobilisé au service du roi, partit pour l'armée des princes et abandonna Céleste au sort qui fut celui, pendant plusieurs années, d'une femme d'émigré. Il devait se rappeler qu'il était marié, le jour seulement où la famille du pasteur Ives qui lui avait offert l'hospitalité en Angleterre lui offrit aussi sa fille. Lorsqu'il revint en France au mois de mai 1800, l'auteur d'*Atala* se lança dans la vie littéraire parisienne et ne se soucia pas de reprendre la vie commune avec une petite provinciale dont il avait perdu le souvenir. Puis il fila le parfait amour avec Pauline de Beaumont, la première en date de ses fameuses «madames», qui ne tarderait pas, tandis qu'elle se mourait, à être remplacée par Delphine de Custine. Nommé à l'ambassade de France à Rome auprès du Cardinal Fesch, Chateaubriand écrit à son ami Fontanes : «La crainte d'être réuni à ma femme m'a jeté une seconde fois hors de ma patrie». M^{me} de Beaumont ne l'avait accompagné que pour se coucher dans le tombeau qu'il lui avait fait édifier. C'est alors que Céleste de Chateaubriand, de sa lointaine Bretagne, décide de «reconquérir le foyer conjugal». Bonne âme, M^{me} de Chastenay dit dans ses souvenirs qu'elle avait eu le louable dessein d'y apporter ses consolations. Frénilly écrit : «Ils se reprirent étourdimement». Non... Céleste avait préparé avec soin son coup de force. Elle occupa d'autorité dans la petite société des amis de Chateaubriand la place laissée vide par Pauline, et elle plut à tout le monde, y compris son mari. «Aimable et bonne, dit Joubert, Chateaubriand vit avec elle comme un ange, c'est-à-dire aussi bon et aussi heureux qu'un ange pourrait l'être sur cette terre». Mais l'ange, six mois après, s'envolait pour Fervaques où il allait rejoindre Delphine de Custine dans le lit à baldaquin honoré jadis par Henri IV. Il fallut que Céleste en prît son parti, jamais elle ne pourrait rogner les ailes de son ange, mais toujours il reviendrait au foyer, il vaudrait mieux dire au «nid».

Ils se ressemblaient trop pour pouvoir se passer l'un de l'autre. Frénilly, la première fois qu'il les vit, à Champlâtreux, chez Molé, ne s'y était pas trompé. Chateaubriand et Céleste, sa «femelle», c'est son mot, sont sortis du même nid, il précise du même œuf. Esprit original, langue piquante, écrivant à merveille, c'est Chateaubriand qui le reconnaît, Céleste n'a-t-

elle pas tenu la main à son illustre époux dans certains passages de ses Mémoires d'outre-tombe. La politique la passionnait, et elle a un talent de polémiste. Elle a voulu servir l'ambition de son grand homme et même lui en donner. Elle s'est jointe au chœur des «madames». «Celles-ci, écrit la marquise de Montcalm dans ses Souvenirs, avaient persuadé Chateaubriand que lui seul était capable d'influer sur les destins de la France. Désormais, il ne connaîtrait plus le bonheur.» Sainte-Beuve a parlé du «détournement» de Chateaubriand par ses adoratrices. Aspirant peut-être au repos sous les arbres de sa Vallée aux loups qu'il a plantés, il regimbe. Il écrit à Céleste, le 19 août 1815 : «Eh bien, me croiras-tu, ne me laisseras-tu tranquille, ne voudras-tu me pousser à ceci ou cela ? Pair, ministre d'Etat, que faut-il de plus ? Du travail, notre Vallée, de l'aisance, nous serions heureux». Echappée de sa province, épouse d'un mari volage panier percé, Céleste a toujours tremblé pour sa situation, et elle l'a toujours poussé à s'élever plus haut pour ne retomber qu'un peu moins bas. En 1830, quand la fortune les abandonne, elle aura une parole sublime, citée par M. de Sédouy dans une lettre à leur ami Clauzel. «Adieu, cher ultra, soyez-le toujours, ce n'est pas le moyen d'avoir le vent en poupe, c'est celui d'avoir l'âme en paix.» L'ambition ne l'a pas détournée de ses fidélités. Elle découvre alors dans l'adversité le repos qu'elle s'était toujours refusée. Unis pour le meilleur et pour le pire, ces deux êtres nés du même œuf ont traversé leur temps de tempêtes dans le même vol complice, comme deux cormorans de haute mer, pour retrouver leur nid.

*
**

Rentrée d'exil en 1795, après la Terreur, M^{me} de Staël a voulu être, sous le Directoire, la sixième directrice de la République. «Il faut se rallier à la République, mais pour la diriger», écrivait-elle à Alexandre de Lameth. Dirigerait-elle Bonaparte ? Elle avait insisté auprès de Talleyrand pour lui être présentée. «Général, quelle est la femme que vous préférez ? - La mienne.- Et celle que vous estimez le plus - Celle qui s'occupe le mieux de son ménage.» Le dialogue tourna court. M^{me} de Staël avait voulu la République, mais avec les monarchistes,

comme en 1875, dans la même filiation de pensée, son arrière-petit fils, Albert de Broglie, la «république des ducs». Bonaparte congédiait la république et confisquait la monarchie. «Il n'y a plus en France qu'un homme et tout autour un brouillard qu'on appelle la nation», écrivait M^{me} de Staël à Dupont de Nemours, et à Suard ; «Vivons en silence dans les ruines de toutes les pensées et de tous les sentiments que nous avons aimés». Pourtant, elle ne fit jamais autant de bruit que dans ce paysage silencieux. Ce «fracas» (le mot est de Rosalie de Constant) cassa vite les oreilles de Bonaparte qui lui enjoignit de se retirer à plus de quarante lieues de Paris. C'était la renvoyer à Coppet où elle allait fonder un pouvoir spirituel. «Je suis fidèle à la Sainte Alliance de la République et de la Morale». La correspondance de M^{me} de Staël, établie par M^{me} Béatrice Jasinska et qu'a publiée M. Jean-Jacques Pauvert, relayé par la Librairie Hachette, narre cette aventure. Les deux derniers volumes parus en 1982 et 1985 sous les titres *France et Allemagne, Le Léman et l'Italie*, nous avaient conduits jusqu'en 1803, 1804 et 1805. Interrompue, elle a été reprise par la Librairie Klincksieck. Nous suivons dans son tome VI M^{me} de Staël, entre novembre 1805 et mai 1809, de *Corinne* à *De l'Allemagne* (9).

C'est durant les années 1804 et 1805 que, définitivement éloignée de Paris par une volonté inflexible, elle a accompli ses grands voyages d'Allemagne et d'Italie. Il lui est désormais interdit de respirer l'air de la rue du Bac qui, seul, pouvait lui donner le bonheur, elle ira respirer, «loin, écrit-elle, du triste spectacle qu'offre l'anéantissement moral de toute une nation», l'air pur et libre de l'Europe. Coppet où elle règne et dont les célèbres saisons groupent autour de son trône tout un échantillonnage de brillante société aristocratique et intellectuelle est, aux portes de la France d'où elle a été chassée, un avant-poste de la civilisation, mais pénétrée de toutes les influences nouvelles d'un cosmopolitisme que deux de ses familiers, Bonstetten et Sismondi, ont, dans leurs livres *L'Homme du Nord et L'Homme du Midi et Littérature du Midi de l'Europe*, organisé autour de deux pôles. L'Europe française du XVIII^e siècle s'y élargit, au risque peut-être de s'y perdre.

Quel est celui de ces deux pôles, Nord ou Sud, vers lequel incline la planète staëlienne ? «La liberté est ancienne», proclame M^{me} de Staël. Elle souffle du nord, elle a été apportée dans les ruines de l'empire romain par les tribus barbares, et ne contenait-elle pas un germe de désordre ? M^{me} de Staël dit qu'elle est née française, «mais avec un caractère étranger, avec le goût et les habitudes françaises, et les idées et les sentiments du nord». C'est un mélange qu'elle appelle «un contraste», dont Bonaparte, chargé des intérêts de la France, pouvait, mais au nom de faux principes, se méfier. Coppet et Genève ouvrent dans notre territoire la fameuse «échancrure» par où s'est répandu, durant le XIX^e siècle et jusqu'à nos jours, un libéralisme d'importation nordique. M^{me} de Staël est originaire par sa mère, Suzanne Curchod, de ces Cévennes qui constituent sur notre sol, du pays vaudois au pays cathare, une corniche fortifiée de l'hérésie et qui jouissent de ce fait d'un statut d'extra-territorialité ; par les Necker, elle est d'ascendance prussienne. Clausewitz, le grand théoricien de l'art militaire, lui a rendu visite à Coppet à l'automne 1807, avec le prince Auguste de Prusse ; il reconnaît en elle «une sensibilité plus allemande que française».

C'est donc en suivant sa pente naturelle que M^{me} de Staël est allée en Allemagne en 1803. Charles de Villers, un émigré français, lui expliqua en deux journées la philosophie de Kant, Fichte, son système, en un quart d'heure. L'Allemagne est, déclarera-t-elle, «la patrie de la pensée», et elle en a ramené Schlegel dont elle fera à Coppet ce qu'on appellerait aujourd'hui son directeur de cabinet. Lorsqu'elle y retournera en 1807, Vienne, où elle s'est attardée, est pour elle «une île française au milieu de la mer germanique». C'est le Nord qui l'appelle, le pays de ses profondes origines. «Je compte me mettre en route pour le nord de l'Allemagne qui me convient mieux», écrit-elle le 9 janvier 1808 à son fils Auguste. L'été de Coppet de 1808 sera une saison allemande. M^{me} de Staël travaille à son grand ouvrage *De l'Allemagne*, son testament, écrit-elle au Prince de Ligne, et que Napoléon fera détruire quand il paraîtra en 1810. Chaque soir on lit dans le

(9) Librairie Klincksieck.

grand salon. Il y a Klopstock, Lessing, Herder, Zacharias Werner qui s'est converti au catholicisme et qui entrera bientôt dans les ordres, apporte dans ce concert germanique l'indispensable note de mysticité. M^{me} de Staël s'est un jour posé la question de l'utilité de ses voyages allemands. Réponse : ils ont assuré pendant un siècle et plus la suprématie intellectuelle de l'Allemagne en France et le désarmement moral de celle-ci. En 1866, après Sadowa, Michelet s'écriera que «la belle culture allemande a vaincu la barbarie catholique».

M^{me} de Staël aurait-elle cautionné ce cri ? Son voyage d'Italie ne l'avait pas conduite chez les barbares, mais dans un pays où elle avait fait assaut d'esprit français avec les cardinaux du Sacré collège. Elle en a rapporté *Corinne*, le roman même d'un cosmopolitisme vécu qui ne fait pas toujours apparaître à son désavantage la civilisation du midi dans son opposition à celle du nord, et, aussi, cette observation déjà stendhalienne que Rome est, sous un gouvernement ecclésiastique, «le pays le plus libre de la terre». «Tout y est beau de souvenirs, de majesté, de mélancolie». Mais l'idée de la mort y est toujours présente, et le souvenir de son père ne la quitte pas. «Le séjour de Rome apaise l'âme» lui avait écrit Chateaubriand pleurant Pauline de Beaumont. M^{me} de Staël a-t-elle jamais voulu être apaisée ? Il y a en elle un sentiment inquiet de l'infini qui la porte toujours au-delà d'elle-même, que ce soit à travers les étendues illimitées des plaines du Nord, dans des brouillards pré-historiques, à la découverte d'origines indiscernables, d'où elle entend extraire les fondements d'une Politique, que ce soit dans sa vie sentimentale, où «tout», confie-t-elle, «est mouvement», où elle dit «aimer plus qu'elle n'est aimée», où l'amour que lui inspire le dieu habitant chaque corps s'exprime sans pouvoir jamais se définir, dans une métaphysique dont le langage reste à déchiffrer.

M^{me} Jasinska analyse ce langage à la faveur de trois intrigues nouées par M^{me} de Staël au printemps 1805 en Italie avec deux jeunes gens de vingt-quatre ans, le diplomate Pedro de Souza et un gentilhomme irlandais, le comte Maurice O'Donnell, puis, lors de son retour à Coppet, dans l'été de la même année, avec un autre jeune homme de vingt-quatre ans aussi, Prosper de

Barante. M^{me} de Staël avait, elle, trente-sept ans. Sa cousine, M^{me} Necker de Saussure, observe qu'il est difficile de distinguer chez elle le langage de l'amitié et celui de l'amour, tant il y a, dans cette âme où ne règne, en l'absence des limites et des repères de la raison, qu'un seul empire de la passion. M^{me} Jasinska conclut d'une étude très attentive de la correspondance entretenue par M^{me} de Staël avec Pedro de Souza et Prosper de Barante qu'elle n'a pas été leur maîtresse. Oui, peut-être, pour Pedro de Souza dont elle a coupé les cheveux de la «jolie tête», en mère éplorée, pour les recueillir dans son reliquaire sentimental. Mais pour Prosper de Barante ?... M^{me} de Staël est Phèdre dans la tragédie de Racine qu'elle met en scène avec ses amis à Genève, et Prosper est Hippolyte. Hippolyte confessera plus tard : «Ce qu'elle a voulu de moi, ce goût pour subjuguier les regards et les sens, je ne l'ai point eu», mais il ajoute : «Elle m'a quelquefois entraîné à le lui montrer pour l'apaiser et lui faire du bien, j'ai eu tort de lui céder». Bien honnête, M^{me} Jasinska veut que Prosper n'ait cherché à apaiser cette «amoureuse insatiable» que par de bonnes paroles. Pierre de Lacretelle dont on lit toujours son *Madame de Staël et les hommes* (10), sans partager tout à fait les illusions de M^{me} Jasinska, relève comment M^{me} de Staël a été «attirée par des esprits vierges où subsistait encore un peu de la pureté primitive». «Captures peut-être faciles, mais délicieuses, écrit-il, éveiller une âme, révéler un jeune être à lui-même, dégager des forces inconscientes, transporter dans d'autres cerveaux ses propres rêves, telle paraît avoir été alors sa suprême jouissance, et ces créations de l'esprit plus mystérieuses que celles de la chair lui ont donné des satisfactions infinies».

A l'arrière-plan de ce théâtre de métaphysique amoureuse, M^{me} de Staël continue de jouer sa tragi-comédie avec Benjamin Constant. Il n'en parvient que des échos dans cette correspondance où ne figure qu'une seule lettre adressée de Vienne, le 15 mai 1808, à celui-ci. Quelques autres lettres sont adressées par M^{me} de Staël au prince de Ligne avec qui de charmants rapports se sont établis. C'est, au milieu des tumultes, de

(10) Grasset.

l'époque, un aparté comme dans l'avant-scène d'un théâtre d'Ancien régime. Le Prince de Ligne a quatre-vingts ans. Il a écrit, en parfait connaisseur du sexe, que «les femmes ont toujours une enfance prolongée». Il prend M^{me} de Staël sous sa protection. Il juge qu'«elle a une âme trop vive pour sa tête et une tête trop vive pour sa raison». C'était à Vienne, en 1808, dans la capitale d'une Europe où le prince de Ligne, cosmopolite, mais à la française, pouvait dire qu'il avait quatre ou cinq patries. «Je passe ma vie dans la maison de cet homme, le plus aimable de la terre, il me traite comme sa fille, hélas !». Hélas !... ah, comme l'on aime ce discret soupir d'une femme qui n'en a pas poussé beaucoup de ce genre dans sa bruyante vie et qui, peut-être, a trouvé, pendant quelques instants, auprès du vieux libertin dont la livrée, paraît-il, était rose, l'apaisement qu'elle cherchait, tout en le refusant.

*
* *

M. Marcel Toda à qui nous devons déjà un très remarquable ouvrage sur *Henri Massis et la droite intellectuelle* vient de publier dans le même ordre de préoccupations un excellent essai sur *Bonald théoricien de la contre-révolution* auquel il a joint, sous le titre *La vraie révolution*, la réponse de Bonald aux *Considérations sur les principaux événements de la révolution française* de M^{me} de Staël parue en 1818 (11). «On lit peu M. de Bonald, écrit Albert Thibaudet dans son *Histoire de la littérature française*, mais on le cite beaucoup». M. Marcel Toda a lu Bonald, le cite et le commente. Il annonce la publication prochaine par ses soins de sa Correspondance avec le comte Senft. M. Jean Bastier a tiré, il y a quelques années des archives du château du Monna, à Millau, des *Réflexions inédites sur la révolution de 1830* et des lettres de Bonald à sa famille (12), intéressant complément aux lettres échangées avec sa grande amie, M^{me} de Sèze, belle-sœur du défenseur de Louis XVI, publiées en 1916 par le professeur Moulinié à la librairie Alcan. Toute cette bibliothèque bonaldienne est du plus haut intérêt pour la connaissance de l'homme longtemps méconnu dont Chateaubriand disait qu'il était non seulement un homme de bien, mais un homme de génie. A travers Bonald, toute

l'époque charnière entre l'Ancien régime et la France moderne nous apparaît dans sa véritable lumière. La Restauration fut dans l'histoire de France, avec son essai de monarchie constitutionnelle, ce que M. Rosanvallon a appelé dans sa *Monarchie impossible* (13) le «moment anglais». Bonald oppose à ce moment anglais l'ancienne et authentique constitution française. «Il existe une et une seule constitution de la société», avait-il écrit en 1796 à la première page de sa *Théorie du pouvoir politique et religieux*, «la constitution royale pure, conforme à l'ordre naturel». Bonald a placé en exergue à son ouvrage cette phrase de Rousseau : «Si le législateur établit un principe différent de celui qui naît de la nature des choses, l'Etat ne cessera d'être agité jusqu'à ce que ce principe soit changé et que l'invincible nature ait repris son empire».

M^{me} de Staël avait voulu se borner, dans les *Considérations* auxquelles Bonald a répondu dans l'opuscule réédité par M. Toda, à l'examen des actes et des écrits publics de son père, mais, a-t-elle déclaré dans la préface de son ouvrage publié après sa mort survenue en 1817, «en avançant dans mon travail, j'ai été conduite par le sujet même à retracer d'une part les principaux événements de la révolution et à présenter, de l'autre, le tableau de l'Angleterre comme une justification de l'opinion de M. Necker relativement à ce pays». En proposant à la France ces institutions, en voulant la faire vivre à l'heure anglaise, M^{me} de Staël aurait-elle contrarié la nature des choses ? Bonald écrivait le 17 juin 1818 à M^{me} de Sèze : «Avez-vous lu M^{me} de Staël ? Qu'en pensez-vous ?... pour moi, je m'y perds et je ne conçois pas le tendre intérêt que l'on porte à cette femme qui avait trop de mouvement dans son esprit et a toujours eu trop d'agitation dans sa vie pour juger sainement une société en révolution». Bonald, dans sa réponse, est sévère. «Le livre de M^{me} de Staël est un roman sur la politique et la société écrit sous l'influence des affections domestiques et des passions politiques qui ont occupé et agité l'auteur. C'est encore Delphine et Corinne qui font de la politique comme elles faisaient de l'amour

(11) Ed. Clovis.

(12) Duc Albatros.

(13) Fayard. Cf. *France-Forum* n° 303-304 - juillet-septembre 1995.

ou s'exaltaient sur les chefs-d'œuvre des arts avec leur imagination et surtout leurs émotions... M^{me} de Staël n'aurait-elle écrit ces *Considérations sur la révolution* que pour justifier son père ? Necker, rapporte Bonald, confesse dans l'un de ses livres : « Ah s'ils n'étaient pas malheureux les Français, s'ils n'étaient pas des opprimés, quels reproches n'aurais-je pas à me faire ? » ! M^{me} de Staël a inventé un peuple malheureux et opprimé, elle a inventé une société pour que son père n'ait pas de reproches à se faire. En quoi ces *Considérations* sont bien une œuvre d'imagination romanesque. Il reste que, de cette œuvre d'imagination romanesque, de cette poésie de politique, véritable manifeste de ce qui sera dix ans plus tard l'école doctrinaire, est sorti le courant de libéralisme de tradition genevoise et de sympathie anglaise qui a traversé tout le XIX^e siècle et a véhiculé jusqu'à nos jours, dans un sentiment de nostalgie orléaniste, le rêve d'une « démocratie paisible et réfléchie », selon le mot même de M. Giscard d'Estaing.

Toute la vie, toute l'œuvre de Louis de Bonald proteste avec vigueur contre ce rêve au nom de la nature des choses dans ce qui pourrait être l'amorce d'un débat d'idées. « Ce qui a été nié et aboli, a dit Bonald, doit être retrouvé et re-prouvé avant d'être restauré ». Mais peut-on encore débattre des pures et libres idées, dans le cadre de ce qu'on nomme « la pensée unique » où les idées sont supplantées par des valeurs-mythe ayant force de loi ?

*
**

« L'originalité de l'attitude politique de Montaigne, écrivait Jean Prévost en 1926, dans sa *Vie de Montaigne* (14), fut toujours de « juger librement, en obéissant fidèlement ». « Libre et fidèle », c'est le titre que, quelque soixante ans après à la fin d'un siècle aussi tourmenté que le XVI^e, M. Georges Laffly donne à son tour à un essai sur *Montaigne* (15). Il trouve en celui-ci « le mélange de sentiments d'indépendance républicaine et de principes d'obéissance monarchique » qui, d'après Bonald que M. Laffly cite (mais qu'il a lu), « constitue l'esprit français et fait l'homme fort dans une société forte ». Comment Montaigne a-t-il réagi aux trois grands « chocs » subis par le siècle de la Renaissance, la découverte du Nouveau monde,

la remise à jour de l'Antiquité, la Réforme protestante ? C'est à cette question que répond M. Laffly dans ce petit livre dont la solidité et la lucidité sont les deux qualités essentielles.

Il y a eu, dans la vie de Montaigne, une période romanesque. Trois caciques indiens débarquent de leurs Amériques à la cour de France. Il les examine sérieusement de la tête aux pieds et il tire de cet examen une idylle politico-morale sur le thème du « bon sauvage » où tout le XVIII^e siècle ira, dans un primitivisme naïf, se nourrir de chair fraîche et joyeuse. Cet homme, à la recherche, toute sa vie, d'« une molle tranquillité », s'amuse, d'autre part, dans l'entreprise générale de rénovation de l'Antiquité, à faire l'éloge de Sparte avec une éloquence athénienne. Il en sortira tous les *conciones* des grands avocats de la Révolution. « Montaigne peut, écrit M. Laffly, se laisser aller à la rêverie utopique, quand elle est sans conséquences, il ne pense nullement à s'installer au Brésil près de ses chers cannibales ni à fonder à Bordeaux une république régie par les lois de Lycurgue. Lorsqu'il s'agit de la réalité qui lui est proche et chère, il n'hésite pas une seconde ».

Aujourd'hui tous les perroquets de la « classe politicienne », de la travée de droite ou de celle de gauche, n'ont qu'un mot sur la « langue de bois » dont ce volatile est, paraît-il, pourvu : le changement. Rien de plus ancien et usé que ce mot, a observé un jour le malicieux M. Jobert, retraité de la politique. Montaigne lui, ne veut pas « innover ». Il a horreur des « nouvelletés ». « Il évitait le scandale, a écrit Jean Prévost, tout en se conformant à l'usage ». C'est pourquoi on a pu l'accabler sous le terme péjoratif de « conservateur ». Mon bon maître Pompidou sut dans les années 68-69 réhabiliter ce beau mot. Il nous divertissait, dans sa classe du lycée Saint-Charles à Marseille, de la lecture de son cher Jules Vallès où il reconnaissait ses origines, mais il nous recommandait, avec plus de sérieux, celle de Montaigne à travers laquelle il déchiffrait son destin. Un catholicisme qu'il ne pratiquait guère et un royalisme de compromis sont, chez l'auteur des *Essais*, les repères de sa fidélité. Il a retenu la leçon de son ami La Boétie : « Obéir et se soumettre religieusement

(14) Rééd. Zulma - Calman Lévy - 1992.

(15) Ed. Sainte Madeleine 84330, Le Barroux.

aux lois sous lesquelles on vit», ou encore celle de Michel de l'Hospital venu à Bordeaux morigéner un Parlement tiré à hue et à dia : «Votre faute est de ne pas assez obéir au roi». Dans les troubles de ce temps, «le débonnaire Michel de l'Hospital suivait le roi et les catholiques, écrit Jean Prévost, pour des raisons où la religion n'avait rien à voir et où le zèle n'entraînait guère». Est-ce que ce sont les mêmes raisons qui ont conduit dans un autre camp Agrippa d'Aubigné, le furieux, à apporter son épée à la réconciliation française ? «Agent de la régente Catherine de Médicis, homme-lige d'Henri III, conseiller du Béarnais». Grâce à Montaigne, qui a su mettre son indolence au service de l'énergie nationale, «la France, dit M. Laffly, n'a pas été divisée ou absorbée par les Espagnols et les Anglais, et elle a pu connaître les deux grands siècles de son histoire». Ceux qui ont suivi, le premier a été traité, dans un accès d'humeur, de «stupide», le second a été assimilé par Henry de Montherlant aux «temps infâmes» de la fin de l'Empire romain. Mais mérite-t-il le sombre grandiose de ce qualificatif quand il achève lamentablement de se décomposer dans le désordre et dans la confusion ?

Le XX^e siècle clôt l'ère moderne ouverte par Montaigne. Ce que M. Laffly appelle «l'assaut contre Rome et la Croix» n'a jamais été plus furieux. L'Ennemi investit l'Eglise catholique et y a déjà lancé des têtes de pont. Notre monde qui n'a à la bouche que le mot «humanisme» ne veut plus rien entendre des leçons de l'Antiquité et il préfère parler un charabia pseudo-culturel. Qui perd sa langue perd son être. Il n'y a plus comme au XVI^e siècle d'Amériques à découvrir mais il reste aux Terrestres à organiser la fuite dans l'espace que Chateaubriand prédisait à la fin des *Mémoires d'outre-tombe*. M. Georges Laffly ne désespère pas cependant. Il adresse un dernier appel aux «têtes bien faites» que Montaigne opposait aux «têtes bien pleines». En subsiste-t-il, quand n'existe plus que le bourrage de crânes ?

*
* *

M. François Bott a rencontré pour la première fois le fantôme de Julie de Lespinasse à laquelle il vient de consacrer un petit livre exquis, *La Demoiselle des lumières* (16), au

bord de la Marne à Nogent, dans une maison acquise par Condorcet où a fréquenté plus tard Raymond Radiguet. De Radiguet dont il a raconté la vie dans un autre brillant essai (17) à Julie de Lespinasse, y a-t-il une filière ? M. Bott évoque dans l'avant-propos de sa *Demoiselle des lumières* les chemins sur lesquels «des esprits curieux et nostalgiques mécontents de leur époque vont prendre l'air dans l'espoir de faire des rencontres». «Ils courent à d'étranges rendez-vous, car ce sont des frôleurs de fantômes». C'est sur «ces boulevards du XVIII^e siècle» non très loin de la rue Saint Dominique, où elle tenait salon aux côtés de M^{me} du Deffand (M. Bott a écrit un roman, *Le Boulevard des sentiments*), qu'il a donné rendez-vous à Julie de Lespinasse.

Sainte-Beuve distingue dans l'histoire morale et sentimentale du XVIII^e siècle «les dames d'avant Jean-Jacques» et «les dames d'après Jean-Jacques». La révolution romanesque de *La Nouvelle Héloïse* marque entre elles la séparation. La marquise du Deffand, qui tira Julie de Lespinasse de sa province bourguignonne pour en faire sa demoiselle de compagnie, est une dame d'avant Jean-Jacques. Née en 1697, elle se rattache au siècle de Louis XIV, elle a été de toutes les fêtes de la cour de Sceaux, chez la duchesse du Maine, une Condé qui a épousé le bâtard légitimé du Roi-soleil, elle a été la maîtresse du Régent, elle se sent proche, à travers les dissipations de sa jeunesse, par la rigueur de l'esprit, des Sévigné et des Maintenon. C'est une classique qui a le goût de la vérité, elle a horreur des vapeurs métaphysiques. Faible et égotante, devenue aveugle, son âme imprime à son corps la force qui lui manque. Horace Walpole, dont elle s'éprend à soixante-dix ans et qui aurait pu être son fils, disait : «Son âme est immortelle et contraint son corps à l'accompagner». Il parle de sa «faiblesse herculéenne». Julie de Lespinasse fut au couvent des filles de Saint-Joseph, rue Saint Dominique, l'ornement du salon de M^{me} du Deffand jusqu'au jour où la marquise qui se levait tard surprit, à six heures du soir, la demoiselle tenant salon à sa place au milieu de tout le gratin intellectuel de Paris. M^{me} du Deffand chassa M^{lle} de Lespinasse qui alla

(16) Gallimard.

(17) Flammarion. Cf. *France-Forum* n° 309-310 - avril-juin 1996.

installer rue de Bellechasse, à deux pas, une officine concurrente et en fit aussitôt l'un des centres de la vie littéraire. D'Alembert devait en être l'une des principales illustrations. MM. Bernard Minoret et Claude Arnaud ont mis en scène au Théâtre du Rond-Point, il y a quelques années, dans une charmante pièce, la marquise du Deffand et Julie de Lespinasse tenant leur salon côte à côte, mais en se tournant le dos.

Julie de Lespinasse est, elle, une dame d'après Jean-Jacques. M^{me} du Deffand renvoyait aux enfers, dans une lettre à Voltaire, *l'Emile*, *Le Contrat social* et *La Nouvelle Héloïse*. Julie est une héroïne rousseauiste. «M^{me} de Lespinasse, a écrit Marmontel dans ses Mémoires, est un étonnant composé de bienséance, de raison, de sagesse avec la tête la plus vive, l'âme la plus ardente, l'imagination la plus inflammable qui ait existé depuis Sapho». Elle a rectifié elle-même ce portrait, en privilégiant la passion sur la raison. «Ah, mon Dieu, que la passion m'est naturelle et la raison, étrangère !». M. François Bott dit que, pour elle, «juger était synonyme de sentir». Elle a réhabilité dans la littérature classique le sentiment. Elle est amoureuse folle du

jeune marquis de Mora, puis du comte de Guibert qui était la coqueluche de la société, écrivait des pièces de théâtre et prétendait être à la fois Corneille et Turenne, s'étant rendu célèbre par un *Essai de tactique* qui divisa les salons entre partisans de «l'ordre mince» et partisans de «l'ordre profond». Mais le sentiment, chez elle, n'était qu'expression de la vertu. *Sensible* et *vertueux* étaient les deux mots les plus courants sous sa plume. Elle écrivait au très mondain Guibert qui devait en rester pantois : «Je me rapproche de plus en plus de l'état de nature», ajoutant, «le monde, le malheur, rien n'a corrompu mon amour». Julie de Lespinasse annonce, comme Rousseau, le romantisme. «Aimer et souffrir, écrit-elle, le Ciel et l'Enfer, voilà ce que je veux sentir, voilà le climat où je veux habiter». De la marquise du Deffand qui écrivait à son vieil ami, le président Hénault : «Notre affection fut longue, parce qu'elle ne fut pas vive», à Julie de Lespinasse, on a vraiment changé de saison. Julie de Lespinasse est morte de phthisie au champ d'honneur du Romantisme.

Philippe SÉNART

Les livres de nos collaborateurs et amis

François FEJTO

Hongrois et Juifs

Histoire millénaire d'un couple singulier
(1000 - 1997)

Ed. Balland

Jacques MERAUD

Les collectivités locales
et l'économie nationale

Credit local de France - Dexia

Jean BOISSONNAT

La révolution de 1999

De l'Europe à l'euro
De l'euro à l'Europe

France Loisirs «Questions de Société»

Emile POULAT

La solution laïque
et ses problèmes

BERG International «Faits et Représentations»

Corneille

par André LE GALL

Les éditions Flammarion publient un Corneille de notre collaborateur et ami André Le Gall. Auteur dramatique, André Le Gall nous livre ici la biographie d'un «poète de théâtre» dont l'œuvre reste en grande partie à découvrir. De Corneille on connaît les titres d'une demi-douzaine de pièces : il en a écrit trente deux. Sa vie n'est pas mieux connue que son œuvre : l'officier de justice de Rouen, père de sept enfants, semble s'être appliqué à ne laisser comme vestige de son passage que ses quatre-vingt mille vers. Les traces subsistent cependant. C'est à les repérer que s'est appliqué André Le Gall au long d'un ouvrage très fouillé qui fait apparaître le portrait vivant de Corneille en son temps et en son œuvre. Grandeur de courage et nostalgie du héros : c'est la part de Corneille dans le cœur des poètes. Ce n'est pas la seule : l'auteur des Stances à Marquise Thérèse du Parc est aussi le poète ébloui et désinvolte de la femme.

Nous présentons ici quelques pages consacrées aux origines de la Querelle du Cid..

Que trouvait-on dans *Le Cid* qui faisait qu'en cet hiver 1637 on se piétinait au théâtre du Marais ? On y trouvait la jeunesse comme une angoisse et comme une allégresse, on y trouvait cet éclat de la vie dont, un demi-siècle durant, les fervents de Corneille se souviendraient, exaltation éphémère et inoubliable, on y trouvait ce bonheur des mots qui faisait vibrer Chimène d'impatience sous ses «voile, crêpes, habits, lugubres ornements», ses passions n'étant point celles du deuil, le deuil n'étant qu'une faible protection contre ses passions, son vrai malheur, plus grand peut-être que ne le perçoit le Roi, étant cette épée sanglante que Rodrigue a jetée irrémédiablement au milieu du lit.

L'officier du Palais de Rouen avait tiré de ses profondeurs un poème d'honneur et de douleur, un chant d'exaltation et de sublimation. La chrysalide s'était dissoute. Il avait mis sur le théâtre des êtres charnels en qui le sang battait fort, dont la passion à vivre se communiquait au public du parterre comme aux princesses masquées des loges, et tous signifiaient à pleine voix que leur être débordait de toute part le tracé des contraintes qu'on avait voulu dessiner pour eux. Chacun, que son destin fût déjà fixé ou qu'il demeurât en suspens, entendait sur le théâtre l'écho exact de sa plainte ou celui de son espérance. Et il en serait ainsi de génération en

génération. Rodrigue pris en otage par son père, vainqueur en désarroi, Chimène, acculée aux aveux en ses habits de deuil, mais ne parvenant pas à oublier qui est l'assassin de son père, l'un et l'autre intimement unis, dépositaires et victimes du code aristocratique de la Castille de l'an mille, séparés seulement par le malheur, Rodrigue et Chimène, Chimène et Rodrigue, décennie après décennie, révéleraient à eux-mêmes des jeunes gens pareils dans le fond à ceux de 1637.

Il y avait aussi dans *Le Cid* l'écho des batailles à un moment où Paris, hors de la menace directe des Espagnols, se souvenait des jours d'août 1636. La Capelle, Le Catelet et Corbie aux mains de l'envahisseur, le pays conquis dévasté, le peuple épouvanté, Compiègne en danger, la capitale désertée par ceux à qui un carrosse permettait de fuir, il avait fallu, pour sauver la ville, que Richelieu se manifestât dans les rues de Paris, d'abord sifflé puis ovationné, que l'antique maréchal de La Force mobilisât les volontaires cependant que les chevaux étaient réquisitionnés et que des gentilshommes accouraient spontanément des provinces. Il avait fallu mais il avait suffi car, sans livrer bataille, les Espagnols avaient évacué la Picardie. «Ils couraient au pillage et rencontrent la guerre», ce récit de la bataille par Rodrigue était le pendant du récit que le roi avait fait de la

reprise de Corbie dans *La Gazette*, mais transcédé en un poème épique qui roulait dans le théâtre porté par la voix puissante de Montdory.

«Et pense toutefois n'avoir point de rival»

Première décade de janvier 1637 : création du *Cid*. Quinze ans plus tard, Pellisson écrit dans son *Histoire de l'Académie* : «M. Corneille, qu'on avait considéré jusqu'alors comme un des premiers en ce genre d'écriture, ayant fait représenter son *Cid*, fut mis, du moins par l'opinion commune, infiniment au-dessus de tous les autres. Il est malaisé de s'imaginer avec quelle approbation cette pièce fut reçue de la Cour et du public. On ne pouvait se lasser de la voir, on n'entendait autre chose dans les compagnies, chacun en savait quelque partie par cœur, on la faisait apprendre aux enfants, et, en plusieurs endroits de la France, il était passé en proverbe de dire : «Cela est beau comme *Le Cid*». Cette fois, le peloton était lâché. Aussitôt Corneille exploite la brèche ouverte. Le 21 janvier 1637, il prend un privilège pour *Le Cid* mais aussi pour trois autres de ses pièces, déjà jouées mais non encore publiées : *La Suivante*, *La Galerie du Palais*, *La Place Royale*. Un mois plus tard, les deux dernières sont chez les libraires. Le 21 mars, c'est au tour du *Cid*. *La Suivante* paraîtra en septembre, son épître dédicatoire sera une pièce de la Querelle du *Cid*. Effet de masse : son théâtre occupe le terrain.

C'est l'*Excuse à Ariste* qui a pour effet de déclencher les hostilités. Publiée en février, mars ou mai, difficile de le préciser, l'*Excuse* a peut-être circulé largement avant même d'être imprimée.

Qui est cet Ariste auquel Corneille présente des excuses ? Dix ans auparavant, il y avait eu une vive polémique entre Balzac et un jeune moine de l'ordre des Feuillants, André de Saint-Denis. Dans les premières lettres qu'il avait publiées, Balzac, quoiqu'il fût, en politique, très autoritaire, laissait place dans ses écrits à la révolte comme recours pour les Grands, victimes des favoris. Ses propos furent relevés de manière très critique par André de Saint-Denis à qui il fut répondu en 1627 par une *Apologie pour M. de Balzac*. En 1628, c'était Dom Goulu, général des Feuillants, qui intervenait

par des *Lettres de Phyllarque à Ariste*, Ariste étant son jeune confrère, André de Saint-Denis. Traité de Narcisse, Balzac s'y voyait accusé d'être ennemi capital des monarchies. Le roi, Richelieu, les princes, Chalais, Montmorency, le *Cid*, Don Gomès, «les rois veulent être absolus» : de l'actualité à la littérature, de Balzac à Corneille, il y avait continuité des thèmes. Les débats de la politique étaient ceux des lettres et du théâtre.

L'Ariste auquel Corneille adresse ses excuses est identifié comme étant le même religieux par deux des pièces de la Querelle du *Cid*. Le doute n'en subsiste pas moins.

De quoi s'excuse Corneille ? De ne pouvoir fournir à son interlocuteur les paroles qu'il lui a demandées et qu'il se propose de mettre en musique. Corneille avoue que «cent vers lui coûtent moins que deux vers de chanson».

Corneille se dérobe au motif que, hors le théâtre, il ne sait rien faire de bon. «Il ne se leurre point d'animer de beaux chants.» Or il a été observé (1) qu'un ouvrage de Furetière, la *Nouvelle allégorique*, daté de 1659, fait allusion au refus opposé par Corneille à des musiciens qui, au temps du *Cid*, l'avaient sollicité de faire des vers pour eux. Ariste serait alors l'un de ces auteurs de chansons et non le moine feuillant. Le ton assez désinvolte que prend Corneille pour répondre à son «rêveur de musique» et cette formule même d'identification de son interlocuteur appuient plutôt cette hypothèse.

Adressée à un moine ou à un chansonnier, l'*Excuse* est bâtie sur le modèle de l'*Excusatio* : Corneille demande que l'on veuille bien lui épargner un exercice où il ne saurait exceller. «Cette prison déplaît à (son) génie.» Au XVII^e siècle, le génie peut désigner le bon ou le mauvais esprit qui, dans la mythologie antique, accompagnait les grands hommes. Il s'applique aussi au talent naturel qu'une personne a pour une chose ou pour une autre. Il n'a pas le sens dramatiquement grandiose que le romantisme lui a donné depuis.

Sur un peu plus d'une centaine de vers, le poète en consacre une trentaine à dire qu'on ne saurait compter sur lui pour écrire des chansons, une trentaine d'autres aux «deux beaux yeux pour lesquels (il a) brûlé fort longtemps d'une amour assez grande». Ces vers-là n'eussent pas suffi à tirer les rivaux de leur sommeil. Les amours malheureuses d'un confrère étaient ce qui pouvait le moins les sortir de leur sérénité. Non. Ce qui les a fait sursauter, ce sont des énormités telles que : «Je sais ce que je vau, et crois ce qu'on m'en dit», ou encore : «Je ne dois qu'à moi seul toute ma renommée». Pour la chanson, il ne faut pas compter sur lui mais, pour le théâtre, il est le meilleur. Ce coup d'Etat dans la République des lettres mobilisa en un instant Mairet et Scudéry. Cette autoproclamation était d'autant moins supportable qu'elle s'accompagnait d'allusions aux pratiques déloyales de la concurrence :

«Pour me faire admirer je ne fais point de ligue,
J'ai peu de voix pour moi, mais je les ai
sans brigade,

Et mon ambition pour faire plus de bruit
Ne les va point quêter de Réduit en Réduit»,

c'est-à-dire dans ces lieux, salons, ruelles,... où l'on s'assemble pour s'entretenir et pour préparer des opérations de promotion littéraire. Et, pour bien clarifier, Corneille ajoutait :

«Mon travail sans appui monte sur le théâtre
(...)
Je satisfais ensemble et peuple et courti
sans.»

Ces proclamations mêlées de dénonciations étaient encadrées d'aveux dont la naïveté n'était pas de nature à charmer les confrères estomacés :

«Nous nous aimons un peu, c'est notre faible
à tous,
Le prix que nous valons, qui le sait mieux
que nous ?»

Il y avait bien, comme souvent chez Corneille, un soudain recul :

«...mon esprit s'égare en sa propre louange»
mais qui ne pouvait suffire à effacer des vers
tels que :

«(je) pense toutefois n'avoir point de rival
A qui je fasse tort en le traitant d'égal.»

«Avoir satisfait tout un royaume»

Le temps de reprendre leurs esprits et, peut-être, de s'assurer du sens dans lequel soufflait le vent, les poètes de théâtre se ruèrent sur leurs plumes.

Certaines des pièces de la Querelle du *Cid* sont signées. C'est le cas, bien sûr, de l'*Excuse à Ariste* mais aussi des *Observations sur Le Cid* de Scudéry, de la *Lettre apologétique du sieur Corneille*, contenant sa réponse aux *Observations faites par le sieur Scudéry sur Le*

(1) Georges COUTON, Œuvres complètes de Pierre Corneille. *Pléiade*, Gallimard. Notes p. 1514.

Cid, de la *Lettre de M. de Scudéry à l'illustre Académie*, de l'*Épître familière du sieur Mairet au sieur Corneille*, de la *Lettre du sieur Claveret à Monsieur Corneille*, de l'*Apologie de Monsieur Mairet contre les calomnies du sieur Corneille*, de la *Lettre de M. l'abbé de Boisrobert à Monsieur Mairet* et, bien entendu, des *Sentiments de l'Académie*, ainsi que des lettres échangées entre Balzac et Scudéry. D'autres pièces sont restées anonymes parmi lesquelles : *L'Accommodement du Cid et de son censeur*, *La Victoire du sieur Corneille*, l'*Épître aux poètes de ce temps*, *L'Inconnu et Véritable Ami de Scudéry et de M. Corneille*, qui est peut-être de Rotrou. Quelques-unes, en effet, ont fait l'objet d'attributions dubitatives : *Le Jugement du Cid, composé par un bourgeois de Paris, marguillier de sa paroisse*, pourrait être de Sorel, le *Discours à Cliton*, du comte de Belin,...

Les *Stances sur l'auteur du vrai Cid espagnol adressées à son traducteur français*, signées Don Balthazar de la Verdad, sont attribuées à Mairet. Corneille y est accusé de plagiat. Elles reçoivent une réponse instantanée sous la forme d'un rondeau anonyme attribué à Corneille. Le choix de la rime initiale laisse pressentir la finale :

Qu'il fasse mieux ce jeune jouvencel,
 (...)
 Paris entier ayant lu son cartel,
 L'envoi au diable et sa muse au bordel (2).

Il fallait s'y attendre. Ont également été attribués à Corneille, *L'Ami du Cid à Claveret*, la *Lettre pour M. Corneille*, la *Réponse de... à... sous le nom d'Ariste*, la *Lettre du désintéressé au sieur Mairet*, l'*Avertissement au Besançonnois Mairet*. Toutefois, la paternité de ces textes n'étant pas certaine, il faut s'interdire, à regret, de s'en servir pour établir l'autoportrait de Corneille.

Les titres et le rondeau donnent le ton de la Querelle du *Cid* : vigoureux et gaillard. Cela commence dans la cuistrerie littéraire, se poursuit dans l'invective avant de verser dans la menace.

Scudéry s'efforce de donner à ses *Observations sur Le Cid* et à sa *Lettre à*

l'*illustre Académie* une allure de controverse littéraire. C'est aussi le genre auquel appartiennent les *Sentiments d'un bourgeois de Paris, marguillier de sa paroisse*, ainsi que l'échange final de lettres entre Balzac et Scudéry. Pédanteries et vivacités d'expression n'en sont pas exclues. La première phrase des *Observations* joint les deux : «Il est de certaines pièces, comme de certains animaux qui sont en la nature, qui de loin semblent des étoiles et qui de près ne sont que des vermisseaux.» (2).

Sur l'aspect purement littéraire de la Querelle du *Cid*, le mot de la fin est dans la lettre du 27 août 1637 de Balzac à Scudéry, antérieure donc aux *Sentiments* qui sont de la fin de 1637 : «Considérez néanmoins, Monsieur, que toute la France entre en cause avec lui (Corneille) et qu'il n'y a pas un des juges, dont le bruit est que vous êtes convenus ensemble, qui n'ait loué ce que vous désirez qu'il condamne. De sorte que, quand vos arguments seraient invincibles et que votre adversaire même y acquiescerait, il aurait de quoi se consoler glorieusement de la perte de son procès et pourrait vous dire que d'avoir satisfait tout un Royaume, est quelque chose de plus grand et de meilleur que d'avoir fait une pièce régulière.»

Dès août 1637, Balzac signifiait à Scudéry que sa victoire académique serait vaine.

D'un côté, un échange littéraire où se mêlent arguments, arguties et cuistreries, de l'autre, un combat de chefs : c'est la Querelle du *Cid*, vrai feuilleton où se révèlent les caractères, celui de Corneille en particulier.

Corneille par André LE GALL
 Flammarion 612 p. 159 F

(2) Armand GASTÉ, *La Querelle du Cid*, Paris, 1898, Genève Slatkine. Reprints, 1970.

Michel Ciry

un guetteur du siècle

par Françoise COLIN-BERTIN

«Il n'est pas de portrait, de paysage, de nature morte dans l'oeuvre de Michel Ciry, que la même présence n'anime sourdement, et c'est ce qui la rend si singulière dans ce monde que la mort de Dieu, proclamée par Nietzsche, condamne à l'abstrait, et qui ne hait peut-être la figure de l'homme que parce qu'elle lui rappelle cette âme qu'il a perdue».

François Mauriac

La rétrospective de l'œuvre de Michel Ciry présentée à Rouen au Conseil Régional de Haute-Normandie durant les mois d'octobre et novembre 1997, a été une occasion pour nous de redécouvrir cet artiste témoin de notre siècle, qui est à la fois peintre, graveur, dessinateur, écrivain, musicien, comme l'étaient les artistes humanistes de la Renaissance.

Ainsi, Michel Ciry parle-t-il lui-même de son travail : «De même que j'aurai tenu sans cesse mon Journal, j'ai gravé durant toute ma vie d'adulte, la composition musicale ayant été interrompue à l'approche de la quarantaine, moment où une relève créatrice fut assurée par la peinture. En somme, bien que d'un tempérament enclin à la paresse, j'aurai beaucoup travaillé par crainte que ne domine en moi ce déplorable penchant dont l'affligeant triomphe est sans merci pour la dignité humaine».

En effet, installé depuis plus de 30 ans à «La Bergerie», sa maison de Varengeville-sur-Mer, Michel Ciry, peintre normand et ami de Jean Lecanuet, s'était sans doute rapproché de l'homme politique et du philosophe par l'idée du *Combat*, au sens le plus noble du terme, le combat pour la vérité, l'authenticité, la liberté et la dignité de l'homme.

Tout d'abord graveur, il a illustré de nombreuses œuvres littéraires, comme *La Reine*

Morte de Montherlant en 1942, *Madame Bovary*, *La Farce normande* de Maupassant, *Le Voyageur sur la Terre* de Julien Green, *L'Annonce faite à Marie*... En même temps, il dessine, à la mine de plomb, puis à la plume qui lui permet de mettre en valeur de simples traits, nets et rigoureux pour ne retenir que l'essentiel, et pour traduire l'intériorité des personnages. Dans ses dessins, comme dans ses compositions musicales et ses peintures, Michel Ciry exprime son inspiration essentiellement religieuse, et recherche toujours l'élévation de l'esprit en se rapprochant de Dieu. Les symphonies des années 1950-55 (*Stabat Mater*, *De Profundis*, *Symphonie de Pitié et de Paix*) «traduisent sa foi et sa ferveur avec la simplicité et la fougue des maîtres-imagiers du Moyen-Age, mais cette simplicité est aussi faite de science et de raffinement» (Claude Rostand).

Profondément croyant, il nous montre des portraits du Christ, des Pèlerins d'Emmaüs, de Marie-Madeleine, de Saint Jean, graves, souffrant, émouvants, mais non pas tristes. Ce sont des hommes et des femmes comme ceux que l'on peut croiser tous les jours ; le Christ est un homme proche de nous, et en même temps porteur d'une espérance et d'une vérité qui nous dépasse et nous interpelle. Sans doute a-t-il voulu transcrire à travers les gestes et les regards le message de l'Évangile : le Christ est un

Saint-Jean et Marie-Madeleine (*Huile sur toile*)

homme entre les hommes, il nous appelle à venir à sa rencontre. Le thème du retour de l'Enfant Prodigue est d'ailleurs révélateur des sentiments que le peintre veut exprimer : le pardon, l'amour et la tendresse du père pour son fils.

Dans les différents tomes de son Journal, tenu depuis 1942, l'écrivain, redoutable observateur de notre époque, qu'il juge déclinante, nous incite à être vigilants, à être des « guetteurs » des autres et de l'univers, tout en poursuivant une

inlassable quête de vérité. « Chaque page apporte une touche de spiritualité. Rien d'anodin dans ce Journal. Le moindre détail, la moindre réflexion traduisent une attention extrême à la beauté de la création et à son mystère », écrivait Alain Peyrefitte.

Des œuvres à la fois fortes et paisibles, mystiques et poétiques, une incitation à regarder, à écouter, à s'enrichir sans cesse.

Françoise COLIN-BERTIN

Notes de Lecture

Diplomatie d'Henry Kissinger

Après avoir marqué de sa présence et de l'autorité de son jugement les relations internationales où il excella, tantôt comme professeur à l'Université de Harvard, tantôt comme diplomate et titulaire du Département d'Etat à Washington, Henry Kissinger, n'étant pas homme à se laisser oublier de son vivant, aura encore apporté, avec son grand et gros livre *Diplomatie*, une contribution notable à l'étude et à la mise en œuvre du «nouvel ordre mondial» que la fin de la guerre froide et l'effondrement du système soviétique ont rendu nécessaire. *Diplomatie* peut être tenu pour un instrument de travail utile, voire indispensable, à qui veut comprendre, et même partager, un point de vue très éclairé sur l'histoire de près de quatre siècles de relations internationales entre les Etats modernes représentés par ces grands diplomates et hommes d'Etat qu'ont été, depuis Richelieu et Metternich, tant d'autres d'égale ou moindre renommée, ayant servi avec la même conscience cet art des relations internationales qu'est, par définition, la diplomatie.

A une époque où l'Histoire - et nous voulons dire précisément l'enseignement de l'histoire axé sur la recherche - a exploré quantité de domaines nouveaux, il a pu sembler que l'histoire diplomatique avait quelque peu souffert de cette orientation, même si l'on ne pouvait méconnaître des travaux comme ceux de Jean-Baptiste Duroselle, pour ne citer que lui. Mais la diplomatie, ce n'est pas seulement l'histoire, c'est d'abord la politique, la politique des relations entre les Etats dont l'histoire constitue le fondement. Précision qui situe le livre d'Henry Kissinger, comme un livre à la fois politique et historique, mais d'intention et de finalité *politiques*, proposant une vision d'histoire qui est aussi une vision du monde moderne. Il y a dans cet ouvrage un côté «manuel» qui fait qu'on peut lui prédire un bel avenir dans les biblio-

thèques d'instituts d'études politiques et autres. C'est pourquoi il nous paraît juste d'en prendre l'exacte mesure et d'en cerner les caractères. D'ailleurs la simplicité voulue du titre original, *Diplomacy*, ne peut que porter le lecteur à l'inventaire.

On trouvera donc, selon nous, dans le livre de Kissinger trois aspects et trois dimensions : une *thèse* sur l'origine des relations diplomatiques entre les Etats modernes, qui remonte à Richelieu, maître-artisan d'un équilibre européen qu'un Metternich s'emploiera à renouveler et qui reste un modèle pour Kissinger ; une *histoire de ces relations*, limitée à l'Europe jusqu'à l'intervention de l'Amérique en 1917 dans la Grande Guerre, et en 1918-1919 dans la paix de Versailles, avec notamment l'apport de ce que Kissinger appelle «l'idéologie wilsonienne», toujours vivante bien qu'un peu démythifiée ; enfin une *étude critique* très fouillée de la politique étrangère euro-péo-américaine - et pour tout dire atlantique -, des années trente du XX^e siècle à aujourd'hui. Ces trois quarts de siècle correspondent à la vie même d'Henry Kissinger, enfant juif autrichien, ayant fui aux U.S.A. la persécution hitlérienne et dont la contribution à l'histoire contemporaine aura été de montrer que ce qui était autrefois l'équilibre européen est devenu (même si l'on ne prenait pas en compte la «mondialisation») un équilibre euro-atlantique. En effet, l'histoire montre que ce nouvel équilibre améri-co-européen ne résulte pas d'un nouvel équilibre mondial, tel qu'il aurait pu se justifier en 1945 (fin de la deuxième Guerre mondiale) ou en 1990 (effondrement du communisme soviétique), puisque l'entrée de l'Amérique dans les affaires de l'Europe est bien antérieure et résulte très précisément du coup fatal porté à l'équilibre européen par la guerre de 1914-1918.

La thèse : le diplomate ayant fait connaître le professeur, de même que celui-ci avait ouvert la voie au conseiller diplomatique de la Maison-Blanche, on ne saurait ignorer qu'Henry Kissinger avait soutenu une thèse de doctorat sur les traités de Vienne, *A world restored : Castlereagh, Metternich and the restoration of peace (1812-1822)*, tenus pour un modèle d'action diplomatique constitutive d'un équilibre européen qui dura un siècle mais fut, à vrai dire, compromis par les diplomaties respectives et contrariées de Napoléon III et de Bismarck. Nous n'avons pas à discuter ici des états successifs de cet équilibre, de ses pertes et de ses rétablissements jusqu'à la chute finale dans la guerre générale en Europe, pas plus que nous ne discuterons des succès et des défaillances de l'équilibre européen instauré par les traités de Westphalie jusqu'aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Mais nous retiendrons volontiers les raisons, très personnelles selon nous, de l'admiration de Kissinger pour Metternich et les traités de Vienne. On y voit l'historien rejoindre très vite le diplomate engagé dans la politique actuelle. D'abord Metternich n'est pas plus Autrichien d'origine que Kissinger n'est Américain. Né à Coblenze, il ne vivra en Autriche qu'à partir de l'âge de dix-sept ans, mais servira la monarchie des Habsbourg pendant près d'un demi-siècle. Né et élevé au siècle des Lumières, il en a l'esprit, celui par exemple d'un Joseph II, modèle du despote éclairé. Aux traités de Vienne, «le génie de Metternich consiste à convaincre les pays clés de subordonner leurs désaccords à leurs valeurs communes» (p. 71). Talleyrand formulait ce principe de façon plus calculée, faisant ressortir la fragilité intrinsèque de l'équilibre. «Si le minimum de pouvoir de résistance était égal au minimum de pouvoir d'agression, il y aurait un véritable équilibre. Mais la situation actuelle admet uniquement un équilibre qui est artificiel et précaire et qui ne peut durer qu'aussi longtemps que certains grands Etats sont animés par un esprit de modération et de justice» (*ibid*, p. 71). Cet esprit de modération et de justice est celui qui doit animer la diplomatie. Mieux, il en est l'esprit même. Et Kissinger observe que, s'il avait prévalu à Versailles en 1918, comme ce fut le cas à Vienne en 1814 et 1815, la Seconde Guerre Mondiale eût peut-être été évitée.

Mais différent est l'esprit de la *stratégie*, autre facteur essentiel de la géopolitique et que la diplomatie doit nécessairement prendre en compte. On retrouvera dans tout le livre de Kissinger la dualité diplomatie-stratégie. Metternich avait aussi l'œil d'un stratège. «Dès que Napoléon eut échoué en Russie et avant même que l'armée russe eût atteint l'Europe centrale, il comprit que de la Russie viendrait demain le danger, et pour longtemps. Au moment où les voisins de l'Autriche ne songeaient qu'à s'affranchir de la domi-

nation française, lui faisait dépendre la participation de l'Autriche à la coalition contre Napoléon de la définition de buts de guerre compatibles avec la survie de son Empire chancelant. L'attitude de Metternich était aux antipodes de la position qu'adopteraient les démocraties pendant la Seconde Guerre Mondiale, lorsqu'elles se retrouveraient dans une situation comparable par rapport à l'Union Soviétique...» (p. 74).

Comment Kissinger explique-t-il cette période de l'histoire du monde - ramenée à celle de l'Europe - dont il situe le début environ un siècle après le commencement de ce que les historiens appellent «Les Temps Modernes» - car elle s'ouvre, selon lui, avec la politique d'équilibre européen inaugurée par Richelieu au nom de la *raison d'Etat* ? Par équilibre européen il faut entendre, à l'époque du cardinal-premier ministre, la recherche d'un ordre pour l'Europe entre ses princes et souverains de tradition féodale mais désormais appelés à s'identifier à l'Etat comme le fera bientôt Louis XIV : «l'Etat, c'est moi» (Pour la Révolution française, l'Etat ce sera la Nation, par simple transfert d'absolu - du Roi à la Nation).

Henry Kissinger est trop avisé pour tenter de définir cette raison d'Etat, dont, selon lui, Richelieu a fait - et pour trois siècles - la raison d'être de la diplomatie européenne. Mais il l'étudie de près dans la pratique et dans la théorie (pp. 53-55) et accepte même qu'on la dise conforme à l'adage «la fin justifie les moyens» (p. 54). Cette fin, en la circonstance, c'est l'intérêt du Royaume qui deviendra ensuite l'intérêt national dans le concept européen. Richelieu était conscient d'en avoir la charge. Louis XIV en abusera probablement et la raison d'Etat, instrument d'équilibre, sera «battue en brèche par une expansion trop ambitieuse» (p. 56). Ne pourrait-on supposer aussi que la raison d'Etat ait été, dans l'esprit de Richelieu, une notion théologico-politique en même temps porteuse de laïcité ? «L'analyse du Cardinal, dit Kissinger, à savoir que le succès de la Contre-Réforme ferait de la France le simple appendice d'un Saint-Empire romain germanique de plus en plus centralisé était sûrement correcte, surtout si l'on en concluait, comme il le fit certainement, à l'avènement de l'Etat-nation» (p. 56). Ceci est un autre débat qui ne saurait détourner notre attention de l'équilibre européen et de son histoire malheureuse puisqu'en moins de trois siècles, il sera devenu l'*équilibre euro-américain*. Cette dernière formule, précisons-le, n'est pas de Kissinger, mais caractérise bien ce que l'auteur qualifie de «nouveau visage de la diplomatie», à savoir l'intervention de Wilson dans le règlement de la paix en Europe... (*Wilson et le traité de Versailles*, p. 200-224 - chapitre 9).

Cette intervention ne se réduit pas à l'implication

militaire et à l'ingérence politique de l'Amérique en Europe ; ce sont aussi de nouvelles «valeurs» diplomatiques - autrement dit, de nouvelles conceptions des relations internationales - que les U.S.A. vont proposer à leurs alliés européens. La Société des Nations (SDN) en est le meilleur exemple. Certes, tout le monde sait cela et tout le monde connaît le paradoxe des traités de Versailles, Trianon, Saint-Germain... qui furent imposés, dans leurs principes, par le Président des Etats-Unis, mais non ratifiés par le Congrès, lequel s'empessa de se désintéresser de l'organisation de la paix en Europe. Il faut donc lire Kissinger pour comprendre que ce qu'il appelle «l'idéologie wilsonienne» et qu'il oppose à la «Realpolitik» européenne (elle-même dégénérescence de la diplomatie de la raison d'Etat) est un produit spécifique de l'esprit américain à la recherche d'un équilibre géopolitique adapté à cette grande nation riveraine des deux plus grands océans du monde.

Le dilemme américain en 1916, comme en 1941, était, soit le maintien de l'isolationnisme, naturel au peuplé américain, soit l'intervention dans la guerre suscitant une stratégie et une diplomatie nouvelles, c'est-à-dire *inventées*, de telle sorte que l'Amérique ne pouvait les tirer que de son propre fonds. La politique d'intervention de la «Grande Démocratie» avait donc besoin d'une justification. Or, ce ne pouvait être que le réalisme ou l'idéalisme politiques. Deux noms les personnifient aux yeux d'Henry Kissinger : celui de Théodore Roosevelt, qui a sa faveur, et celui de Woodrow Wilson, qui eut celle de l'histoire. «L'influence de l'Amérique, telle que la voyait Wilson, serait fonction de son altruisme ; elle devait se préserver afin de pouvoir se poser, en fin de partie, en arbitre crédible entre les belligérants. Th. Roosevelt avait affirmé que la guerre en Europe, et surtout une victoire de l'Allemagne, menaceraient en dernier ressort la sécurité américaine. Wilson soutenait que l'Amérique était fondamentalement désintéressée et devait se poser en médiateur. Parce qu'elle croyait à des valeurs plus élevées que l'équilibre des forces, la guerre en Europe lui donnait une occasion extraordinaire de faire du prosélytisme pour une nouvelle et meilleure stratégie en matière d'affaires internationales...» (chap. 2. *La charnière : Théodore Roosevelt ou Woodrow Wilson*, p. 36). L'idéologie wilsonienne trouvera son expression dans la S.D.N. En voici une explication : «Du point de vue de l'Amérique, ce n'était pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui causait les guerres, mais sa non-application ; ce n'était pas le défaut d'équilibre qui produisait l'instabilité, mais le fait de la rechercher. Wilson proposait de fonder la paix sur le principe de la sécurité collective. A son avis et à celui de tous ses disciples, la sécurité du monde passait par la défense non pas de l'intérêt national, mais de la paix

en tant que principe juridique. Pour déterminer si une brèche avait été véritablement opérée dans la paix, il fallait une institution internationale que Wilson définissait comme une Société des Nations» (chap. 9 : *Le nouveau visage de la diplomatie*, p. 203).

Cette idéologie wilsonienne - quelque peu pharisaïque, quand il s'est agi de dire et de ne pas faire (et la conquête de l'Europe par Hitler en 1940 fut une des conséquences du retour à l'isolationnisme américain) - on la retrouvera pour justifier la politique d'intervention de Franklin-Delano Roosevelt avec la Charte de l'Atlantique en 1941 et surtout avec la création d'une S.D.N. améliorée, l'Organisation des Nations-Unies, en 1944. Elle inspirera désormais la politique américaine, mais non sans que les Etats-Unis s'en soient bel et bien tenus, ne serait-ce que par la conscience de leurs responsabilités «in the world», au réalisme politique le plus affirmé. C'est un des mérites de l'étude de Kissinger d'en faire la démonstration magistrale, notamment à partir du chapitre 17 : «*Le début de la guerre froide*»... Il reste toutefois que le style propre de cette nouvelle grande diplomatie ne laisse pas d'avoir quelquefois le visage de gosse d'un Jimmy Carter ou d'un Bill Clinton. Pour cette image, H. Kissinger a une légende qui parcourt tout son livre : «Les grandes entreprises, observe-t-il, sont parfois mues par une touche d'ingénuité» (p. 423).

Certes, mais l'optimisme naturel à l'Amérique, renforcé par les certitudes bibliques, est-il une explication suffisante de cet esprit et de cette idéologie, même revue et corrigée ? Kissinger, grand «debater», qui fait succéder la synthèse à l'analyse sans solution de continuité, a peut-être négligé un élément formateur de cette idéologie : *la liberté*. En effet, la politique d'intervention, par delà les océans, est essentiellement différente du réalisme politique européen que nous avons vu à l'œuvre pendant plus de trois siècles. Ce réalisme politique répond généralement à la plus stricte nécessité, laquelle ne conçoit pas de paix sans équilibre. C'est d'ailleurs cette loi de nécessité qui va s'imposer tôt ou tard à l'intervenant. L'interventionnisme américain se sera trouvé très vite confronté à cette situation à l'échelle mondiale. La politique «d'endiguement», qui sera celle de l'Amérique en Europe, n'est qu'une variante de la politique réaliste d'équilibre européen, la stratégie en plus. Elle réussira, puisque, malgré la «si longue complaisance» - pour parler comme Georges Bortoli - dont il a bénéficié, le communisme finira par s'effondrer de lui-même en Europe orientale, puis en U.R.S.S. Mais en Asie, cela aura été autre chose... Un des aspects les plus intéressants du livre d'H. Kissinger, c'est l'analyse de l'intervention américaine au Vietnam dont il attribue ce qu'il faut bien appe-

ler la démesure à une conception trop raide et trop entière de la politique «d'endiguement» (Cf. les chapitres 25, 26, 27 sur le Vietnam). *L'entrée dans le boubier, Truman et Eisenhower. En désespoir de cause, Kennedy, Johnson. Le désengagement, Nixon*). Démesure, avons-nous dit, démesure *stratégique* surtout. Pour la diplomatie, il y manquait l'expérience propre au réalisme européen. Kissinger y mettra tout son savoir-faire, mais très tard pour l'Amérique et trop tard pour le peuple vietnamien. A vrai dire, le dilemme de «l'endiguement» pour l'Asie était posé dès la guerre de Corée, dans laquelle les dirigeants américains voyaient un dessein militaire du communisme mondial (Cf. chapitre 19). La stratégie occultait la diplomatie et il en sera ainsi dans la politique asiatique des Etats-Unis jusqu'à Nixon. Mais, décidément, l'Asie n'avait pas les mêmes modèles d'équilibre que l'Europe et, historiquement, elle n'appartenait pas encore tout entière aux Temps Modernes...

Cependant, le propre d'un équilibre étant la précarité, la tendance du réalisme et de l'idéalisme conjugués sera l'établissement d'un ordre de paix, non plus seulement pour l'Europe, mais pour le monde. C'est d'ailleurs vers quoi est orientée la conclusion du livre de Kissinger : *Le nouvel ordre mondial reconsidéré* (chap. 31). On le lira avec attention car il mériterait à lui seul un long développement. Celui qui fut, de 1969 à 1976, un responsable des relations internationales des Etats-Unis a toujours quelque chose à dire, et il ne semble pas exclu que l'installation d'une Madeleine Albright, euro-américaine elle aussi, à la place occupée naguère par Henry Kissinger, ne soit comme un retour en grâce de la pensée politique de celui qu'on appelait «le pompier de la paix» quand il négociait un règlement de paix au Moyen Orient. S'il

en est ainsi, ce sera une revanche du «cher professeur» (autre surnom) sur les critiques qui dénoncèrent, au temps où il dirigeait le Département d'Etat, sa conception et sa pratique de la diplomatie. On en trouvera illustration et commentaire dans l'article de notre collaborateur et ami, le professeur Charles Zorgbibe : *Henry Kissinger - Esquisse d'un bilan (France-Forum n° 157-158, 1977)*. On y trouvera d'abord confirmation de ce que nous avons voulu montrer d'après Kissinger lui-même : «la vision de l'historien éclaire l'action de l'homme d'Etat». Mais à l'époque (il y a vingt ans), où Charles Zorgbibe dresse ce bilan, Kissinger a été éliminé de la scène politique avec le départ en catastrophe de Nixon, et le parti démocrate va revenir au pouvoir avec J. Carter. L'Amérique rejette alors la diplomatie de Kissinger avec l'eau du bain. «L'opinion américaine ne se reconnaissait plus dans une diplomatie de l'équilibre contraire à toutes les traditions américaines, au style national des Etats-Unis», explique Ch. Zorgbibe. Et encore : «Le rejet de la greffe européenne de l'ère Kissinger est sensible parmi les experts américains de la politique étrangère». Ce sont ces experts qui vont opter pour «la démocratisation de la politique étrangère» au motif qu'«il ne peut y avoir d'écart entre le gouvernement interne d'une démocratie et son comportement» (ibid p. 12).

C'est probablement pour répondre à de telles objections, venues de certains de ses compatriotes, qu'Henry Kissinger aura entrepris de composer ce maître-livre, mais aussi et surtout (la dédicace en témoigne) pour conforter les autres dans l'assurance du sérieux de la «diplomatie».

Jean-Yves CHEVALLIER

Ed. Fayard, 1996, 880 p.

Nous n'avions pas vingt ans.

Le drame des Malgré-Nous

L'ouvrage de Joseph Bernhaupt est intéressant à plus d'un titre. Il porte d'abord sur un sujet douloureux : le sort des jeunes Lorrains incorporés de force dans l'armée du Reich hitlérien entre septembre 1942 et mai 1945. Le livre offre ensuite l'avantage de se présenter comme un dossier assez complet et maniable. En une trentaine de pages clôturées par une bibliographie, le rappel des faits permet de situer les événements dans l'histoire de la Lorraine au XX^e siècle. Une deuxième partie donne la parole à des témoins. Le maître d'oeuvre a pris la précaution d'organiser ces textes de manière thématique, en regroupant les souvenirs de 25 personnes et les siens selon

de Joseph Bernhaupt

une vingtaine de chapitres séparés : l'invasion de la France, l'incorporation, le front, les permissions, les réfractaires, les résistants,... Est ainsi évité l'écueil classique de l'historiographie orale, tentée de juxtaposer des textes de valeur inégale en style «verbal».

Un troisième ensemble de documents complète intelligemment le tout : un cahier photographique de grande sobriété donne un visage aux hommes, aux circonstances et aux lieux ; un florilège d'injures militaires, fort gaillardes, rappelle l'universalité de la culture de caserne ; une collection de plaisanteries et de traits d'humour ferme sympathiquement la

marche. Citons celle qui nous paraît la plus révélatrice. Hitler se présente en face de l'Angleterre pour conjurer le Destin avant l'invasion des Iles britanniques et hurle face aux flots déchaînés : «Wir bringen England auf die Knie» (Nous mettrons l'Angleterre à genoux). L'écho répond alors : «Nie, nie, nie...» (Jamais, jamais, jamais...). Ce mot, savoureux en allemand, mais anti-nazi, rappelle au lecteur pressé qu'être germanophone ne se confond pas avec être pangermaniste.

L'auteur, Joseph Bernhaupt, est lui-même un «Malgré-Nous». Né en 1921 en Moselle, il est incorporé en août 1943, notamment comme infirmier dans la Kriegsmarine en Laponie. A l'occasion d'une permission dans sa famille, il se cache en août 1944 jusqu'à l'arrivée des Américains. D'abord professeur dans l'enseignement secondaire, il devient ensuite historien et archiviste dans un ministère. Docteur ès lettres, il a sensiblement élargi sa documentation personnelle et les recueils de témoignages par des recherches auprès des organismes archivistiques compétents. En fonction des chapitres, le style est adapté au ton choisi, mais le changement de registre ne gêne en rien l'attention du lecteur. On lit aisément le texte avec beaucoup d'intérêt, à condition toutefois d'en percevoir préalablement les enjeux historiques et humains.

La Lorraine est une région historique aux frontières élastiques. Faute d'obstacle topographique, côte ou fleuve, sa délimitation suit les facteurs du temps. Le duché médiéval de Lorraine est loin de couvrir la région administrative actuelle. Il faut attendre la deuxième moitié du XVIII^e siècle pour s'approcher d'une géographie familière : intendance de Lorraine en 1766 et répartition en quatre départements (1789-90). Longtemps disputée entre le royaume de France et l'Empire, la Lorraine fait l'objet d'une stratégie d'attraction française, surtout à partir du XVII^e siècle. Au moment où se construisent des Etats-Nations, entre 1789 et 1914, la francisation de la Lorraine s'accomplit de manière décisive. Quand le Reich bismarckien annexe la Moselle en 1871, les Lorrains de ce département, quoique germanophones dans la vie courante, se perçoivent donc comme intégrés à un Etat étranger, auquel cependant ils estiment devoir être loyaux. En 1914-18, l'immense majorité des jeunes Mosellans mobilisés sert dans l'armée allemande sans tergiverser.

Redevenue française en 1919, la Lorraine mosellanne maintient néanmoins un certain particularisme dans la République, notamment sur le plan religieux et scolaire. Robert Schuman (1886-1963) en fut un

des députés les plus connus. Avec la victoire initiale du Reich en 1940, l'Alsace-Moselle est ré-annexée par Berlin et replacée en statut de Reichsland, province de type proconsulaire administrée par un préfet. Au lieu du Statthalter wilhelmien (1871-1978) c'est un Gauleiter qui dirige, sans représentation aucune des citoyens, un ensemble qu'il faut «germaniser» de force. Expulsions (15 % de la population), emprisonnements (2.000) et déportations (5.800) se succèdent de juin 1940 à septembre 1944 (population départementale de 700.000 h en 1936).

En août 1942, devant les besoins croissants d'un front gigantesque, les chefs militaires du Reich décident de mobiliser, entre autres nationalités et minorités, des Alsaciens-Mosellans. Par rapport à 1914, la différence est de taille : l'annexion date de 2 ans seulement (au lieu de 43) et le régime est fanatiquement totalitaire. Les classes incorporées totalisèrent 30.000 hommes entre 1942 et 1944, aux 9/10^e envoyés dans l'infanterie sur le front soviétique. 5.600, soit un peu plus de 18 %, périrent dans l'aventure. Le nombre total des réfractaires n'est pas disponible et pourrait avoisiner 2.000 soldats (8 %), chiffre apparemment modeste mais pour une seule raison, majeure : le régime nazi déporte toute la famille proche des insoumis...

L'ouvrage retrace de l'intérieur l'itinéraire de ces hommes contraints de se battre sous un uniforme hostile, cherchant majoritairement à s'en échapper sans douleur pour la famille. Une affectation pacifique (infirmerie, administration), une situation de prisonnier (mais les Russes ne sont pas tendres avec ces «Allemands»), une «blessure providentielle», une vocation religieuse sont quelques moyens pour se prémunir. Le texte fourmille de récits étonnants, amusants, tragiques, jamais complaisants ou crus. Les descentes de la Gestapo, les évasions dans les gares entre deux trains, les camouflages dans les cabanes de jardinier, les caves, les filières... Devant nous défile toute la guerre et ses dures images. Au bout du compte, une lecture intéressante et instructive sur un sujet délicat.

Michel-Pierre CHÉLINI

Ed. Serpenoise et Martelle Editions, 1996.

La ruse nazie.

Dunkerque 24 mai 1940. de François Delpla

François Delpla, normalien et agrégé d'histoire se passionne depuis quelques années pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale et, plus particulièrement, pour l'année 1940. Il a publié l'an dernier le premier livre exhaustif sur *Montoire* (éd. Albin Michel). J'en ai rendu compte dans *France-Forum* au printemps dernier (n° 309-310). Il étudie cette année sous le titre *La ruse nazie* (éd. France-Empire) l'arrêt de l'offensive allemande ordonné par Hitler le 24 mai 1940, qui immobilisa les chars allemands pendant deux jours, les 25 et 16 mai 1940. Ce fait, apparemment mineur, conduit à un éclairage nouveau des politiques d'Hitler, de Churchill et de Reynaud, à un moment crucial de l'histoire.

Les premiers chapitres, un peu austères, étudient la façon dont on a progressivement abordé ce problème et insistent sur le fait que cet ordre d'arrêt ne doit rien à des considérations militaires telles que l'obligation de faire reposer les chars et de les réparer après dix jours de cavalcade, ou la crainte d'engager ces mastodontes dans une Flandre humide gorgée d'eau. Presque tous les chefs militaires se sont plaints de la décision prise.

C'est qu'Hitler et ses généraux n'ont pas les mêmes perspectives. Les généraux allemands ne songeaient qu'à la destruction de l'armée française et des 200.000 anglais venus la renforcer. Hitler pensait que l'encerclement en Belgique de ses meilleures troupes et la menace de leur destruction conduiraient la France à demander la paix. Après quoi, l'Angleterre, isolée, demanderait aussi la paix. Qu'on relise *Mein Kampf*. Jamais Hitler n'a dénoncé l'empire britannique comme un adversaire du peuple allemand : ils ne chassent pas sur les mêmes terres. Seule compte pour l'Allemagne l'armée française. Qu'elle accepte sa défaite et l'Allemagne pourra réaliser son véritable destin : détruire l'U.R.S.S., battre les Slaves et conquérir les terres à blé de l'Ukraine.

Hitler chargea Goering de conduire la manœuvre. Goering utilisa des Suédois pour approcher les belligérants. La Suède était extrêmement soucieuse de la fin des hostilités, car les deux adversaires se disputaient le port norvégien de Narvik, indispensable à ses échanges extérieurs. Un industriel suédois, Dahlérus, fut chargé de contacter les anglais. Mais F. Delpla a eu la surprise de découvrir dans les archives du ministère anglais des Affaires Étrangères que,

pour la Suède, «une partie de la correspondance pour 1939 et 1940 a été détruite en 1940 devant la menace d'une invasion ennemie» (Delpla p. 258). A l'usage des Français, Goering utilisa Nordling, consul général de Suède à Paris. Le 15 mai 1940, Goering le pria de faire connaître à Paul Reynaud, le plus rapidement possible, que l'heure de la négociation sonnerait si l'armée allemande parvenait à Calais. Si, alors, la France reconnaissait sa défaite et demandait la paix, Hitler ne réclamerait que les villes belges d'Eupen et de Malmédy, le bassin de Brioy et quelques colonies non précisées ; l'Alsace-Lorraine serait sauvée.

Nordling arrivé à Paris le 17 mai demanda aussitôt à être reçu par Paul Reynaud. Celui-ci déclara ne pas avoir le temps. Nordling ne fut reçu que le 20 et seulement par des membres du cabinet diplomatique, dont le compte-rendu est toujours dans nos archives. Certes Paul Reynaud était convaincu que l'arrêt des hostilités s'imposerait bientôt. C'est certainement avec son accord que son ministre, Jean Ybarnegaray, demanda le 21 mai à Lequerica, ambassadeur d'Espagne à Paris, de lui ménager une rencontre à Madrid avec le général Franco. Il veut lui parler de la liberté des mers latines avec suppression de la servitude de Gibraltar et de Suez, proposition qu'il souhaiterait faire connaître à l'Italie et il ajoute : «Sur la base de cette liberté, une paix durable pourrait être rétablie en Europe». L'Espagne informa aussitôt Berlin et Rome et fit une réponse d'attente. Il semble bien que Reynaud, peu soucieux de se trouver seul en face d'Hitler, préférerait qu'une rencontre franco-allemande se fasse dans le cadre d'une conférence internationale : d'où le clin d'œil fait à Franco et à Mussolini.

Quelques jours après, il devint clair que le plan Weygand de jonction entre la VII^e Armée venant de la Somme et la I^{re} venant du Nord était inapplicable. Reynaud réunit à l'Élysée, le 25 mai 1940, un comité de guerre où se retrouvent les hommes politiques les plus importants et les chefs militaires. Les armées du nord une fois perdues, la France pourra encore se battre sur la ligne Somme-Aisne. Mais ce combat à un contre trois, ne pourra être qu'un baroud d'honneur, inévitablement suivi peu après d'une demande d'armistice. La France ne peut-elle sonder l'Allemagne avant ce combat décisif ? Pétain et Lebrun pensent que oui. Weygand et Campinchi pensent qu'il faut préalablement consulter l'Angleterre.

Reynaud s'engage à partir le lendemain à Londres pour en parler à Churchill.

Dans ses mémoires Reynaud affirme ne pas avoir voulu poser la question aux Anglais. Mais je ne crois pas que Paul Reynaud ait été aussi déloyal à l'égard du chef de l'Etat et du chef des armées. La vérité me paraît être que, en arrivant à Londres le 26 mai, il trouva une situation inattendue. La veille, le 25 mai, Lord Halifax, ministre anglais des Affaires Etrangères, leader des partisans d'une paix rapide, a convoqué l'ambassadeur italien Bastianini. Ils ont envisagé la possibilité d'une paix séparée. Reynaud ne pouvait que se réjouir de voir les Anglais prendre la même orientation que lui, malgré l'opposition de Churchill. Mais le cabinet anglais fut long à se décider et c'est seulement le mardi 28 mai que Churchill informa Reynaud que la proposition Halifax n'avait pas été adoptée.

Il est vrai que, dès le 26 mai, Hitler avait ordonné la reprise de l'attaque pour le 27 mai au matin. Mais les deux jours d'arrêt ont permis aux Anglais de renforcer la défense de Dunkerque, ce qui a permis d'évacuer 200.000 Anglais et 130.000 Français.

Delpla a eu le grand mérite de décrypter chez les uns et chez les autres des pensées et des arrière-pensées que les uns et les autres ont désiré dissimuler. La quatrième page de couverture de son dernier livre nous dit que l'auteur prépare une thèse sur les relations franco-britanniques en 1939-1940. Ce sera sûrement très élogieux pour Churchill, mais ce travail soulèvera sans doute bien des polémiques du côté français.

Pierre DHERS

Ed. France Empire

Distinction

Notre ami et collaborateur, le sociologue Michel CROZIER, s'est vu remettre, en octobre 1997, dans la commune du même nom, le prix Alexis de Tocqueville, qui, tous les deux ans, distingue un homme de lettres, un sociologue ou un homme politique dont l'oeuvre s'inspire, prolonge ou rencontre celle de ce grand penseur et écrivain. La cérémonie s'est déroulée en présence d'Alain Peyrefitte, président du jury international qui a désigné le lauréat, et de Raymond Barre. *France-Forum* qui, régulièrement, a ouvert ses débats et ses pages à Michel Crozier et, plus d'une fois, invité à méditer les réflexions de Tocqueville, adresse ses plus vives félicitations au récipiendaire.

France-Forum a été créé en 1957 par É. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M.-R. Simonnet.
De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» d'Étienne Borne.

Directeur de la Publication : René Plantade - Secrétariat-Abonnements : Thérèse Desplanques
Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 2815

Composition et impression : VIENNE IMPRIM' - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 04 74 85 47 06 - Télécopie 04 74 31 65 64
Photos : Roger-Viollet - M.-P. Guéna

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

Etienne Borne

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

Albert Camus

